

d'Lëtzeburger **Land**

BO

L'anarchie fatigue

Après 25 ans, le journal satirique *De Feierkrop* arrête sa parution aujourd'hui. Un entretien d'adieu avec son coordinateur Jacques Drescher

Schule mit Risikoprofil

Ungerecht, rigide, teils überholt und überfordert. Die Befunde des nationalen Bildungsberichts sind wieder einmal alarmierend

Sexe en frontière

Les bars à champagne de la route qui relie Steinfort à Arlon se meurent. La prostitution en région frontalière prend un autre visage

Photo: Sven Becker

Unabhängige Wochenzeitung für Politik,
Wirtschaft und Kultur

#51 65. Jahrgang 21. Dezember 2018



4,00€



L'anarchie fatigue

Après 25 ans d'existence, le journal satirique *De Feierkrop* arrête sa parution aujourd'hui. Un entretien d'adieu avec son coordinateur Jacques Drescher sur l'anarchie des débuts, les provocations et la fin d'un journal



Jacques Drescher dans les bureaux du *Feierkrop*

Interview : josée hansen

d'Lëtzebuurger Land : La dernière édition du *Feierkrop* est en kiosques aujourd'hui. Soulagement ou pin-cement au cœur ?

Jacques Drescher : Je suis soulagé de pouvoir lâcher maintenant. Ce n'est pas une fin imprévue, mais quelque chose que nous avons décidé ensemble, en tant qu'équipe, en début de cette année, après quatre années de discussions sur l'avenir du *Feierkrop*. Nous l'avons fait en toute transparence avec nos lecteurs, en les en informant bien en amont, afin qu'ils ne se sentent pas dupés. Nous avons décidé ensemble de lancer un journal satirique et nous avons décidé de la même manière de l'arrêter. Donc ce dernier numéro n'est pas un terrible « coup émotionnel » pour moi. Je vais voir dans les prochaines semaines si la routine hebdomadaire me manque, mais je crois que je saurai quoi faire de mon temps libre.

Pourquoi arrêtez-vous ? Est-ce une question de lassitude ou de fatigue ?

Il y a certes eu un effet d'érosion dans notre équipe. Et puis il y a des problèmes qui frappent toute la presse, comme le fait que les jeunes ne lisent plus du tout de journaux. Nous nous sommes constamment renouvelés, en lançant des affiches, des gadgets, des numéros spéciaux extravagants... Si j'avais vingt ans de moins, j'aurais opté pour ce renouvellement, en inventant un nouveau *Krop* numérique. Mais là, nous nous sommes dits que nous ne voulions pas devenir de vieux grincheux qui ne savent pas se renouveler et continuent jusqu'à un âge canonique à proférer leurs bons conseils à tout le monde.

Vous avez soixante ans maintenant, et quoi qu'on dise, le *Feierkrop*, c'est vous – du moins vers l'extérieur. Vous en êtes le coordinateur, l'éditorialiste et le visage public. Vous n'avez pas trouvé de successeur du même acabit ?

Ces dernières années, nous avons recruté de nouveaux auteurs et caricaturistes de talent, mais aucun d'entre eux ne s'est imposé pour reprendre la coordination du journal. Quand nous avons créé le *Feierkrop* en 1993, nous étions tous journalistes et caricaturistes avec une certaine expérience dans nos métiers. C'est pour cela que nous avons créé une coopérative, dont chaque membre-fondateur détenait une part, sans influence externe d'un investisseur ou d'annonceurs, et dont le seul revenu était généré par la volonté des lecteurs d'acheter le journal. Nous avons assez vite eu un succès beaucoup plus grand qu'escompté. Mais ces trois dernières années, c'est devenu plus difficile, nos ventes ont chuté, nous n'avons plus fait de bénéfice et avons dû vivre de nos réserves. Cela nous a bien montré qu'il était temps d'arrêter.

« Nous nous sommes dit que nous ne voulions pas devenir de vieux grincheux qui ne savent pas se renouveler et continuent jusqu'à un âge canonique à proférer leurs bons conseils à tout le monde »

Jean-Michel Treinen est mort ; René Clesse est mort, et les autres membres-fondateurs sont à la retraite...

...A mir ass et och scho schlecht (éclate de rire ; « et je me sens déjà plus trop bien non-plus »)...

...avez-vous raté le renouvellement de l'équipe ?

Comme je disais, nous avions certes trouvé de nouveaux talents, plus jeunes, mais ils travaillaient pour ainsi dire de l'extérieur ou étaient même engagés professionnellement à l'étranger.

Que leur adviendra-t-il ? Je pense à l'un des plus connus, Chomski par exemple, qui avait son lectorat fidèle ?

Étant donné qu'il s'agit effectivement de talents très précieux, on pourrait les mettre dans des caissons réfrigérés et les ramener à la vie lorsque les temps seraient à nouveau propices pour la satire. Mais bon, disons que chacun est libre de continuer à travailler pour d'autres médias.

Le *Feierkrop* est une coopérative : est-ce que vous allez la liquider ou continuerez-vous à publier ?

La coopérative continue jusqu'à nouvel ordre. Il s'agit aussi d'une maison d'édition, qui publie régulièrement des livres, comme la nouvelle BD *À la cour*, qui vient de paraître. Au printemps, nous ferons une assemblée générale de la coopérative pour décider de la suite. Peut-être que nous allons continuer à publier sporadiquement, on verra, tout est ouvert. En tout cas, la coopérative et le nom resteront.

Le *Feierkrop* existait déjà de 1948 à 1950 comme page satirique du quotidien *Zeitung vum Lëtzebuurger*

Vollek, idée que vous y avez fait revivre lorsque vous étiez à la *Zeitung*, de 1984 à 1993, avant que le *Feierkrop* ne devienne une publication indépendante cette année-là. Qu'est-ce qui a fait, à l'époque, qu'une publication satirique devint importante ? Étaient-ce vos différends avec le parti communiste, dont vous fûtes membres et que vous veniez de quitter ? Ou des désaccords avec le journal ?

Oui, c'était un concours de circonstances, surtout politiques. Nous étions toute une équipe à quitter la *Zeitung* à l'époque, avec aussi Léon Claus par exemple. Ces années-là, nous sommes donc au début des années 1990, on entendait tout le temps des gens dans la scène artistique, dans les bars que nous fréquentions, dire qu'« il faudrait lancer un journal satirique ». C'est pour cela que nous avons appelé notre journal *Den neie Feierkrop*, le « nouveau » tisonnier. Nous nous attendions à ce que cela marche, mais pas à tel point. Je me souviens que nous avions fait une conférence de presse au Café Chez Dan au Grund et que nos confrères d'autres journaux trouvaient l'initiative un peu trop « aventureuse » pour qu'elle puisse réussir. À nos débuts, nous étions très spontanés et véritablement anarchistes, aussi dans nos structures, nous discussions énormément, personne n'était le chef de personne... Bien sûr que la date de lancement, le dimanche des élections communales, n'était pas choisie au hasard, nous étions tous très politisés et voulions profiter de l'intérêt aiguë des gens. Durant les trois premiers mois, nous avons tous travaillé gratuitement, mais avons très vite fondé la coopérative, et dès janvier 1994, nous avons pu payer des honoraires pour le travail fourni.

Et qu'est-ce qui fait alors que l'on n'en aurait plus besoin aujourd'hui ?

Je n'ai jamais dit cela. Au contraire : je suis persuadé qu'on aurait encore besoin d'un journal satirique aujourd'hui au Luxembourg. C'est juste nous qui arrêtons. Mais tout le monde peut lancer un journal, c'est assez facile, surtout si on est prêt à s'exploiter soi-même. Toutefois, le contexte a beaucoup changé par rapport à il y a 25 ans. Il y a beaucoup moins de tabous, et les autres médias sont devenus beaucoup plus ouverts et moins politisés.

Le *Feierkrop* est un journal de gauche et ne s'en est jamais caché. Sa fin coïncide avec le crépuscule de la gauche classique en Europe. Y a-t-il un rapport ou est-ce un hasard ?

Je ne me suis pas encore posé cette question. En tout cas, pour nous, il s'agit de la conséquence de nos situations personnelles. Si je suis le plus jeune des membres fondateurs à soixante ans... Le *Feierkrop* était une expérience, mais une expérience qui a réussi. Il ne faut pas oublier qu'avec 25 ans, nous sommes le journal satirique qui a duré le plus longtemps de l'histoire de la presse au Luxembourg.

L'âge d'or du *Feierkrop* était sans conteste le tournant du siècle, fin des années 1990, début des années 2000, lorsque la presse internationale s'est référée à vous pour citer le sobriquet « Jacques Digestif » dont vous aviez affublé le président luxembourgeois de la Commission Jacques Santer. Ou lorsque *Le Monde* a, en 2002, repris l'information selon laquelle la grande-duchesse Maria-Teresa avait réuni les rédacteurs en chef pour se plaindre de la grande-duchesse Joséphine-Charlotte (« La grande-duchesse du Luxembourg se plaint de sa belle-mère et pleure », 3 juillet 2002). Vous vendiez alors 15 000 exemplaires par numéro, c'était inouï. Le voyez-vous aussi ainsi ?

Oui, certainement. L'année 1999 était notre zénith, avec trois échéances électorales [communales, législatives et européennes, ndlr] la même année. Nous étions alors un journal atypique pour le Luxembourg, parce que nos lecteurs étaient surtout des clients ponctuels, qui achetaient le journal en kiosque selon l'actualité du moment. Notre diffusion était trois à quatre fois plus élevée en kiosque que par abonnement à cette époque-là ; il y avait une grande attente de découvrir ce que disait le *Feierkrop* sur un thème. À la fin, cela s'est normalisé et nous avions, comme tous les journaux, autant d'abonnés fidèles que de clients spontanés.

L'histoire de la grande-duchesse était extraordinaire, parce qu'il s'agissait aussi d'une question politique touchant le souverain. Elle avait convié tous les rédacteurs en chef pour se plaindre de sa belle-mère, et personne n'avait rien écrit dans son journal. Et ce malgré le fait qu'aucun embargo n'avait été émis. Aujourd'hui, cela ne fonctionnerait plus. La presse s'est beaucoup professionnalisée.

Est-ce que vous avez eu une influence politique ? Autrement dit : est-ce que le *Krop* a changé le cours du monde, ne serait-ce qu'au niveau du Luxembourg ?

(Sourit) Dans mon édit de cette semaine, j'ai écrit que le *Krop* avait réussi à faire corriger la pancarte de la station d'autobus de Dommeldange. Est-ce un achèvement ? Au-delà de cette anecdote, c'est aux



Le numéro zéro du *Feierkrop*, en 1993

autres, par exemple à la presse, d'analyser ce que nous avons peut-être réussi.

Vous avez probablement surtout contribué à une prise de conscience dans le monde politique, qu'ils ne pouvaient plus faire n'importe quoi n'importe comment, au risque de « se retrouver dans le Feierkrop » ?

Sans conteste. Cela – et l'Université de Trèves, je crois, nous l'a certifié – nous étions les plus grands critiques de la presse au Luxembourg.

Vous aviez toujours deux têtes à claques : d'un côté, certaines personnes ou médias de gauche – le Tageblatt notamment, ou certains communistes – et de l'autre, les « Pafen » (voir page 7), l'Église catholique. Vous aviez notamment fait scandale avec votre action « Schlot e Paf an der Oktav ! », frappez un curé dans l'octave... Mais les deux, d'un côté l'extrême-gauche et le Tageblatt, ou de l'autre l'Église catholique et leurs ministres des cultes, ont tellement perdu en influence qu'ils ne font plus l'affaire. Ces derniers n'ont ainsi pu que constater, perplexes, l'introduction du droit à l'euthanasie ou du mariage pour tous, la réforme de l'avortement et la séparation entre l'État et l'Église. Donc vous n'aviez plus d'ennemi ?

Nous ne nous sommes pas vraiment posé de telles questions de principe à l'époque. Que nous nous moquions du *Tageblatt*, où un certain nombre d'entre nous avaient travaillé, ou du parti communiste, auquel d'autres avaient adhéré à une époque, s'expliqua par notre vécu. Mais pour le reste, nous étions vraiment surtout anarchistes et riions de nos propres blagues. Le principe des débuts était : tout le monde est libre de faire ce qu'il veut. Ensuite, il y a eu une évolution bien sûr, cela s'est structuré de plus en plus. On nous dit souvent que nous ne sommes pas le *Canard enchaîné* – c'est vrai. Mais j'ai lu ce gros livre sur son histoire et appris qu'ils avaient fait exactement la même évolution depuis leurs débuts.

Bien sûr que nous étions un journal anticlérical aux débuts, mais c'était à une époque où l'Église catholique, et surtout ses courants les plus conservateurs, était encore très largement dominante. Depuis, l'Église a beaucoup changé aussi. Je me vois mal critiquer sans cesse l'actuel archevêque Jean-Claude Hollerich, qui est un homme plutôt éclairé pour ce poste. Ceci dit, en tant qu'auteur satirique, mon évêque préféré aurait été Léon Lommel (sourit). Au moins, les lignes de partage étaient claires avec lui.

Le journal a toujours fonctionné avec des auteurs free-lance, payés sur base d'honoraires, même durant l'époque bénie des années 1990/2000. Ce n'est que vers la fin que vous avez créé deux demi-postes, l'un pour la gestion du contenu, le vôtre, et l'autre pour la gestion administrative, occupé par le caricaturiste Guy W. Stoops. Pourquoi tant de prudence ?

Cela nous semblait plus raisonnable. Et puis, ce n'est pas mal que les auteurs aient eu un rapport quotidien au monde du travail ailleurs.

Le Feierkrop a toujours eu beaucoup de critiques aussi passionnées que virulentes. Je pense à des gens comme Claude Frisoni, Guy Wagner, Romain Kohn ou encore Guy Rewenig... Le mensuel Forum les avait tous réunis dans un dossier spécial à charge en 1999. Mais ils ont quasiment tous disparu avant vous. Est-ce la fin de cette autre « guerre froide » ?

Je n'ai aucun problème avec la critique. Il ne manquerait plus que ça : avec tout ce que nous distribuions comme coups, nous devions aussi pouvoir en encaisser. Et puis, la polémique était très bien pour notre publicité. Mais ce dossier que vous citez n'était pas à la hauteur de ses propres ambitions. Ce n'était qu'un ramassis de revanchisme et d'âgreur, pas cette grande enquête annoncée sur les raisons du succès populaire d'un journal satirique au Luxembourg. Il aurait fallu le mettre en perspective, le replacer dans le contexte socio-politique.

Nous avons toujours polarisé et c'est normal, parce que nous adorions provoquer. Jean-Michel Treinen a déclaré un jour dans un entretien dans le *Gréngespoun* : « Guter Humor ist nie nett » (une bonne blague n'est jamais gentille), et il avait tout à fait raison. Mais nous ne nous sommes jamais moqués des petites gens, toujours des décideurs – politiques ou économiques –, de ceux qui avaient le pouvoir. D'ailleurs, lorsque le *Feierkrop* était encore un supplément de la *Zeitung*, son sous-titre était « Iwwert déi Déck, fir déi Kléng » (sur les puissants, pour les petites gens).

Une des critiques récurrentes à l'encontre du *Feierkrop* était que ses auteurs utilisaient des pseudonymes, ce qui était vu comme une preuve de lâcheté, comme s'il s'agissait de vengeance masquée. Or, et Nicole Sahl du Centre national de littérature vient de le prouver avec son volumineux *Abécédair des pseudonymes au Luxembourg*, il s'agit d'une tradition littéraire très profondément ancrée dans l'histoire...

Ce reproche était souvent un simple procès d'intention. Car premièrement, les noms des auteurs étaient listés dans l'ours du journal. Et deuxième-



Le numéro du *Krop* pastichant la presse *people* allemande

« Nous étions vraiment surtout anarchistes et riions de nos propres blagues. Le principe des débuts était : tout le monde est libre de faire ce qu'il veut »



Sous-verres avec les chapeau du Te Deum

ment, il s'agit d'un outil stylistique qui permet de varier les formes. J'avais commencé le recours au pseudonyme à l'époque où je faisais la rubrique satirique d'*Ländchen du Lëtzeburger Land*, dans les années 1980, où je me moquais aussi de l'actualité parlementaire et signais ces textes avec « Viviane Muppeschness » [pour Viviane Reding, ndlr.]. Quand j'écris aujourd'hui une rubrique sur la Cour grand-ducale et que je la signe de « Petite Madame de Colmar-Montagne », j'incarne un personnage : j'écris différemment, je poste les manières de la Cour... Je ne pourrai pas signer une telle rubrique de mon vrai nom. Mais je ne m'en suis jamais caché, nos lecteurs savent que c'est moi.

Par contre, il y a aussi des auteurs qui, pour une raison ou une autre, ne pouvaient pas signer leurs textes. Par crainte de répercussions, par exemple professionnelles, ou pour une quelconque autre raison. Cette pratique n'est pas unique au Luxembourg, mais une très courante, aussi à l'étranger. Pour ces textes aussi, c'est moi qui ai toujours assumé la responsabilité en public. Donc je ne vois vraiment pas pourquoi c'était un si grand problème pour beaucoup de gens.

Un de vos plus grands scandales – à côté du numéro pastichant la Bild-Zeitung, avec ses ragots inventés, comme une prétendue affaire entre le grand-duc et la bourgmestre de la Ville – fut cette caricature de Guy Stoops, publiée en 1995, montrant Jean-Claude Juncker, alors Premier ministre, se masturbant. D'ailleurs Mario Hirsch, collaborateur et cofondateur du journal, s'en était excusé dans le journal même sous son pseudonyme « L'éléphant de service », pour la « vulgarité » du dessin. N'était-ce pas un peu bizarre comme pratique ? Était-ce une erreur de publier ou l'un ou l'autre ?

En fait, ce dessin de Guy Stoops était politique. Il commentait un propos misogyne du Premier Ministre de l'époque. Mais c'était là encore un signe de l'esprit anarchiste du journal. Nous voulions être tolérants, donc je ne me voyais pas censurer ni la caricature ni le texte de « L'éléphant de service ». Mais ce n'était pas une erreur, juste un incident, rien de grave. Juncker n'était pas content – donc c'était une raison de nous réjouir.

À côté du projet politique, le Feierkrop était aussi un projet esthétique : la mise en page peu conventionnelle en bichromie de Romain Lenertz, ses caricatures expressives, celles de Guy Stoops ou le comic-strip de

Moe Skifati sont autant d'éléments originaux du journal. Pourquoi est-ce que cet aspect visuel vous importait tant ?

L'élément le plus important de tous les journaux satiriques sont les caricatures. D'ailleurs les premiers journaux qui ont paru après la censure n'étaient constitués que de dessins qui avaient recours à la déformation – la définition même de la satire. L'illustration, dans tous ses aspects, a toujours été essentielle pour l'aspect visuel et le caractère du *Feierkrop*.

Qu'en est-il des ambitions littéraires de vos auteurs ? On pense par exemple aux poèmes satiriques de Jean-Michel Treinen ou les vôtres, qui étaient souvent extrêmement soignés. Avez-vous été perçu comme auteurs à prendre au sérieux ?

La satire est une forme littéraire en soi. Donc oui, à côté des textes plus principalement informatifs, les ambitions littéraires des uns et des autres étaient indéniables.

En ce quart de siècle d'existence, vous avez non seulement vu défiler trois Premiers-ministres – Jacques Santer (CSV), Jean-Claude Juncker (CSV) et Xavier Bettel (DP) – mais aussi vu le paysage médiatique changer. Comme vous, la Radio 100,7 a fêté ses 25 ans d'existence cette année, Maison Moderne les fêtera en 2019. De nouveaux journaux ont été fondés : Le Jeudi, Le Quotidien, L'Essentiel, d'autres ont même disparu (La Voix, Point 24). Le paysage audiovisuel s'était libéralisé, avec de nouvelles radios comme le DNR ou télé comme Tango TV, qui ont également disparu... Quel regard portez-vous sur cette évolution, vous qui avez toujours accompagné les médias d'un œil critique ?

La presse s'est certainement libéralisée et éloignée de son extrême politisation : quand nous avons commencé, les quotidiens étaient encore tous les organes officiels des partis. On a pu constater une certaine ouverture idéologique – à l'exception du *Luxemburger Wort*, où Luc Frieden (CSV) opère une véritable reprise en main en ce moment – et une professionnalisation visible. Aujourd'hui, les jeunes journalistes ont tous fait des études universitaires, ce qui était loin d'être le cas jusque dans les années 1980, où les politiques n'hésitaient pas à placer leurs protégés dans les rédactions. Mais peut-être que la commercialisation à l'extrême de l'information a aussi simplement rendu beaucoup de journaux identiques et interchangeables.



La parodie de la Bild-Zeitung



Le dessin de Guy W. Stoops ayant provoqué un scandale



La plus grande révélation du *Feierkrop* : les confidences de la grande-duchesse sur sa belle-mère

Leitartikel

Ohne Experten

Romain Hilgert

Es ist die Zeit der Mindestloohnerhöhungen: In einem Anflug von Panik versprach der französische Präsident Emmanuel Macron den *Gilets jaunes* eine Erhöhung des gesetzlichen Mindestlohns um 100 Euro, am Mittwoch wurde der entsprechende Gesetzentwurf eingebracht. Die neue Regierung in Madrid kündigte für nächstes Jahr eine Erhöhung des im Vergleich zu den Durchschnittslöhnen sehr niedrigen spanischen Mindestlohns um 164 Euro monatlich an. Und als das hiesige Parlament am Dienstag die Erhöhung des gesetzlichen Mindestlohns ab 1. Januar mit 60 von 60 Stimmen verabschiedete, bestätigte Arbeitsminister Dan Kersch (LSAP), dass der Mindestlohn, wie von seiner Partei im Wahlkampf versprochen und nun im Koalitionsabkommen abgemacht, nächstes Jahr um insgesamt 100 Euro erhöht werden soll. Dies kommt immerhin rund 60 000 Lohnabhängigen zugute.

Diese angekündigten Mindestloohnerhöhungen stellen eine politische Reaktion darauf dar, dass spätestens seit der Finanzkrise von 2008 vielerorts die Einkommensunterschiede größer geworden sind und die Nettolohnentwicklung stagnierte, so dass die Zahl der Menschen zunimmt, die nicht in Würde von ihrer Arbeit leben können. Weil es eine politische Reaktion ist, sollen die Mindestlöhne so erhöht

werden, dass der Umfang der Erhöhung mit Zahlenzauber aufgebauscht wird und sie durch eine Netto- statt einer Bruttoerhöhung die Unternehmen, die die Löhne zahlen, möglichst wenig kostet.

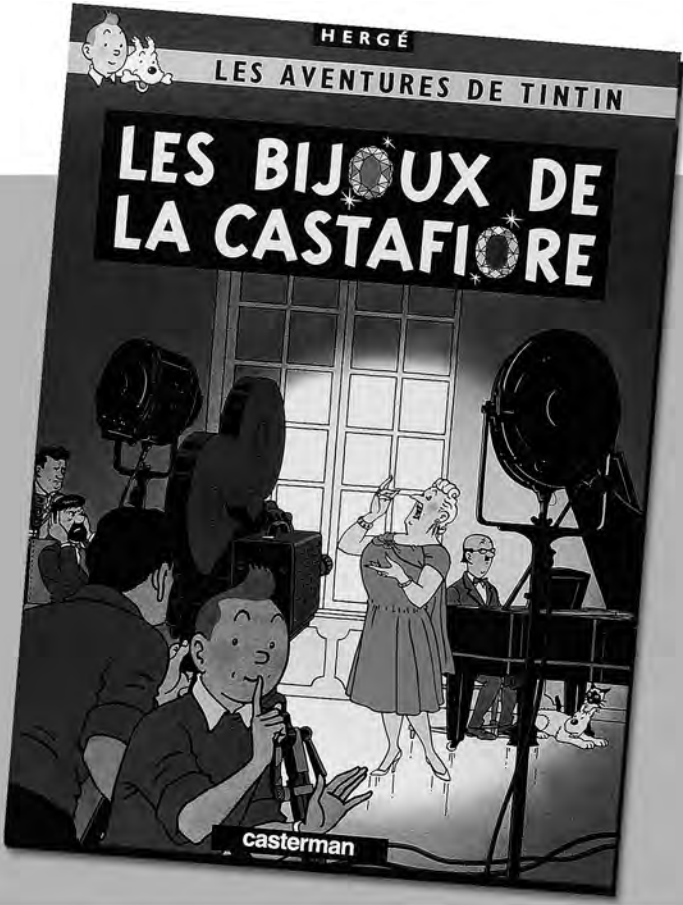
In Frankreich zögerte die Regierung, ob sie die am 1. Oktober erfolgte Abschaffung von Sozialbeiträgen und die für den 1. Januar fällige gesetzliche Anpassung von den versprochenen 100 Euro abziehen kann. Hierzulande hatte die LSAP vor den Wahlen versprochen, dass die am 1. Januar beschlossene gesetzliche Anpassung an die allgemeine Lohnentwicklung der vergangenen zwei Jahre um 22,5 Euro nicht von den versprochenen 100 Euro abgezogen würde. Doch in den Koalitionsverhandlungen klang das anders und am Dienstag bestätigte der Arbeitsminister, dass nach der Anpassung in 14 Tagen nur noch 77,5 Euro ausstehen. Dafür sieht das Koalitionsabkommen, ohne dass viel Aufhebens darum gemacht worden wäre, eine weitere Erhöhung um 0,9 Prozent oder 18,6 Euro zu Lasten der Unternehmen vor.

Auf diese Weise würden die Betriebe laut Arbeitsminister ein Drittel zur Mindestloohnerhöhung betragen. Zwei Drittel trage die Staatskasse über eine mit dem Haus-

haltungsgesetz im Frühjahr beschlossene Steuersenkung beziehungsweise eine Steuergutschrift, so dass nach Meinung des Ministers die Mindestloohnerhöhung „115, 116, 117 Euro“ brutto ausmachen werde, „um auf die 100 Euro netto zu kommen“.

Sicher darf man über die nun beschlossene und die weiteren Mindestloohnerhöhungen geteilter Meinung sein. Während die Saliariatskammer vorrechnet, dass die am 1. Januar fällige Anpassung ungenügend sei, um die Bezieher vor dem Armutsrisiko zu schützen, lehnt die Handwerkskammer die Anpassung ab, weil das Mindestlohnniveau so hoch sei, dass es die Schaffung von Arbeitsplätzen beeinträchtige. Die CSV, die im Wahlkampf eine über die gesetzliche Anpassung hinausgehende Mindestloohnerhöhung für bedenklich hielt, warf am Dienstag der Regierung plötzlich vor, die für den 1. Januar versprochene Erhöhung nicht schnell genug vornehmen zu wollen. Die DP hatte in ihrem Wahlprogramm von 2013 sogar Mindestlohnkürzungen vorgeschlagen. Pech bloß, dass diese Diskussion stets von Laien, wie Politikern, Lobbyisten und Statistikern, geführt wird unter Ausschluss der Experten, von Arbeitern und Angestellten, die nunmehr 2 071,10 Euro im Monat verdienen und wissen, was es heißt, in der Praxis damit auskommen müssen.

blog



Auri sacra fames: Am Vorabend des Nationalfeiertags vergangenen Jahrs reichte der großherzogliche Hof Klage wegen eines Juwelendiebstahls ein. Das bestätigte die Staatsanwaltschaft nach der Festnahme eines Verdächtigen am Montag in der Brüsseler Gemeinde Schaerbeek. Dabei soll es sich um einen Hoflieferanten aus Belgien handeln, der die Großherzogin zum Nationalfeiertag und anderen festlichen Anlässen schminkt. Im Dezember 2006 hatte die großherzogliche Familie ihrerseits für Empörung gesorgt, als sie versucht hatte, bei dem Auktionshaus Sotheby's die Juwelen der verstorbenen Großherzogin Joséphine-Charlotte zu versilbern. rh.

Personalien

Personalien

Politik

Politik

Soziales

Medien

Corinne Cahen,



Familien- und Integrationsministerin (DP), stellte diese Woche eine Werbekampagne vor, um die 244 000 eingewanderten EU-Bürger dazu zu bewegen, sich auf den Wählerlisten für die Europawahlen einzuschreiben. Dazu haben sie bis zum 28. Februar Zeit, wenn sie keine Wahlbeteiligung in ihrem Herkunftsland vorziehen. An den Europawahlen 2014 hatten zwölf Prozent der eingewanderten EU-Bürger teilgenommen. Nach dem Referendum von 2015 sieht das neue Koalitionsabkommen von DP, LSAP und Grünen keine konkreten Maßnahmen mehr zur politischen Beteiligung der Eingewanderten vor. rh.

Nico Hoffmann,

Vorsitzender des Verbraucherschutzbundes (LCGB), zeigte sich diese Woche zufrieden mit der neuen Regierung. Mit der Schaffung eines eigenständigen Verbraucherschutzmünsteriums werde eine langjährige Forderung des Verbands erfüllt. Optimistisch stimme auch die Ankündigung, Sammelklagen im Namen geschädigter Verbraucher zulassen zu wollen. Allerdings habe dieses Versprechen schon im Koalitionsabkommen von 2013 gestanden. rh.

Alex Bodry,

weiterhin Vorsitzender des parlamentarischen Ausschusses der Institutionen und Verfassungsrevision, versuchte am vergangenen Freitag in der ersten Sitzung nach den Wahlen, die unerwartet in der Opposition gelandete CSV zu überzeugen, die große Verfassungsrevision nicht zu sabotieren. Die Regierung hat in den Koalitionsverhandlungen abgemacht, nach den Europawahlen im Mai nächsten Jahres eine Werbekampagne für die Revision zu beginnen, damit der neue Verfassungstext im Jahr 2020 einem Referendum unterbreitet werden kann. Am 15. Februar erwartet der Ausschuss Verfassungsrechtler des Europarats, die den Revisionsentwurf begutachtete. Neben Alex Bodry (LSAP), Simone Beissel (DP) und Léon Gloden (CSV) ist nun auch der grüne Henri Kox Berichterstatter. Er ersetzt Sam Tanson, die nach acht Monaten Berichterstatterin nun Regierungsmitglied wurde. rh.

Daniela Clara Moraru,

aus Rumänien stammende Inhaberin einer gewerblichen Sprachschule, wurde am Mittwoch zur Präsidentin von CSV International gewählt, der Ausländersektion der CSV. Es wird sich dann zeigen, ob sie in dieser Eigenschaft einen der begehrten sechs Plätze auf der Kandidatenliste der CSV für die Europawahlen erhalten wird. rh.

Überschuss

Mit den Stimmen der Regierungsmehrheit bei Enthaltung von déi Lénk und Piratenpartei verabschiedete das Parlament am Dienstag den provisorischen Staatshaushalt für 2019. Er schreibt die Einnahmen und Ausgaben von 2018 um monatlich ein Zwölftel fort, bis im März oder April ein neues Haushaltsgesetz bereit ist. Finanzminister Pierre Gramegna (DP) hatte dem Finanz- und Haushaltsausschuss am Vormittag die Konten der ersten elf Monate des laufenden Jahres vorgelegt und dabei einen etwas unerwarteten Überschuss von 304 Millionen Euro in der Zentralverwaltung melden können. Bei dieser Gelegenheit erhielten die Abgeordneten auch die unveröffentlichten Zahlen zum Gutachten des Comité économique et financier national für die Koalitionsverhandlungen nachgereicht (*d'Land*, 7.12.2018). Der Oppositionsabgeordnete Gilles Roth (CSV) machte sich gleich anschließend einen Spaß daraus, einige Schätzungen unter die Leute zu bringen: Danach könnten die internationalen Richtlinien gegen die Steuerflucht Steuerausfälle bis zu 600 Millionen Euro jährlich verursachen. Nach dem Austritt Großbritanniens müsste Luxemburg das Loch in der EU-Kasse mit 200 bis 300 Millionen Euro jährlich füllen. Die allgemeine Arbeitslosenentschädigung für Grenzpendler könnte 100 bis 200 Millionen Euro jährlich kosten. rh.

Mann über Bord

Als erste Partei stimmten am Samstag rund 20 Mitglieder der in europapolitischen Fragen heillos zerstrittenen Piratenpartei ihre Kandidaten für die Europawahlen am 26. Mai nächsten Jahres. Dazu zählen der Petinger Gemeinderat und Student Christian Welter, der zurückgetretene Petinger Gemeinderat Starsky Flor als halboffizieller Spitzenkandidat, der Remicher Gemeinderat und rechte Tierschützer Daniel Frères, die Rentnerin und Anhängerin von Jean Colomberas Pid, Marie-Paule Dondelinger, die Hausmeisterin Lucie Kunakova und der Biologielehrer Chris Bernard. Gründungsmitglied und europapolitischer Sprecher Jerry Weyer erklärte gegenüber *Radio 100,7*, dass er Spitzenkandidat werden wollte, aber nicht aufgestellt worden sei. Ein Zehnpunkteprogramm geht zwar auf den Tierschutz, nicht aber auf die Einwanderungspolitik in der EU ein. rh.



Weiterreden

Der Psychotherapeutenverband Fapsylux bedauerte am Montag in einer Pressemitteilung zwar das „Scheitern“ der Schlichtungsgespräche mit der CNS über eine Vertragsbindung der Psychotherapeuten an die Kasse. Gegenüber dem *Land* sagte Fapsylux-Präsidentin Delphine Prüm aber, „wir haben uns angenähert“, und wäre die Schlichtung nicht laut Gesetz auf drei Monate begrenzt, „hätten wir uns womöglich einigen können“. Schon seit einer Weile habe die CNS nicht mehr verlangt, dass psychologische Therapien durch einen Psychiater verschrieben werden müssten. Psychotherapeuten könnten eigene Diagnosen stellen und mit der Therapie beginnen, erst nach einer Zahl von Sitzungen müsse eine „somatische Abklärung“ durch einen Arzt erfolgen. Strittig sei geblieben, wie der Therapiebedarf kontrolliert und welche Therapieschulen die CNS akzeptieren würde. Doch auch dazu hätten beide Seiten sich angenähert, eine Lösung zu finden, dazu habe aber die Zeit gefehlt. Nächstes Jahr sehen CNS und Fapsylux sich wieder. Denn im Sozialversicherungsgesetz ist nur geregelt, was geschieht, wenn die Schlichtung über eine schon bestehende Konvention einer Dienstleistergruppe mit der CNS scheitert, nicht aber wie sich das mit einer ganz neuen Konvention verhält. Die Frage könnte eine politische sein und der Sozialminister per Verordnung festschreiben müssen, was gelten soll. Doch das gab es noch nie, und so erklärte Minister Romain Schneider (LSAP), Fapsylux und Kasse sollten weiter miteinander reden. pf

In eigener Sache



Die vorliegende Nummer des *Lëtzebuurger Land* ist die letzte für dieses Jahr. In der Woche zwischen Weihnachten und Neujahr erscheint die Zeitung nicht, die nächste Ausgabe kommt am 4. Januar 2019 heraus. Während dieser Zeit werden auch die Redaktionsbüros geschlossen bleiben. Bis dahin wünscht das *Land* seinen Lesern, Mitarbeiterinnen, Druckern, Briefträgerinnen und Verkäufern, je nach Bedarf, erholsame oder abwechslungsreiche Feiertage. Und wer noch immer ein passendes Geschenk sucht, kann über www.land.lu ein Abonnement auf das *Lëtzebuurger Land* schenken.

Nachtrag

Die Vorstellungen im November des Kindertheaterstücks *Ein Känguru wie Du* (*d'Land*, 14.12.2018) fanden im Kasemattentheater statt, nicht im Kapuzinertheater.

Schule mit Risikoprofil

Ines Kurschat

Die eine „Gesamtaussage“ gebe es nicht. Der Satz fiel am Freitag vor 14 Tagen gleich zwei Mal, als der mit Spannung erwartete *Nationale Bildungsbericht 2018* im Learning Center der Uni in Esch-Belval vorgestellt wurde. Mit Beiträgen von mehr als 40 Wissenschaftlern zu unterschiedlichen Themenfeldern und aus unterschiedlichen Forschungsdisziplinen sei das schwierig, sagte Thomas Lenz, Bildungsforscher der Uni Luxemburg und Koordinator des Projekts, das Luxembourg Centre for educational testing (Lucet), Uni und Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (Script) gemeinsam verantworten, dem *Land*. Weil sich die Verantwortlichen schwer taten, präzise Verbesserungsvorschläge zu nennen, gab es nach der Pressekonferenz ratlose Gesichter und die Berichterstattung fiel dünn aus.

Das tut dem zweiten landesweiten Bildungsbericht Unrecht. Denn die 210 Seiten beinhalten Analysen, deren Hauptaussagen vielleicht nicht allesamt neu sind, die aber zeigen, dass das Luxemburger (Regel-)Schulsystem weiterhin mit erheblichen Problemen zu kämpfen hat, um den eigenen Anspruch der Mehrsprachigkeit und der gleichen Bildungschancen für alle, beides Schwerpunktthemen des Berichts, einzulösen.

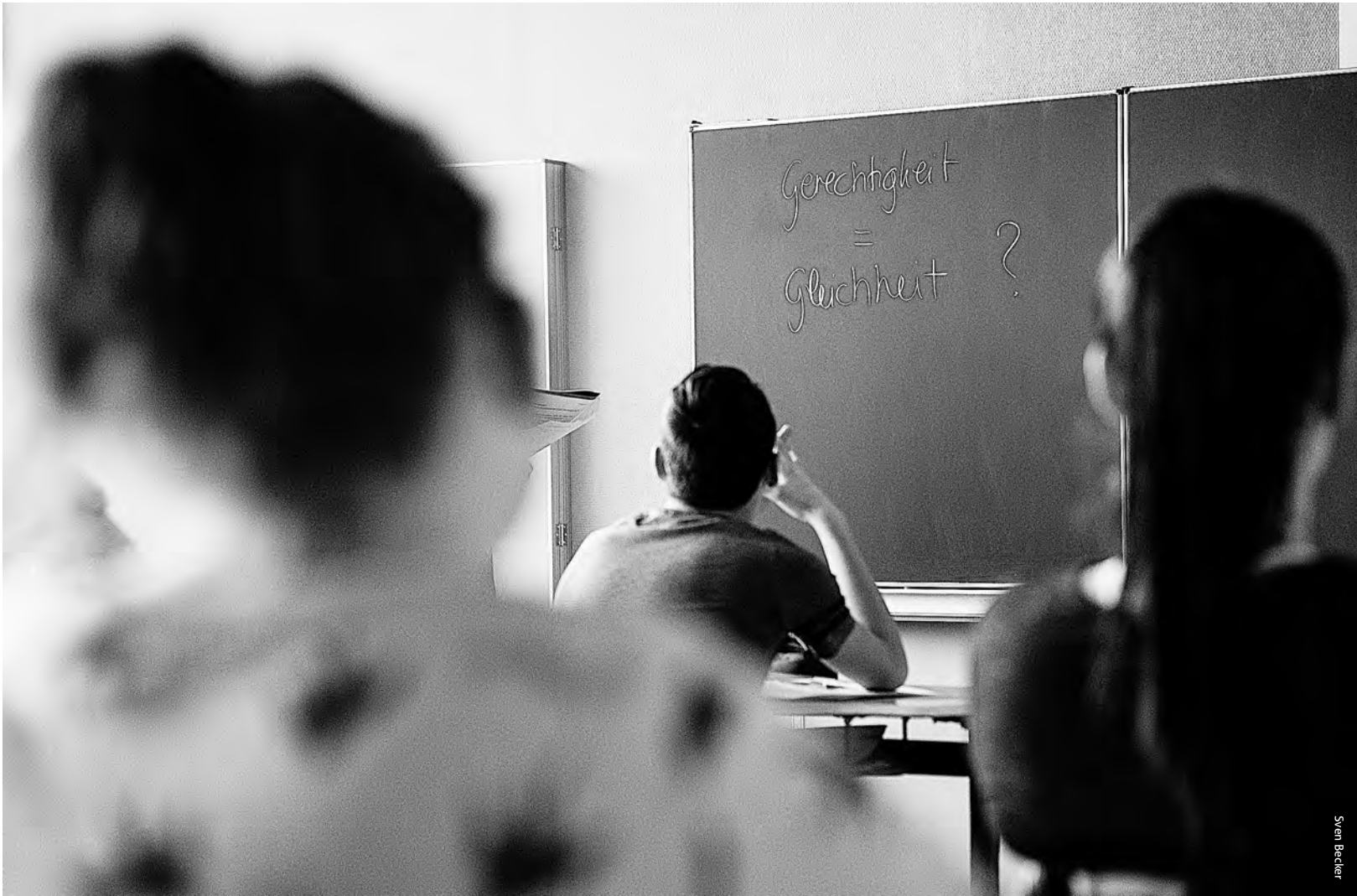
Bildungsgleichheit hält an

Kinder aus sozial benachteiligten Elternhäusern, mit Migrationshintergrund, die zuhause kein Luxemburgisch sprechen und dem männlichen Geschlecht angehören, haben im Luxemburger Schulsystem nach wie vor schlechtere Erfolgchancen. Obwohl Kinder im zweiten Zyklus mit sehr guten Voraussetzungen starten, öffnet sich danach der Bildungsgraben, dies bei allen gemessenen Kompetenzen (Deutsch-Lese- und Hörverstehen, Rechnen).

Längsschnittstudien der landesweiten Lernstandtests *Épreuves standardisées* zeigen, dass Kinder aus sozial benachteiligten Haushalten bei allen Kompetenztests schlechter abschneiden als Kinder aus besser gestellten, und dies schon ab dem zweiten Zyklus. Unabhängig von ihrer Muttersprache starten in der dritten Klasse prozentual gesehen die meisten Kinder aus sozial benachteiligten Elternhäusern (61 Prozent) auf einem niedrigen Deutsch-Lesekompetenzniveau und verbleiben in der neunten Klasse darauf oder fallen sogar ab. Nur 18 Prozent der Untersuchten schaffen es, sich bis zur neunten Klasse auf eines der höchsten *Épstan*-Lernniveaus hochzuarbeiten.

Allgemeine Bildungsexpansion

Forscher untersuchten zudem die Bildungsgleichheit im Zeitverlauf. Entlang unterschiedlicher Geburtsjahrgänge wiesen sie nach, dass in Luxemburg seit den 1960-er Jahren eine Bildungsexpansion stattfand: Der Anteil der Geringgebildeten nahm von 60 Prozent bei den zwischen 1925 und 1934 Geborenen auf weniger als 20 Prozent bei den zwischen 1975 und 1982 Geborenen ab. Vergleicht man sozial Benachteiligte mit Bessergestellten, fällt auf, dass die älteren Jahrgänge eine Wahrscheinlichkeit von 30 Prozent hatten, nur ein niedriges Bildungsniveau zu erreichen, während es bei den jüngeren bei unter zehn Prozent liegt. Das Bildungsniveau ist also im Verlauf der Jahre gestiegen – und Arbeiterkinder profitierten davon. Rosig sind ihre Aussichten heute trotzdem nicht. Lag die Chance, ins *Enseignement Secondaire Classique* orientiert zu werden, 2013/14 bei 14,2 Prozent sind es im Jahr 2016/17 noch 8,1 Prozent. Von Jugendlichen, deren Eltern statusniedrige Berufe ausüben, starten 15 Prozent im ES, 57 Prozent im *Technique* und 21 Prozent im *Modulaire*. Bei den statusbegünstigten sind es 52 Prozent auf das ES, 39 Prozent im EST und vier Prozent im *Modulaire*. Lucet-Direktor Antoine Fischbach sprach auf der Pressekonferenz angesichts dieser Schere von „nicht undramatischen Ungleichheiten“.



Dass die Luxemburger Schule sozial sehr ungerecht ist, ist seit Jahren bekannt. Geändert hat sich an dem Befund bis heute nichts

Hoffnung in die Frühförderung

Die Dreierkoalition, und vor ihr die CSV-LSAP-Koalition, hat massiv in frühkindliche Betreuungsstrukturen investiert. Eine Analyse zeichnet den Boom nach, die Verdreifachung der verfügbaren Kinderbetreuungsplätze zwischen 2009 und 2018 sowie den Anstieg der öffentlichen Ausgaben für den Betreuungsbereich von 87 Millionen im Jahr 2009 auf insgesamt mehr als 371 Millionen Euro im Jahr 2017. Eine der Schlüsselfragen kann der Bildungsbericht indes mangels Daten nicht beantworten: ob die Ausdehnung und Verbesserung des Betreuungsangebots zu mehr Chancengerechtigkeit beiträgt. Ebenfalls fehlen Studien, die untersuchen, was der massive Ausbau der Fremdbetreuung mit den Kindern macht, wie er sich auswirkt auf ihr Wohlbefinden, ihr Bindungsverhalten, ihren schulischen Werdegang. Die Gratis-Sprachförderung auf Luxemburgisch und Französisch, von Minister Meisch mit dem Ziel eingeführt, Kinder früh mit Luxemburgisch und Französisch vertraut zu machen, um sie auf die Mehrsprachigkeit in der Schule vorzubereiten, besteht erst seit 2017 und konnte daher nicht evaluiert werden.

Zu hohe Sprachanforderungen

Dass der Anspruch der Mehrsprachigkeit in der Schule mit Luxemburgisch als Integrationssprache, mit der Alphabetisierung auf Deutsch ab der ersten Klasse, der Einführung von Französisch ab der zweiten Klasse und hohen Ansprüchen beim Schriftlichen, dem Umstellen von Deutsch als Unterrichtssprache auf Französisch ab der siebten Klasse auf der Sekundarstufe und das spätere Erlernen von Englisch angesichts einer immer heterogener werdenden Schülerschaft eine Riesenherausforderung darstellt, ist bekannt – und wird erneut bestätigt. Der Bildungsbericht unterstreicht gleich mehrere problematische Aspekte beim Sprachenunterricht.

Luxemburgisch doch keine Brücke?

Gute Kompetenzen im Luxemburgisch-Hörverstehen übertragen sich offenbar nicht automatisch auf das Deutsch-Hörverstehen, wie Längsschnittstudien zeigen. Während die Mehrheit der luxemburgisch- und deutschstämmigen Kinder, die im ersten Zyklus an Luxemburgisch herangeführt wurden, ein Jahr später beim Deutsch-Hörverstehen gut abschneiden,

fällt dies den französisch- und portugiesischstämmigen Kindern trotz guter Luxemburgischkenntnisse zu Beginn der Schullaufbahn erheblich schwerer. Ein Beitrag zum Schrifterwerb im Deutschen untersucht das Phänomen genauer: Die vermeintliche Sprungbrettfunktion von Luxemburgisch, das laut Bildungsministerium als „eine gefestigte Grundlage für den Erwerb des Deutschen in der Grundschule“ dienen soll und mit der Claude Meisch die Einführung von Luxemburgisch und Französisch im Kindergarten begründet, scheint so nicht gegeben. Eine Erklärung könnte sein, dass die Übertragungsarbeit, die bei der Alphabetisierung auf Deutsch geleistet werden muss, für Kinder, für die Deutsch und Luxemburgisch Fremdsprachen sind, zu anspruchsvoll ist.

Wechsel mit „Schockwirkung“

Mit dem Wechsel der Grundschule auf die Sekundarstufe wechselt von der siebten Klasse die Unterrichtssprache im Fach Mathematik von Deutsch auf Französisch (später in weiteren Fächern). Dieser Sprachwechsel ist ein kritischer Moment für luxemburgischsprachige SchülerInnen, die nicht sattelfest im Französischen sind: Forscher konnten nachweisen, dass sogar Probanden, die in Luxemburg zur Schule gegangen sind und an einer frankophonen Hochschule in Belgien studiert haben, bei komplizierten Rechenaufgaben in französischer Sprache länger brauchten als in deutscher Sprache. Aber auch bei einfachen Rechenaufgaben ist die Fehlerquote bei SchülerInnen, deren erste Sprache Luxemburgisch ist, im Französischen deutlich höher.

Diskriminierende Orientierung

Die Übergangsempfehlung von der Grundschule auf die Sekundarstufe stand und steht immer wieder im Verdacht, bestimmte Schülergruppen zu benachteiligen. In Luxemburg scheint die große Mehrheit der Übergangsempfehlungen mit den Leistungen der SchülerInnen auf der empfohlenen Schulstufe übereinzustimmen, die gemessene Passung betrug rund 90 Prozent. Bei unklaren Profilen, wo die Empfehlungen nicht so eindeutig ausfielen, konnten die Forscher zudem keine soziale Selektivität feststellen. Allerdings wurden leistungsstarke portugiesische SchülerInnen mit klarem Profil verstärkt in den *Technique* empfohlen, obwohl sie das Zeug für das *Classique* gehabt hätten. Die Analyse ergab zudem, dass diejenigen SchülerInnen, deren Leistungsniveau

zwischen EST und ES schwankte, die also nicht eindeutig einer Schulstufe zuzuordnen waren, höhere Lernerfolge hatten, wenn sie für die höhere Schulstufe empfohlen wurden.

Durchlässigkeit – nach unten

Schüler wechseln die Schulstufe, allerdings meist in Richtung niedrigere Schulform. Die meisten Schulformwechsel finden innerhalb der Unterstufe des EST statt, während Wechsel zwischen ES und EST seltener erfolgen – und wenn, dann nach unten. Auch die Verbleiberaten schwanken stark: Während 94 bis 96 Prozent der SchülerInnen aller Klassenstufen im ES bleiben, ist die Haltekraft der anderen Schulformen geringer. Für eine Jugendliche, die im ES startet, beträgt die Wahrscheinlichkeit, ihre Schulkarriere dort zu beenden, 73 Prozent. Für eine Jugendliche hingegen, die ihre Laufbahn in der siebten EST startet, liegt die Wahrscheinlichkeit, diese mit der 13. Klasse zu beenden, bei nur 28 Prozent. Die Abwärtsmobilität ist nicht geschlechts- und auch nicht sozial neutral: Jungen wechseln häufiger auf niedrigere Schulformen, Schüler aus sozial benachteiligten Familien, ohnehin öfter in niedrigeren Schulformen vertreten, wechseln früher und häufiger vom ES ins EST.

Einige Widersprüche

Im Bericht stehen weitere Forschungsergebnisse, die aufhorchen lassen: etwa zur schleichenden Entwertung der Hochschulabschlüsse. Die Arbeitslosigkeit unter Akademikern ist im EU-Mitgliedsland Luxemburg vergleichsweise niedrig, insofern lohnt sich der Besuch weiterführender Studien weiterhin. Die analysierten Datensätze zeigen jedoch, dass sich die Bildungsinvestitionen hierzulande nicht unbedingt inbarer Münze auszahlen. Andere Autorenbeiträge stellen laufende Forschungsprojekte vor, deren Wert für die hiesige Bildungsdebatte derzeit unklar ist, etwa zum Französischunterricht oder zur so genannten *Language Awareness* von Lehrkräften. Der Bericht beinhaltet sogar tendenziell widersprüchliche Ansätze und Schlussfolgerungen, die mal mehr, mal weniger empirisch belegt sind, etwa wenn eine Autorin die Einbindung der Muttersprache und die frühe Heranführung an Luxemburgisch und Französisch in der Frühförderung optimistisch begrüßt, an anderer Stelle aber deutliche Zweifel erklingen, ob dies nicht zur kognitiven Überforderung von Kindern beiträgt.

Die öffentliche Schule vergeudet Talent mit hohen mehrsprachigen Anforderungen und hat kaum Antworten, um „Schüler mit Risikoprofil“ wirkungsvoll zu unterstützen

Zusammenfassend lässt sich festhalten: Die Regelschule vergeudet mit ihren starren mehrsprachigen Anforderungen viel Talent und hat noch immer keine Antworten, um Schüler mit so genanntem „Risikoprofil“ wirksam zu unterstützen. Es bestätigt sich eine Annahme, die der erste *Bildungsbericht 2015* noch als Frage formulierte: ob Luxemburg „ein Schulsystem für die Schülerpopulation von gestern“ habe. Das herkömmliche System gerät angesichts des wachsenden Anteils an Schülern, die daheim kein Luxemburgisch sprechen, immer stärker unter Druck und löst den zentralen Anspruch, Kindern gleiche Bildungschancen einzuräumen und bestmöglich auf das Berufsleben vorzubereiten, nicht mehr oder nur ungenügend ein. Betrachtet man die wirtschaftspolitischen Akzente dieser Regierung – Ausbau von IT, Forschung und Fintech –, sind die miesen Ergebnisse in Mathe besonders alarmierend. Nicht einmal das *Classique* kann sich dem Veränderungsdruck entziehen: Die Zahl der ES-Schüler, die internationalen Lehrplänen folgen, ein *Bac international* oder *A-Levels* anstreben, steigt. Waren es im Bildungsbericht 2015 29,5 Prozent, sind es mittlerweile 35,5 Prozent. Auch bei leistungsstarken SchülerInnen verliert das herkömmliche System demnach offensichtlich an Zuspruch, sei es, weil sie den Sprachanforderungen nicht gewachsen sind und/oder ihnen die Sprachangebote nicht zusagen.

Déjà vu – (presque) rien fait

Inzwischen bieten Lyzeen verstärkt Mathe auf Deutsch an, eine Generalüberholung aller Lehrpläne hinsichtlich des Sprachfaktors steht jedoch aus. Die Forderung, Deutsch und Französisch in der Grundschule als Fremdsprachen zu unterrichten, wie sie im Bildungsbericht anklingt, taucht alle Jahre wieder auf, ohne dass Konkretes darauf folgt. Claude Meisch (DP) war bei der Vorstellung der Ergebnisse nicht anwesend. Vielleicht wartet das Ministerium auf die Empfehlungen durch Experten des neu geschaffenen Bildungsobservatoriums. Klar ist: Der *Bildungsbericht 2018* birgt Sprengstoff. Trifft die Annahme, Luxemburgisch diene quasi automatisch als Brücke in Richtung Deutsch, so nicht zu, hat Minister Meisch mit der sprachlichen Frühförderung auf Luxemburgisch und Französisch womöglich auf das falsche Pferd gesetzt – und es müssten andere Unterstützungsmaßnahmen her. Sprachexperten hatten den Minister übrigens im Vorfeld seiner Initiative darauf hingewiesen, und auch das *Land* hatte thematisiert, dass die Brückenfunktion wissenschaftlich nicht gesichert ist.

Um Kinder bei ihrem Parcours durch das mehrsprachige Schulsystem wirkungsvoll zu unterstützen, braucht es mehr motivierte und in (Fremd-)Sprachdidaktik qualifizierte Lehrkräfte, die wissen, welche Schüler mit welchem Sprachhintergrund sie wann und wie am besten fördern. Leider sind jüngste Meldungen da ebenfalls ernüchternd: Immer mehr Anwärter auf den Lehrerberuf erfüllen selbst nicht die Sprachanforderungen, die es für einen anspruchsvollen Sprachenunterricht braucht. Zugleich haben viele Lehrer und ihre Berufsvertretungen, aber auch Eltern, große Vorbehalte, die Sprachanforderungen von Grund auf zu hinterfragen. Ein Teufelskreis ohne Ausweg.

* Die alten Bezeichnungen wurden beibehalten, da die meisten Daten aus der Zeit vor der Namensänderung stammen.

Ungerecht, rigide und teils überholt. Die Befunde des Bildungsberichts zum Schulsystem sind alarmierend. Mal wieder

Konfliktfeld Klimaschutz

Peter Feist

Weil Carole Dieschbourg es vorzieht, Verbündete zu suchen und Konsens zu schmieden, hört man von der grünen Umweltministerin nur selten Klagen über politische Hindernisse oder dass etwas einfach nicht gehe. So meinte sie am Montag im *RTL Radio*, der Weltklimagipfel von Katowice habe ein „gutes und klares Regelwerk“ angenommen. Damit soll sich umsetzen lassen, was 2015 der legendäre „COP21“ in Paris als Weltklimavertrag beschlossen hatte.

Dabei funktionierte in Katowice vieles nicht. Nicht nur die unter Präsident Trump anders als unter Obama eingestellten USA, sondern auch Russland, Saudi-Arabien und Kuwait stellten sich gegen eine ambitioniertere CO₂-Politik. Daran scheiterte der Versuch, verbindlichere Vorgaben zu erlassen, an denen „national festgelegte Beiträge“ ausgerichtet würden. Verschieben auf nächstes Jahr wurde die Entscheidung, ob schon bestehende Märkte für den Emissionshandel, wie das *Emission Trading* der EU, international verknüpft werden sollen. Unter anderem Brasilien spielte dabei auf Zeit. Aber immerhin: Das Regelwerk von Katowice wurde am Ende einstimmig angenommen. Darin steht zum Beispiel, dass die fast 200 Unterzeichnerstaaten des Pariser Abkommens ab 2020 alle zwei Jahre berichten, welche Maßnahmen sie ergreifen, um die Treibhausgasemissionen zu senken. Wie ihre Emissionen sich entwickeln, müssen sie offenlegen; die Messmethoden müssen anerkannt sein, das soll für Vergleichbarkeit sorgen. Ab 2023 soll alle fünf Jahre ermittelt werden, ob die Maßnahmen der einzelnen Staaten ausreichend sind, um die Erwärmung zu begrenzen. Die Finanzhilfen für die Anpassung an den Klimawandel sollen aufgestockt werden. Druck, diese Regeln einzuhalten, soll dadurch entstehen, dass öffentlich gemacht wird, wer welche Anstrengungen unternimmt. Wer nicht genug tut, würde angeprangert. So soll eine Dynamik entstehen, der niemand sich entziehen kann. Deshalb sprach Carole Dieschbourg dieser Tage in Presseinterviews und in einer Aktuellen Stunde in der Abgeordnetenkammer am Dienstag vom „Narrativ“ zum Klimaschutz, das „weiterentwickelt“ werden müsse.

Daheim in Luxemburg scheint die Klimaschutz-Erzählung nicht weiter entwicklungsbedürftig zu sein. Jedenfalls auf den ersten Blick nicht: Premier Xavier Bettel (DP) nannte vergangene Woche in seiner Erklärung zum Amtsantritt der zweiten DP-LSAP-Grüne-Regierung den Klimawandel „eine der großen, wenn nicht die größte Herausforderung der Menschheit in diesem Jahrhundert“, und in der kurzen Parlamentsdebatte am Dienstag zog die ADR, die sich in der Rolle von „Klimaskeptikern“ gefällt, es vor, nichts zu sagen. Doch wie die Regierung sich ihre Klimaschutzpolitik vorstellt, ist noch ziemlich unklar. So unklar, dass der Mouvement écologique am Montag erklärte, es sei „verstörend“, dass für die Neuaufgabe der Koalition „ganz augenscheinlich Konfliktfelder umschiffen wurden, Beispiel Tanktourismus“. Auch René Winkin, Direktor der Fedil und über die Unternehmerverbände hinaus ein Kenner ökologisch-ökonomischer Zusammenhänge, hält das Koalitionsprogramm für „zu vage, um ihm entnehmen zu können, worauf genau es abzielt“.

Dabei erhielt Luxemburg im Rahmen der „Lastenteilung“ der EU aufgetragen, zur Erfüllung der Gipfelbeschlüsse von Paris seine nationale Treibhausgasbilanz bis 2030 um 40 Prozent gegenüber dem Stand von 2005 zu verbessern. Wegen seines hohen Bruttoinlandsprodukts sei das dem Großherzogtum zuzumuten, fanden EU-Kommission und Ministerrat. Nur Schweden erhielt ebenfalls ein so hohes Reduktionsziel. Auf den zweiten Blick scheint die Klimaschutz-Erzählung gerade in Luxemburg entwicklungsbedürftig: Laut Koalitionsprogramm bietet der Klimaschutz „großartige sozioökonomische Opportunitäten“. Von einer „Energiewende“ ist die Rede und davon, Luxemburg zum „internationalen Leader“ beim Energiesparen zu machen. Bis zu 40 Prozent mehr Energieeffizienz könnten bis 2030 erreichbar sein. Ein Narrativ, was genau das bedeuten soll in der kleinen und offenen luxemburger Volkswirtschaft, fehlt aber.

Die Entwicklung der Elektromobilität sei ein Ansatz, um Vorreiter zu werden, lässt die Umweltministerin über ihren Sprecher Olaf Münchsdorfer mitteilen. Das Koalitionsprogramm enthalte aber noch „viele“ andere, auch der Wohnungsbau sei einer. Sinke der Wärmebedarf im Gebäudebestand, könne die Bevölkerung wachsen, ohne dass die CO₂-Emissionen im selben Maß zunehmen. Die „Entkopplung“ von Wachstum und Emissionen sei in diesem Bereich schon jetzt geglückt.

Dass das Umweltministerium dazu nicht mehr erzählt, dürfte unter anderem daran liegen, dass ein konkreter Plan in den nächsten Wochen vom Regierungsrat diskutiert und im Januar an die EU-Kommission geschickt werden soll. Genauer gesagt ist das der Entwurf für den nächsten nationalen Klimaschutz-Aktionsplan für den Zeitraum bis 2030, der diesmal *Plan national en matière d'énergie et de climat* (PNEC) heißt und zur „Europäischen Energieunion“ passen muss. Die ist ein Instrument, mit dem die EU den Mitgliedstaaten Teile ihrer Klima- und Energiepolitik abnimmt, sie unter eine europäische „Governance“ stellt und am Binnenmarkt ausrichtet. National festschreiben soll das ein „Klimaschutzgesetz“, das der Koalitionsvertrag ankündigt.

Was aus all dem folgen soll für die Treibhausgasreduktion, wird damit erst nächstes Jahr klarer. Bis Ende 2019 müssen die endgültigen PNEC feststehen. Im luxemburger PNEC sollen Maßnahmen zur Emissionssenkung in den Bereichen Gebäude, Transport, Industrie und Landwirtschaft festgeschrieben werden, mit quantitativen Zielen und Budgets zur Erfüllung. „Die Regierung hat sich ein ganzes Paket gegeben“, teilt das Umweltministerium mit, „hohe Investitionen für den öffentlichen Transport, zur Gebäuderenovierung, Ansätze zur Entwicklung von Klimafinanzien und so weiter.“

Ginge es nach dem Mouvement écologique, dann müssten die Reduktionsziele pro Sektor ins Gesetz geschrieben werden. „Das wäre dann ein echter *Climate Act*“, meint Méco-Vizepräsident Paul Polfer, der auch Koordinator des Klimabündnis Lëtzebuerg ist, des luxemburger Ablegers des internationalen Klimabündnisses, das Gemeinden auf der ganzen Welt, in reichen und in armen Ländern in Kooperation bringen will. „Leider“, sagt Polfer, „scheint das nicht vorgesehen zu sein.“ Der Sprecher des Umweltministeriums erklärt dazu, das Gesetz werde „einen verbindlichen und kohärenten Rahmen“ zur Umsetzung der Klimaziele bilden. Ob die Ziele selber zum Gesetz werden sollen, erörtert er nicht.

Vielleicht war der Verzicht auf solche Rigorosität ein Zugeständnis der Grünen an ihre Koalitionspartner. Rigoros zu sein, hätte allerdings schon im Koalitionsvertrag ein Narrativ über das erfordert, was genau man will. Aus Sicht der Industrie müsse die Regierung verschiedene „Realitäten anerkennen, mit denen wir konfrontiert sind“, sagt der Fedil-Direktor. Nur die größten Emittenden fallen unter den EU-Emissionshandel und haben damit nichts zu tun mit nationalen CO₂-Reduktionszielen. Ganz allgemein gebe es „auch nach dem Gipfel von Katowice kein internationales *level playing field*“ für die Industrie. Schon meinten manche Industriebranchen in der EU, sie müssten „geschützt“ werden vor CO₂-Dumping internationaler Konkurrenten.

„Kühn“ findet René Winkin in dem Zusammenhang „längerfristige“ Aussagen im Koalitionsprogramm. Etwa die, den Energieverbrauch insgesamt „forciert“ auf Elektrizität umzustellen: Für die Industrie sei das „delikat“. Zement- und Glashersteller würden noch Gas und Kohle nutzen, die Stahlindustrie zum Teil auch. „Da müssen ganze Prozesse dramatisch umgebaut werden. Das kann nicht jede Industrie sich vorstellen, und es würde wahrscheinlich finanzielle Hilfen erfordern.“ Rein national sei das nicht zu regeln.

Schon nächstes Jahr sollen die Treibstoff-akzisen steigen. Aber von Januar bis April geht die Regierung von einem wachsenden Tankstellengeschäft mit Sprit und Zigaretten aus

ten ganze Prozesse dramatisch umgebaut werden. Das kann nicht jede Industrie sich vorstellen, und es würde wahrscheinlich finanzielle Hilfen erfordern.“ Rein national sei das nicht zu regeln.

Doch der mit Abstand relevanteste Sektor für die Treibhausgasbilanz ist der Verkehr. 55 Prozent der Emissionen kommen aus dem Straßentransport und der größte Teil davon mit 40 Prozent aus dem Spritverkauf an Nicht-Ansässige. Nach vorsichtigen Simulationen, die die Regierung im Februar an das Uno-Klimaschutzgremium UNFCC meldete, könnten die Verkehrsemissionen sich um rund die Hälfte drücken lassen, falls ab 2019 der

Spritexport Jahr für Jahr um zwei Prozent sinke. Doch das, so der Bericht, würde unter anderem voraussetzen, dass Luxemburg sich mit den Nachbarländern permanent über die Akzisen auf Benzin und Diesel abstimmt – politisch ein sehr theoretisches Szenario, weil dann „Beschränkungen nationaler Optionen zur Ausgestaltung von Besteuerungen hingenommen“ werden müssten.

Im Koalitionsprogramm stellt die Regierung höhere Spritakzisen ab nächstem Jahr in Aussicht. In welcher Höhe ist noch nicht klar, und wie es nach 2019 weitergeht, soll eine interministerielle Arbeitsgruppe klären. In der Zwischenzeit geht die Regierung von wachsenden Einnahmen für die Staatskasse aus dem Tankstellengeschäft aus: Im vorläufigen Haushalt für die ersten vier Monate kommenden Jahres wird mit Akziseeinnahmen gerechnet, die zehn Prozent höher sind als ein Drittel der für dieses Jahr geplanten Einnahmen. Eine erhöhte Spritakzise steckt darin nicht, denn sie hätte in dem Haushaltsentwurf erwähnt werden müssen. Zudem sind die Einnahmenezuwächse aus dem Zigarettenverkauf von Januar bis April mit zwölf Prozent auf ein Drittel Jahr noch höher angesetzt als die auf Benzin und Diesel mit plus neun Prozent.

Beschnitten werden könnte das „Paket“ Tankstellenverkauf damit frühestens ab Mai. In welches Narrativ die steuerliche Änderung eingebettet wird, bleibt abzuwarten. Dass höhere Treibstoffakzisen auch hierzulande *Gilets jaunes* auf die Straße bringen könnten, glaubt das Umweltministerium nicht. „Unsere Situation ist nicht vergleichbar mit der in Frankreich.“ Der Liter Diesel ist im Endpreis in Frankreich diesen Monat 40 Cent teurer als hier. „Klimaschutz muss immer sozial eingebettet sein“, betont Carole Dieschbourgs Sprecher. Das geschehe zum Beispiel mit dem öffentlichen Gratistransport ab 2020.



Für das Benu Village in Esch/Alzette werden ausgediente Container mit Lehm verputzt und zu Werkstätten. Das ist zwar kein Beispiel für Hausbau mit hoher Wärmedämmung, aber für Kreislaufwirtschaft



Nach dem Gipfel von Katowice müsse das „Narrativ“ der Klimapolitik weiterentwickelt werden, findet Umweltministerin Carole Dieschbourg (Grüne). Daheim in Luxemburg ist das auch nötig

Ein von CSV und LSAP gleichermaßen verdrängtes Wort

Pafen

Romain Hilgert

Bei den Kammerwahlen im Oktober war Mike Hansen der Einstieg in die Landespolitik misslungen: Er war Drittlezter der LSAP im Süden geworden. Mike Hansen ist Angestellter der Universitätsverwaltung in Belval. Er ist auch LSAP-Stadtrat in Esch-Alzette, wo seine Partei vergangenes Jahr eine demütigende Niederlage erlebte.

Völlig unerwartet machte Mike Hansen am 4. Dezember doch noch einen Augenblick lang Landespolitik. Ein außerordentlicher LSAP-Parteitag im tristen Centre Barblé in Strassen sollte die Fortsetzung der Koalition mit DP und Grünen gutheißen. Dort hatte Mike Hansen zu den anderthalb Dutzend Delegierten gehört, die sich zu Wort gemeldet hatten. Einen riesigen Weihnachtsbaum zu seiner Linken, hatte er am „Buarbeledag“, dem Feiertag der Bergleute, für eine erneute Allianz mit den Liberalen gegen die klerikale Rechte plädiert und Parteigründer Dr. Welter zu seinem Zeugen angerufen. Das Koalitionsabkommen und das Postengerangel in der Partei habe ihn zwar alles andere als begeistert: „Mä, Genossinnen a Genossen, wéi de Jang géif soen: merde alors! Et ass eis histoires verdammt Flicht a Chance, fir d’Pafen eng zweete Kéier hannereneen an d’Opposition ze schécken.“

Das hielt der Kongress für ein überzeugendes Argument und applaudierte. Die kurze Rückkehr der kraftvollen Bezeichnung *Pafen* für den langjährigen Koalitionspartner quitierten viele der seit Tagen verwirrt und verunsicherten Delegierten mit einem befreienden Lachen. In geschlossenen Parteiversammlungen geht noch manchmal die Rede von den *Pafen*. Doch von öffentlichen Kongressen ist der Ausdruck ebenso verbannt wie die Vorstellung, dass die Partei eine historische Pflicht zu erfüllen habe. Deshalb klang *Pafen* nun ein wenig wie eine lang ersehnte Revanche an der großen Wahlverliererin, der seit Jahrzehnten die Politik dominierenden CSV.

Da der Klerus zu den reichsten Feudalherren gehörte und einen Lebenswandel predigte, den er selbst nicht führte, wurde *Paf* zunehmend abschätzig gebraucht. In Deutschland wurde Pfaffe vor allem während der Reformation zum Schimpfwort, das die Ignoranz des niederen Klerus und den Ablasshandel, den Ämterkauf und die sittliche Verkommenheit des hohen Klerus kritisierte.

Polizeikommissar Jean-François Gangler schrieb im ersten Luxemburger Wörterbuch, dem *Lexikon der Luxemburger Umgangssprache* von 1847: „*Páf*, pl. -en, m., der Pfaffe, entstanden aus dem griech. *papas*, Vater, war ursprünglich in der katholischen Kirche der Ehrenname eines jeden Geistlichen; jetzt wird das Wort nur in verächtlichem und hartem Sinne gebraucht, le prêtre.“

Als sich der Klerus anschickte, den bürgerlich-liberalen Staat zu bekämpfen, um seine durch die josephinistischen Reformen und die Französische Revolution verlorene politische und ökonomische Macht zurückzuerobern, wurde *Paf* zum politischen Kampfbegriff. Wo „diese ohne alles Bedenken die katholische Kirche und die katholische Lehre sehen, da wollen jene nur eine Priester-Partei und Pfaffen-Anmaßung erblicken“, schrieb die *Luxemburger Zeitung* am 7. März 1845. Michel Rodange spottete 1872 im *Renert*: „Nu sinn di geeschlech Hären, / Do gët da vill geschwat: / Deen een, deen nennt se Pafen, / Deen aner Nëmmer sat. // [...] Se dreiwé Scharlakunda [*Scharlatanerie; rh.*] / Voll Politik um Enn.“

In der entstehenden Arbeiterbewegung wurde *Pafen* zur geläufigen Bezeichnung für die Rechtspartei und ihre Helfershelfer in Klerus, *Luxemburger Wort* und katholischen Vereinen. Der Sozialdemokrat Michel Welter beschimpfte 1907 im Parlament Konviktsdirektor Pierre Schiltz von der Rechtspartei: „Déi knaschteg Pafen!“ und im proletarischen *Der*



Der antiklerikale LSAP-Stadtrat Mike Hansen aus Esch und der erste geweihte CSV-Abgeordnete seit bald 80 Jahren, Paul Galles



Bedeutungen von *Paf*: Pfaffe, Frömmeler und „(politisch) ‚Anhänger der früheren klerikalen Rechtspartei, heute der Christlich-Sozialen Volkspartei‘ – d’Pafen hu Sëtzer bei de Wale (Wahlen) gewonn.“ Dem schloss sich das *Lëtzeburger Online Dictionnaire* 2012 an: „pejorativ, DE Anhänger des christlichen Konservatismus, Christlich-Konservative(r), FR partisan de la droite chrétienne, Beispill: déi Pafe kréie vu mir keng Stëmm!“

CSV Als Produkt des politischen Katholizismus ist die CSV noch immer die einzige Partei, die ein religiöses Bekenntnis in ihrem Namen trägt, die sich zur Eröffnung der Kammeressionen in einer Messe segnen lässt und mit Paul Galles erstmals seit Jean Origer und dem Zweiten Weltkrieg wieder einen Geistlichen in ihrer Parlamentsfraktion zählt – auch wenn er 2010 sein Priesteramt niederlegte, nicht aber seine Weihe. Dass sie auf einem LSAP-Kongress *Pafe* genannt wurde, empfand die CSV trotzdem als geschäftsschädigend. Denn sie bemüht sich seit nunmehr 15 Jahren, in einer säkularisierten Gesellschaft eine „fortschrittliche Volkspartei der sozialen Mitte“ und eine „Catch-all-Partei“ für Anders- und Ungläubige, Geschiedene und Homosexuelle zu sein, die die Trennung von Kirche und Staat still geschehen lässt.

Also wollte die unverhofft wieder in der Opposition gelandete CSV die Gelegenheit nutzen, um sich nach dem LSAP-Kongress als Opfer einer Regierung altmodischer und intoleranter Kulturkämpfer darzustellen. Fraktionssprecherin Martine Hansen gab sich anderntags während einer Fernsehdebatte „relativ schockiert“ darüber, dass ein LSAP-Mitglied

„Mir schummen eis net, an den Aen vun e puer onverbetterleche lénke Klassekämpfer Pafen ze sinn.“ (Gilles Roth, CSV)

unter dem Applaus des Kongresses die CSV *Pafen* genannt, ohne dass die Parteiführung sich davon distanziert habe. Dass Mike Hansen sich nicht für die Koalition, sondern gegen die CSV, gegen *d’Pafen*, ausgesprochen habe, hielt Martine Hansen für „inakzeptabel“. Bei der parlamentarischen Debatte über das Koalitionsabkommen am 12. Dezember bedauerte sie erneut, dass die CSV wegen ihrer christlich-sozialen Werte auf dem LSAP-Kongress „als Pafen diffamiert“ worden sei, was laut *Duden* eindeutig abwertend gemeint sei. Dagegen beharrte ihr Parteikollege Gilles Roth trotz: „Mir schummen eis net, an den Aen vun e puer onverbetterleche lénke Klassekämpfer Pafen ze sinn.“

LSAP Weil sie aber nie aus linken Klassenkämpfen bestand, war die Rückkehr des Begriffs *Paf* der LSAP-Führung ebenso peinlich wie den Kollegen von der CSV. Etienne Schneider führte während der Fernsehdebatte die Aussage entschuldigend auf die

hitze Kongressatmosphäre zurück und nannte den gerade 35-jährigen Hansen ein „Escher Urgestein“, das seine eigene Ausdrucksweise habe. Außerdem habe Präsident Marc Spautz auf dem CSV-Kongress über „rosa Uniformen“ gespöttelt, ohne dass die Parteiführung etwas dabei gefunden habe.

Vor dem Parlament betonte Fraktionssprecher Alex Bodry, dass *Paf* nicht der normale Jargon sei, den die LSAP auf Kongressen gebrauchte, beziehungsweise ihn nicht mehr gebrauchte. Auch wenn er in einem Haus aufgewachsen sei, wo, so wie die anderen „vun de Roude schwätzen, ass bei eis emol vun de Pafe geschwat ginn“. Bei den in Düdelingen beliebten Mittelalterfesten habe sogar „de Paf kee Problem, vu Pafen ze schwätzen“. Aber auf dem LSAP-Kongress habe eine Person den Ausdruck gebraucht, und das werde nun multipliziert, als ob es das Hauptthema des Kongresses gewesen sei.

Wie die CSV lebt die LSAP in der ständigen Angst, dass all ihre Modernisierungs- und Anpassungsversuche an den Liberalismus umsonst waren: umsonst der einen Abschied von der Kirche wie der anderen von der Arbeiterbewegung, die sie doch als unauffällige Wahlkampfhilfen nicht missen möchten. Deshalb empfindet die Sozialdemokratie der dritten Industriellen Revolution den Gebrauch des volkstümlichen *Paf* für „CSV-Staat“ als Rückfall in die Ausdrucksweise saufender und fluchender Gewerkschafter, wo die Zukunft der Politik *Gouvernance* heißt und von ehrgeizigen, jungen Technokraten in den Verwaltungen errechnet werden soll. So dass sie nicht einmal auf das großzügige Angebot von Gilles Roth eingehen dürfte.



Versammlung der CSV-Lokalsektion Pétange vor den Gemeindewahlen

Paf *Paf*, das über das mittelhochdeutsche *phaffe* und das althochdeutsche *pfaffo* über das gotische *papa* auf das griechische *papas*, Kleriker, zurückgeht, ist eine geläufige Bezeichnung für katholische Priester, die sich jahrhundertlang selbst so nannten. Im 12. Jahrhundert stellt sich der Dichter des Rolandslieds am Ende vor: „Ich heiße der phaffe Chunrat“. Davon zeugen auch Ortsbezeichnungen wie der hauptstädtische Vorort Pfandall oder die Pafemillen bei Uffingen.

arme Teufel gewann der Antiklerikalismus am Ende die Oberhand über den Klassenkampf. Nach Mai ’68 sangen die Schüler und Studenten gut gelaunt: „Loosst se lafen, déi houere Pafen!“

Der Kampf zwischen Klerikalen und Antiklerikalen schuf eine politische Frontlinie, so tief, so alt und so karikatural, dass sie oft alle anderen gesellschaftlichen Widersprüche überzeichnete. Das *Luxemburger Wörterbuch* unterschied 1970 zwischen drei



Außerordentlicher LSAP-Kongress am 4. Dezember in Strassen

Deutschland

Eine sehr ernste Geschichte



Werbung für den Polizeiberuf

Martin Theobald, Berlin

Der Nationalsozialistische Untergrund (NSU) sei eine singuläre Tat von drei Menschen gewesen, denen es eine Dekade lang möglich war, mordend und raubend durch Deutschland zu ziehen. Ohne behelligt zu werden und unter direkter Augenzeugenschaft des Verfassungsschutzes, des Inlandsgeheimdienstes Deutschland. Ordentlich auf- und abgearbeitet in einem Prozess mit Urteilsspruch. Doch in den letzten Tagen zeigte sich, dass Rechtsextremismus in Deutschland ein strukturelles Problem ist. Besonders anfällig dafür sind – wie die gesamte Gesellschaft – die Bundeswehr und die Polizei. Und damit die staatlichen Organe, die das Gewaltmonopol in der Gesellschaft innehaben.

Zu Beginn der Woche durchsuchten Ermittlungsbehörden Polizeidienststellen in Frankfurt am Main und im hessischen Landkreis Marburg-Biedenkopf. Anlass dafür war, dass Polizistinnen und Polizisten – auch anderer Dienststellen – durch rechtes Gedankengut aufgefallen sein, was zunächst polizeiintern geprüft wurde. Doch der Fall nimmt durch die laufenden Ermittlungen eine weitaus größere Dimension an, als bislang bekannt war. Denn obwohl die Untersuchungen seit dem Sommer laufen, soll Hessens Innenminister Peter Beuth (CDU) erst am vergangenen Freitag angeordnet haben, am Landeskriminalamt (LKA) Hessen eine spezielle Ermittlergruppe auf den Fall anzusetzen. Dort sollen nun erfahrene Polizisten und Juristen unter Federführung der Staatsanwaltschaft die Unter-

suchungen führen. Beobachtern nach geschieht diese Übertragung auf die nächst höhere Ebene aus Angst vor Vertuschungen im Polizeiapparat. Das LKA verwies hingegen auf die Erlasslage, wonach es verpflichtet sei, Ermittlungen zu übernehmen, wenn „ein Verfahren geeignet ist, das Ansehen der hessischen Polizei zu beschädigen“.

Aufgeflogen ist das rechte Netzwerk in der hessischen Polizei durch einen Drohbrief, der Anfang August bei der Anwältin Seda Basay-Yildiz eingegangen war. Sie hatte im NSU-Prozess Opferangehörige vertreten, engagierte sich aber auch für den Gefährder Sami A., der im Frühsommer aufgrund geltenden Rechts nicht nach Tunesien abgeschoben werden durfte – dann doch im Flieger gen Tunis saß und später nach einem Richterspruch zurückgeholt werden musste. In dem Brief wurde die Anwältin als „miese Türkensau“ beschimpft. Als Vergeltung für das Urteil im Fall Sami A. drohten die Verfasser damit, die Tochter von Basay-Yildiz zu „schlachten“. In dem Fax wird die Tochter mit Namen und Alter erwähnt, ebenso die Privatadresse der Anwältin genannt. Unterschrieben ist der Drohbrief mit „NSU 2.0“. Der Berliner Anwalt Mehmet Daimagüler, der ebenfalls Angehörige von NSU-Opfern im Münchner Prozess vertrat, zeigte sich empört: „Die meisten Nebenklage-Anwälte aus dem NSU-Verfahren haben Erfahrungen mit Drohungen.“ Dass nun auch ein Kind bedroht werde, habe eine neue Qualität.

Rächt es sich nun, dass nach dem NSU-Prozess keine Debatte über institutionellen Extremismus stattgefunden hat?

Die Spur zum Drohbrief führte bald schon nach Frankfurt: Eine Polizistin im Ersten Polizeirevier der Stadt hatte über ihren Dienstcomputer das Melderegister zu Basay-Yildiz abgefragt – offenbar ohne jedweden dienstlichen Anlass. Diese Beamtin war mit weiteren Kollegen Mitglied einer *WhatsApp*-Gruppe, in der Hitlerbilder, Hakenkreuze und rassistische Parolen geteilt wurden. Gegen die Polizisten wird nun wegen Volksverhetzung und der Verwendung von Kennzeichen verfassungswidriger Organisationen ermittelt. Die nun vom Dienst suspendierte Polizistin gilt in Polizeikreisen als eher unbedarft. Im Revier hatte sie im Basisdienst die Aufgabe, die Datenstation zu besetzen, um aktuelle Anfragen ihrer Kollegen abzuarbeiten. Auch die übrigen vier Beamten, gegen die nun ermittelt wird, seien bislang nicht mit rechtsextremen Gedankengut aufgefallen. Niemand im Polizeirevier könne sich den Vorwurf erklären.

Weitere Tatvorwürfe würden hinzukommen, sagte am Mittwoch eine Sprecherin der Staatsanwaltschaft, ließ dabei jedoch offen, um welche Vorwürfe genau es sich dabei handelt. Volker Bouffier, Hessens Ministerpräsident, zeigte sich besorgt: „Das ist eine sehr ernste Geschichte. Da muss man sehr sorgfältig drangehen. Und ich gehe davon aus, dass das sehr intensiv und umfassend aufgeklärt wird“, so Bouffier. „Ich kann noch nicht übersehen, wie das weiter geht. Aber es ist kein Zweifel, dass uns das sehr, sehr ernst angeht“, betonte der stellvertretende Bundesvorsitzende der CDU. „Wir werden da auch mit großer Entschlossenheit vorgehen.“

Für viele klingt dies eher nach Phrasen, denn nach Aufarbeitung. So auch für Daimagüler. Aus seiner Sicht rächt es sich nun, „dass das Thema NSU in der Politik abgehakt ist.“ Und in der Tat: Es hat keine wesentliche Debatte über institutionellen Extremismus stattgefunden. Das Ende des NSU-Prozesses am Münchner Landgericht war eine Randnotiz. Der Schuldspruch gegen Beate Zschäpe auf lebenslängliche Haft wegen zehnfachen Mordes und Mitgliedschaft in einer terroristischen Vereinigung wurde aus Chronistenpflicht gemeldet, mehr nicht. Es wurde nicht offengelegt, inwieweit Mitarbeiter oder V-Männer des Verfassungsschutzes bei Morden anwesend waren. Konkret geht es dabei um den Mord an Halit Yozgat, Inhaber eines Internetcafés, Anfang April 2006 in Kassel. Ein V-Mann, dem später die Aussage im Prozess sowie dem Untersuchungsausschuss des Bundestags von seinem Dienstherrn untersagt wurde, soll während der Tat im Café des Opfers gewesen sein. Gerügt wird aber auch der Umgang der Politik im nun bekannt gewordenen Skandal. Die Opposition im Wiesbadener Landtag warf Innenminister Beuth vor, Informationen über die Ermittlungen nicht hinreichend an die Parlamentarier weitergegeben zu haben. Von rechtspopulistischen Politikern wird die Affäre als eine Lappalie abgetan. Der Zusammenhang zwischen Drohbrief und Datenabfrage sei nicht hinreichend bewiesen. Zudem sei es Privatsache, worüber die Polizisten in ihrer Freizeit sich austauschten. Ausgeklammert wird dabei die Möglichkeit, dass die Gesetzeshüter Informationen, an die sie in Ausübung ihres Berufs kommen, zu Straftaten nutzen können.

Israel

Der Sohn des Premiers

Susanne Knaul, Jerusalem

Jair Netanjahu, der Sohn von Regierungschef Benjamin Netanjahu, wünscht sich ein araberfreies Land Israel. Um Frieden zu erreichen, gebe es nur zwei Möglichkeiten, schrieb er auf *Facebook*. „Entweder alle Juden verlassen Israel, oder alle Muslime gehen.“ Letzteres wäre ihm lieber. *Facebook* löschte den Eintrag und blockierte den jungen Netanjahu für 24 Stunden, nachdem er den hetzerischen Eintrag vom Bildschirm abfotografierte und erneut postete. Der 27-Jährige setzte daraufhin seinen Kampf auf *Twitter* fort: „Die Gedankenpolizei der progressiven radikalen *Facebook*-Leute hat auch mich erwischt“, schrieb er. Das soziale Netzwerk veröffentlichte „endlos Seiten, die zur Vernichtung Israels und dem Mord an Juden aufrufen“. Die aber würden nicht „gegen die Regeln der *Facebook*-Gemeinde verstoßen“. Netanjahu junior appellierte deshalb: „Die Rechte in der ganzen Welt muss aufwachen.“

Anlass für den umstrittenen Eintrag auf seiner *Facebook*-Seite dürften die jüngsten Gewaltübergriffe im Westjordanland gewesen sein. Bei Schussattentaten auf jüdische Siedler starben drei Menschen, darunter ein Baby. Die Araber, die Linken und die Medien sind Jair Netanjahus liebste Feinde. Um seinen Vater, „die klügste Person, die ich kenne, mein Idol und einer der größten Führer in der jüdischen Geschichte“, wie er zum Vatertag auf *Facebook* postete, zu verteidigen, schlägt er auch gern mal über die Stränge, nennt Kritiker „Verräter“, die „sich stets auf die Seite des Gegners schlagen“ und von „feindlich gesonnenen ausländischen Regierungen

finanzieren lassen“. Auch umgekehrt steht der sichtlich stolze Vater hinter seinem Filius und blieb dort, als Jair wegen seiner Liebe zu einer norwegischen Studentin und Nichtjüdin vorübergehend ins Visier der Orthodoxen geriet.

Doch Jair ist nicht nur Benjamins sondern vor allem Sara Netanjahus Sohn. Von ihr hat er sein aufbrausendes Wesen, Taktlosigkeit, Allüren und seinen Jähzorn, vor allem, wenn es um seinen Vater geht. Den Mittelfinger hielt Jair Demonstranten hin, die den Regierungschef einen „Dieb“ schimpften, als er vergangene Woche auf dem Weg zum Gericht war, wo er wegen übler Nachrede eine Wiedergutmachung einklagen wollte. Mutter und Sohn Netanjahu sind Stammkunden vor Gericht, als Kläger und als Angeklagte. Wie seine Mutter geriet auch Netanjahu junior wiederholt für seinen exzessiven Lebensstil, den er sich gern vom Staat oder Freunden der Familie bezahlen lässt, in die Schlagzeilen. Der australische Milliardär James Packer soll Jair für Monate in Hotels eingeladen haben, die er in Tel Aviv, New York und Colorado unterhält.

Journalisten werfen dem jungen Netanjahu vor, dass ihm Leibwächter und Chauffeur rund um die Uhr zur Verfügung stehen. Bislang war es in Israel unüblich, Politikerkinder unter Personenschutz zu stellen. In diesen Genuss kommt zwar auch Jairs jüngerer Bruder Avner, aber der bewegt sich viel stärker im Schatten der Öffentlichkeit. Zum Verhängnis wurde Jair ein Gespräch mit Freunden, das

sein Fahrer mit seinem Handy aufzeichnete. Die drei angetrunkenen Männer, die eben aus einem Striplokal kamen, äußerten sich abfällig über Frauen. Jair entschuldigte sich anschließend für „diesen Unsinn“. Damit zog er seinen Kopf aus der Schlinge. Auch Andeutungen über einen unkoscheren Handel seines Vaters verharmloste er später mit Verweis auf den Alkoholpegel in seinem Blut.

Sympathisch bei einigen macht ihn einzig seine Tierliebe. Jair Netanjahu ist engagierter Vegetarier und macht sich bisweilen stark für die Rechte der Vierbeiner, allen voran Kaja, die Hündin der Familie, die trotz seines Protestes für gut eine Wo-

che in Quarantäne musste, nachdem sie bei einem Empfang zwei Gäste gebissen hatte.

Ideologisch schätzen ihn Beobachter der Familie als deutlich rechts von seinem Vater ein. Wie seine Mutter soll auch Jair großen Einfluss auf den Regierungschef haben. So änderte, wie es heißt, Vater Netanjahu nicht selten seine Meinung nach einem Wochenende im Kreis der Familie. Den Mord an einem palästinensischen Messer-Attentäter in Hebron, der schon am Boden lag, als ihn der Soldat Elor Asaria mehrfach in den Kopf schoss, kommentierte Netanjahu anfangs mit großer Distanz. Wenig später schon solidarisierte er sich mit der Familie Asarias. Auch bei dem Ge-

setzentwurf, den Ruf zum Gebet muslimischer Muezzins zu verbieten, soll Jair Netanjahu seine Finger im Spiel gehabt haben, nicht zuletzt störten sie auch seinen morgendlichen Schlaf. „Sara spricht über ihn, als sei er der nächste Ministerpräsident“, zitierte die liberale *Haaretz* einen Likud-Politiker.

Vorläufig ist der junge Netanjahu, der als Soldat in der Presseabteilung der Armee diente und anschließend internationale Beziehungen studierte, bei der Nichtregierungsorganisation Schurat HaDin, die sich um die Opfer islamistischen Terrors sorgt, für die Öffentlichkeitsarbeit zuständig. Und daneben für Skandale im Hause Netanjahu.



52 cadeaux + accès iPad pour 140 euros

Offrez un abonnement
au *Lëtzebuurger Land*

www.land.lu
land@land.lu
485757-1

Facebook sperrt das Nutzerkonto des Sohnes von Regierungschef Benjamin Nethanjahu nach rassistischer Hetze

.....

3

ticker

.....

Neue Züge braucht die Bahn



Der französische Hersteller Alstom wird 34 Züge an die CFL liefern. Der Vertrag wurde am Dienstag unterzeichnet. Die Züge vom Typ Coradia sind Modulfahrzeuge, die schon in neun europäischen Ländern und in Kanada im Einsatz sind (Foto: Alstom Design & Styling). Sie können bis zu 160 Stundenkilometer schnell fahren und sollen die Triebwagen vom Typ Z2 ersetzen, die die CFL seit den Neunzigerjahren nutzen. Fahren sollen sie sowohl im nationalen Verkehr als auch auf Verbindungen nach Belgien und Frankreich. Ein Coradia-Zug von 80 Metern Länge bietet 334 Sitzplätze, einer von 160 Metern Länge 692. Die Sitzplatzkapazität der CFL werde mit den neuen Zügen von zurzeit 27 200 auf 39 100 zunehmen, so die Bahndirektion. Damit werde es „mittelfristig“ möglich, „das jährliche Passagierwachstum von drei bis fünf Prozent zu bewältigen und das Angebot zum Zeitpunkt der Inbetriebnahme der für die Zukunft geplanten großen Infrastrukturprojekte zu erhöhen“. Das Volumen des Auftrags an Alstom beläuft sich auf 350 Millionen Euro. pf

Absolut besorgt

Nach Ansicht der CSV wird die Luxemburger Wirtschafts- und Finanzwelt nicht gut genug für den Fall eines „harten Brexit“ vorbereitet. „Wir sind absolut besorgt“, erklärte die Abgeordnete Viviane Reding nach einer Sitzung des außen- und europapolitischen Ausschusses der Abgeordneten-kammer mit Außenminister Jean Asselborn (LSAP) am Mittwoch. Die Regierung nehme Bürgerbelange ernster als die der Unternehmen. Für sie müssten „maßgeschneiderte Begleitgesetze“ für den No-Deal-Fall her. In Deutschland, Frankreich und den Niederlanden gebe es solche Gesetze. Die CSV hält sie vor allem für nötig, „um die Zukunft unseres Finanzplatzes abzusichern“. pf

Ehe Google kommt

Für das Google-Datenzentrum auf dem Klengbousbiert wird in der Gemeinde Bissen der kommunale Flächennutzungsplan (PAG) geändert. Die Änderungsvorschläge der Gemeinde sollen ab 7. Januar für die Bürger einsehbar sein, meldete RTL am Donnerstag, im März soll die endgültige Entscheidung fallen. Der Bissener Bürgermeister Jos Schummer hat auf einer Bürgerversammlung bekannt gegeben, auf dem Gelände solle ein „Innovation Campus“ entstehen, „der Datentechnologie mit Forschung verbindet“. pf

Fieber gesunken

Die PKW-Neuzulassungen werden dieses Jahr wahrscheinlich nur 0,5 Prozent über denen von 2017 liegen. Davon geht das Statistikinstitut Statec aus. Nachdem im September die neue europäische Homologationsnorm WLTP in Kraft getreten war, sanken die Neuzulassungen um 20 Prozent gegenüber dem Vorjahreszeitraum September bis November. Da sei „das Fieber gesunken“, so der Statec. Auch habe es Lieferprobleme gegeben, weil wegen des trockenen Sommers die Pegel der Flüsse gesunken waren: Das hatte die Anlieferung der Fahrzeuge per Binnenschifffahrt beeinträchtigt. Dass die Neuzulassungen nur leicht über denen von 2017 liegen werden, bedeutet allerdings keinen Einbruch im Automarkt: 2017 war mit 52 359 neu angemeldeten PKW der Rekord von 2008 überboten worden. pf

Sterntaler

Ein Nutzen im Wert von bis zu 170 Milliarden Euro lasse sich bis zum Jahr 2045 aus Weltraumressourcen ziehen. Zu dem Schluss kommt eine Studie im Auftrag der Luxembourg Space Agency. Der Nutzen könne sich auf mehrere Bereiche verteilen, von der Steigerung des BIP und der Schaffung von Arbeitsplätzen bis hin zu Technologieentwicklungen in Datenanalytik, neuen Materialien und Robotik. Kurzfristig besonders sinnvolle Geschäftsfelder biete eine Beteiligung an den Lieferketten für den Bau von Raketenantrieben und Raumschiffen. Über die 170 Milliarden

den Euro an möglichen Markteinkünften hinaus könne die Nutzung von Technologien, die für den Weltraumeinsatz entwickelt worden waren, Effizienzgewinne von schätzungsweise 135 Milliarden Euro erlauben. pf

Enovos steigt aus

Am heutigen Freitag endet in den vier Nordstad-Gemeinden Ettelbrück, Diekirch, Colmar-Berg und Bettendorf das Carsharing mit Elektro-Autos. In Schieren war es schon eingestellt worden. Citymov, die Firma, die den Dienst in der Nordstad, aber auch in Hesperingen anbot, war eine hundertprozentige Enovos-Tochter. Der Energieversorger hatte Citymov als Startup aufgekauft, die von Nancy auch nach Luxemburg expandiert hatte und 2014 in der Nordstad das hierzulande erste Carsharing-Experiment startete. Enovos erklärte auf Anfrage, man konzentriere sich nun auf die „Energie-Hardware“ für das Carsharing mit Elektro-Autos. „Energie ist unser Geschäft.“ Bereitgestellt würden zum Beispiel Ladesäulen für das Carsharing Flex der CFL. pf

Stellenabbau trotz Riesengewinn

212, also gut ein Fünftel seiner insgesamt 1 080 Stellen will Clearstream in Luxemburg in den kommenden Monaten streichen. Dies trotz eines satten Gewinns von 1,5 Milliarden Euro. „Die Auswirkungen auf Luxemburg sind enorm“, bemängelte die Bankengewerkschaft Aleba am Dienstag in einer Pressemitteilung. Gemeinsam mit OGBL und LCGB hat sie vergangene Woche einen entsprechenden Sozialplan unterschrieben. Rund die Hälfte der in Frage gestellten Beschäftigten soll durch freiwillige Frühverrentungen gehen, den anderen soll bis spätestens Ende 2021 gekündigt werden. Hintergrund sei, dass die Deutsche Börse, Mutterunternehmen von Clearstream, arbeitsintensive Prozesse stärker von Robotern und durch Automatisierungen erledigen lassen möchte. Außerdem sollen Geschäfte und Arbeitsplätze an günstigere Standorte, beispielsweise nach Irland und Tschechien, verlegt werden. Dort lägen die Arbeitskosten zum Teil 70 Prozent unter dem Luxemburger Niveau. ik

Prozent BIP-Wachstum sagt das Statistikinstitut Statec für dieses und für das kommende Jahr voraus, wie der Dezemberausgabe seines *Conjoncture Flash* zu entnehmen ist. Wegen der sich verschlechternden internationalen Wirtschaftslage seien die Wachstumsaussichten allgemein ungünstiger. Noch im Frühjahr war der Statec von jeweils vier Prozent Wachstum für 2018 und 2019 ausgegangen. Nun schreibt er zudem, die revidierten Aussichten enthielten eine Fehlermarge, die größer sei als gewohnt. Den Beschäftigungszuwachs schätzt der Statec im kommenden Jahr auf 3,4 Prozent wie im Schnitt der Jahre 1995 bis 2017, aber um drei Promillepunkte niedriger als 2018. Die Arbeitslosenquote könne nächstes Jahr 5,2 Prozent betragen, während sie dieses Jahr bei 5,5 Prozent liegt; wären die Rahmenbedingungen besser, könne sie allerdings noch weiter sinken. Die Inflationstendenz habe in den letzten Monaten zugenommen, 2019 könnte die Inflationsrate auf 1,9 Prozent steigen. Das Durchschnittsgehalt dürfte 2019 um 2,6 Prozent wachsen, nachdem es dieses Jahr um 1,9 Prozent zugenommen hatte. Den Zuwachs der öffentlichen Einnahmen schätzt der Statec für 2019 mit 5,4 Prozent schwächer ein als das Plus um sieben Prozent in diesem Jahr. pf

„Wenn alles fällt, sind wir mit dabei“

In letzter Zeit vergeht kaum eine Woche, in der große US-amerikanische Medien nicht etwas Beunruhigendes von den Finanzmärkten melden: Kursrückgängen an den US-Börsen folgten die Aktienkurse weltweit, denn wegen des von Präsident Donald Trump angezettelten Handelskriegs mit China seien Investoren vorsichtiger geworden. Außerdem hat die US-Zentralbank schon ein paar Mal ihre Leitzinsen angehoben und am Mittwoch dieser Woche erneut. Derweils will die Europäische Zentralbank ihren Ankauf von Schuldverschreibungen beenden, und Italien mit seiner hohen Staatsschuld ist zu einem Risikofaktor für die Eurozone geworden. Das hat Auswirkungen auf den Handel mit Obligationen.

An diesen Zusammenhängen liegt es, dass der Kompensationsfonds der Luxemburger Sozialversicherung (FDC), in dem die Rentenreserven lagern, dieses Jahr mit einem Erlös von nur 243 Millionen Euro rechnet. Der größte Teil davon kommt aus der Sicav, über die der Kompensationsfonds Ende September 94 Prozent der Rentenreserve, 17,25 Milliarden Euro, an den Finanzmärkten investiert hatte. Für dieses Jahr geht der FDC von 200 Millionen Euro Erlös aus der Sicav aus. Das ist nicht nur viel weniger als der Spitzenwert von 1,43 Milliarden, den die Sicav im Jahr 2014 einfuhr, es ist auch so wenig wie noch nie. Die Zahlen hatte Fernand Lepage, Präsident des Kompensationsfonds und der Pensionskasse, Ende Oktober in einer Note an die damals noch miteinander tagenden DP, LSAP und Grüne und Formateur Xavier Bettel mitgeteilt. „Noch im September meinten wir, die Sicav werde wie 2017 einen Erlös von rund 600 Millionen Euro erzielen“, sagt Lepage dem *Land*. „Im Oktober sah alles anders aus, und seither haben die Aussichten sich nicht verbessert, eher verschlimmert.“ 7,5 Milliarden Euro hat die Sicav weltweit in Aktien investiert, 8,7 Milliarden in Obligationen. „Wir sind damit breit diversifiziert, das soll das Risiko streuen“, so Lepage. „Aber wenn alles fällt, dann sind wir mit dabei.“

Seit ihrer Gründung im Jahr 2007 und bis Ende 2017 hat die Sicav 5,89 Milliarden Euro eingefahren. Dass die Aussichten fürs laufende Jahr nach unten korrigiert wurden, habe nur mit der Volatilität der Finanzmärkte und der weltpolitischen Lage zu tun, aber nichts mit der 2017 revidierten Investitionsstrategie. Mit ihr führte der Kompensationsfonds als neue Investitionskriterien „nachhaltige Entwicklung“ und „soziale Verantwortung“ ein. „Das wirkt sich nicht so kurzfristig aus“, so Lepage. Dass déi Léink vergangene Woche dem Kompensationsfonds vorwarf, er investiere über die Sicav in Kohlekonzerne und handle gegen die Ziele der Pariser Klimakonvention, hält Lepage für problematisch: „Wir schließen Investitionen aus, wenn sie gegen Bestimmungen in Konventionen verstoßen, die Luxemburg ratifiziert hat. Die Pariser COP21 ist dagegen eine politische Absichtserklärung.“ Der FDC versuche, den Klimaschutz zu berücksichtigen. „Aber es gibt zurzeit keine Firma, die instand wäre, unser Portfolio diesbezüglich zu screenen.“ Insgesamt wird die Rentenreserve Ende des Jahres voraussichtlich auf 19,59 Milliarden Euro anwachsen. pf





Le Windsor et l'An 2000 cabaret sur la route Steinfort-Arlon



Ce qui se passe à l'intérieur de ces établissements n'est pas très clair

Sexe en frontière

Pierre Sorlut

Les phares des voitures dessinent un trait lumineux sur le bitume mouillé. Les frontaliers arlonais n'ont jamais été aussi nombreux à emprunter la nationale qui relie Steinfort au chef-lieu de la province belge de Luxembourg. La réfection de l'autoroute E411 vers Bruxelles les a poussés sur cet axe connu pour ses lieux de débauche. Mais alors qu'ils ralentissent à l'approche de la ville, les automobilistes constatent la décrépitude des bâtisses. Un véhicule de chantier menace le Cabaret Bilitis. Des bandeaux orange « À louer » habillent le Velvet. Le Windsor Club et l'An 2000 Cabaret se figent le long de la route écorchée. Seul le Prestige manifeste encore des signes de vie sur la zone d'activité qui précède l'entrée dans Arlon.

Les résidents du Luxembourg qui remplissent encore leur caddie au Cora constatent, eux, que les Caprices et Safari maintiennent une activité. En plein après-midi, un camion et une poignée d'automobiles stationnent sur le parking délabré devant les deux bicoques. Des statues de nymphes et des colonnes blanches ajoutent à la désuétude des lieux. Ces « bars à champagne » ou « clubs à hôtesses », selon les terminologies adoptées des deux côtés de la frontière, se dressent là sur les infâmes routes secondaires. Législateurs et édiles belges les y ont fait choir il y a quelques décennies dans leur jonglerie avec le droit et la prostitution.

Ce qui se passe à l'intérieur de ces établissements n'est pas très clair. « Nous ne sommes pas un bordel, bordel ! », clame en gros un exploitant excédé sur les pages Facebook de son club, le Prestige. La raison ? Un docteur en droit se perdrait dans la législation belge sur la prostitution. Le propriétaire des lieux se montre donc extrêmement prudent. La prostitution est tolérée par la loi fédérale, mais son exploitation est interdite et les autorités communales gardent

Ces « bars à champagne » ou « clubs à hôtesses » se dressent sur les infâmes routes secondaires. En Belgique, la prostitution est tolérée par la loi fédérale, mais son exploitation est interdite et les autorités communales gardent une certaine autonomie dans leur encadrement

une certaine autonomie dans leur encadrement. Elles se montrent ici plutôt permissives.

Le règlement général de la police arlonaise définit ces « clubs à hôtesses » et « établissements érotiques ». Les premiers ne doivent pas avoir de vitrine. Très certainement pour proscrire le racolage comme il existe dans le quartier de la gare du Nord à Bruxelles ou dans le baisodrome géant d'Anvers. À l'intérieur, « une ou plusieurs personnes poussent

à la consommation ». Ces « tenancier, tenancière, serveur, serveuse, barman, barmaid, chanteur, chanteuse, danseur, danseuse, entraîneur ou entraîneuse » favorisent « le commerce de l'exploitant dans un climat touchant à l'excitation sexuelle, soit en consommant avec les clients, soit en provoquant la consommation de toute autre manière que par le service normal des clients ou par le seul exercice du chant ou de danse. » On tourne autour du pot. Dans les établissements érotiques, « une ou plusieurs personnes ont pour activités de favoriser l'excitation sexuelle du client et de s'adonner à la débauche et/ou à la prostitution ». C'est limpide. L'exploitation de tels établissements est interdite sur le territoire de la Ville d'Arlon, mais autorisée « sur les routes périphériques régionales N4, 81, 82, 83, 40, 882 et 844. »

Les représentants d'Espace P, une association belge qui accompagne les travailleurs du sexe depuis trente ans, expliquent que ces « cabarets », comme on les appelle pudiquement au Grand-Duché, constituent la partie visible de la prostitution dans la région frontalière. L'offre s'adresserait à une clientèle plutôt « occasionnelle ». « On va boire un verre, on rigole et puis éventuellement on monte », raconte Benjamin Boelen, coordinateur d'Espace P à Arlon. L'association née à Liège en 1988 pour lutter contre l'épidémie du sida dans les métiers du sexe, a ouvert une antenne à Arlon en 2014.

Les clubs se sont installés le long de l'axe routier Steinfort-Arlon dans les années 1970, avant la construction de l'autoroute. « Il y avait une vie de nuit là-bas avant », commente Isabelle Buysens, assistante sociale et thérapeute au sein d'Espace P. On prenait la voiture sans crainte du gendarme et on allait se dévergonder. Mais une certaine moralisation de la société est passée par là. Elle affecte directement la prostitution. « Nous sentons bien un désir de gentrification. Sur les trente ans d'existence de l'asbl, on constate les fermetures des vitrines. On voit ce phénomène de vouloir fermer à tout prix. Risques sanitaires ou d'incendie, il y a toujours de bonnes raisons », analyse Benjamin Boelen.

Il explique en partie la désaffection des clubs par une activité policière « très poussée » avec des descentes répétées au début de la décennie. « Les clients qui vont là ne veulent pas avoir de problème. C'est un lieu qui exige de la discrétion et ils n'ont pas envie d'être alpagués par la force publique », dit-il. « L'angle d'attaque, c'est dépister le travail au noir », poursuit Isabelle Buysens.

La réglementation applicable aux « établissements érotiques » exige de déclarer le nom des hôtesses aux autorités. Ce qui implique évidemment de les payer davantage et de régler son dû à l'État belge. De fait, la plupart des clubs qui ont pignon sur rue mettent la clef sous la porte. Ils n'arrivent pas à joindre les deux bouts, résume Véronique Biordi, échevine d'Aubange rencontrée le 6 décembre face à la gare d'Arlon dans un camion loué par Espace P pour sensibiliser aux problèmes rencontrés par les prostitué(e)s.

Véronique Biordi vient de rendre l'écharpe de bourgmestre d'Aubange qu'elle portait depuis 2012.

Sa ville, et notamment le district d'Athus, sise sur les trois frontières rassemble un grand nombre de travailleurs du sexe. Smartphone à la main et photos à l'appui, elle raconte avoir gourmandé deux Africaines, « des nouvelles arrivées », nues à une fenêtre en pleine après-midi alors que les badauds défilaient en contrebas devant les stands de la braderie.

D'une manière générale, la prostitution est de moins en moins visible, explique Benjamin Boelen à une douzaine de personnes agglutinées dans les huit mètres carré du camion bâché « Prostitution en province du Luxembourg... la présence muette ». « La prostitution est bien présente. Il y en a bien plus qu'on ne le pensait avant notre arrivée en 2014 », détaille le représentant local de l'association liégeoise. « Outre les cabarets visibles sur les routes de Steinfort et Messancy, les prostitué(e)s travaillent dans les appartements par petites annonces ». Un petit tour sur le site VivaStreet à la rubrique « Rencontres 18+ » permet d'en attester rapidement.

Espace P a recensé presque 300 travailleurs du sexe dans la Province. 90 pour cent seraient d'origine étrangère. « Elles viennent pour la plupart de pays hispanophones et d'Europe de l'Est, essentiellement Roumanie-Bulgarie. Les personnes transgenres viennent elles d'Amérique du Sud », résume-t-on chez Espace P. Cette « population particulière » et nombreuse tient à la proximité de la France, où la législation sur la prostitution est plus stricte, et du Luxembourg, où le pouvoir d'achat est fort. « Les prostituées peuvent tarifier en fonction. Cela coûte entre 100 et 200 euros de l'heure ici. À Liège c'est autour de 50 », nous dit-on. VivaStreet corrobore.

« On voit quand même beaucoup de plaques jaunes », glisse la première échevin d'Aubange. La clientèle de la prostitution reflète la société, relatent nos interlocuteurs. « Le petit cultivateur, le banquier, le fonctionnaire, le représentant politique ou des médias, l'employé des institutions européennes », énumèrent-ils. La clientèle internationale, avec notamment des personnes en détachement ou en déplacement, alimente la demande.

Interrogés sur les problèmes éventuellement rencontrés par les travailleurs du sexe et éventuellement la traite, les représentants d'Espace P rassurent. « S'il y a un réseau ici, on ne le connaît pas », répond Benjamin Boelen. « S'il y avait un endroit où on ne nous ouvrirait pas à la porte, on pourrait arriver à cette hypothèse, mais on a accès à quasi tous les endroits », détaille Isabelle Buysens. L'assistante sociale rejette toutefois tout « angélisme ». « Elles ont peut-être choisi ce métier de par une situation économique déplorable dans leur pays, mais elles l'ont choisi et j'aimerais bien qu'on casse cette vision de la pute soumise. »

Voilà le combat de l'association : « la putophobie » et ce courant abolitionniste qui marginalisent un peu plus les travailleurs du sexe, notamment dans les administrations où Espace P les accompagne. « Pour les côtoyer de manière régulière, ce sont des personnes chaleureuses. Elles ont un code d'honneur. Il y a une humanité qui est là. Le plus dur pour elles, c'est le stigmate de la pute, car elles assument ce qu'elles sont », fait savoir Isabelle Buysens. Pour

cette raison, dans le camion stationné sur l'esplanade de la gare ce 6 décembre, Espace P expose les bustes d'une vingtaine de prostituées de la région. Ils ont été réalisés avec des bandelettes de plâtre moulées sur la poitrine des personnes concernées. Des écharpes roses portent leur nom. Le travail, ce travail, humanise les travailleurs du sexe.

Nous envisageons de faire parler les bustes. Nous tentons de contacter trois modèles grâce à des rapprochements entre les prénoms figurant sur les écharpes et les identités affichées dans les petites annonces. Une seule répond : Kenza.

Kenza, 32 ans, « son âge professionnel » dit-elle, est arrivée il y a plus de dix ans dans la région à la faveur d'un mariage avec un Belge. Elle se tourne vers la prostitution après le divorce, « dans un bordel à Rombach ». « J'ai choisi ce métier parce que mes copines l'exerçaient au Maroc. Cela me fascinait. Je trouvais ça gratifiant », raconte-t-elle. Dans la profession, on souligne que la prostituée vend un service, pas son corps.

Elle devient ensuite « indépendante ». Comprendre déclarée auprès de l'administration belge. Un code Nace (nomenclature européenne pour les activités économiques) regroupe officiellement les professionnels du sexe sous l'appellation « Autres services aux personnes ». Kenza a, elle, choisi « masseuse ». En réalité, elle s'avoue bien volontiers « psychologue ». Avec sa clientèle, « habituée », elle ne couche pas tout le temps. Pas tout de suite en tout cas. « On me paie un peu plus pour écouter. J'aime me définir comme une pute courtisane ».

Kenza rejoint la lutte d'Espace P contre la « putophobie ». La marginalisation des prostitué(e)s, y compris géographique, conduit à leur insécurité physique et sociale. « On ne jouit pas de nos droits comme tout le monde », se plaint-elle. L'exemple d'un médecin non déclaré qui s'installerait à trois maisons d'un praticien référencé lui vient en tête. « Le médecin enregistré appelle les autorités et le problème est réglé. Moi, comment je fais avec les filles de l'Est qui cassent les tarifs ? ».

Son avis diverge là du combat mené par Espace P. L'association accompagne tous les professionnels du sexe, y compris les ressortissants d'États tiers non déclarés. Une concurrence déloyale pour Kenza et ses consœurs belges. « En Allemagne, ils ont éradiqué tout ça. Aucune fille ne sait travailler sans être déclarée », explique-t-elle. « Un an que je galère. De 200 euros l'heure, c'est tombé à 150 », grogne-t-elle encore. Le prostitué(e)s non déclaré(e)s en Allemagne auraient depuis migré dans la région, attiré(e)s par les prix.

Pour Kenza, « ces filles arrivent dans des circuits » qu'Espace P n'arrive pas à infiltrer. Avant, elles passaient par les clubs, puis « internet a tout changé ». Les prostitué(e)s paient et rédigent une annonce sur les sites spécialisés s'ils/elles parlent une langue étrangère. Selon Kenza, beaucoup ne parlent ni anglais, ni français, ni allemand et doivent faire appel à un réseau établi. La solution ? « La légalisation évidemment », résume notre courageuse interlocutrice.

Les bars à champagne de la route qui relie Steinfort à Arlon se meurent. La prostitution en région frontalière prend un autre visage. Enquête

Les Européens ont une perception inexacte de son évolution

Pouvoir d'achat : ressenti VS réalité

Georges Canto

Chacun sait que les températures ressenties sont différentes, et en cette saison presque toujours plus basses que celles qui sont mesurées par les services de la météo. Il en va de même pour le pouvoir d'achat : le ressenti ne correspond jamais à la réalité, au détriment de celle-ci. Le sentiment d'une dégradation du pouvoir d'achat est la principale raison du déclenchement de la révolte des « gilets jaunes », qui, partant de France, a essaimé dans plusieurs pays (Belgique, Allemagne, Bulgarie...). Pourtant, tous les chiffres montrent qu'en Europe le pouvoir d'achat ne cesse d'augmenter.

Le 30 novembre, en plein milieu de ce mouvement populaire, l'institut allemand GfK a publié son étude annuelle *Purchasing Power Europe*. Après avoir analysé 42 pays, il conclut que le pouvoir d'achat moyen s'est élevé à 14 292 euros, en hausse de 2,5 pour cent en un an, soit 355 euros supplémentaires par personne. Depuis 2015, l'augmentation a été de 4,8 pour cent. Naturellement, il existe de très grandes différences dans les montants et les évolutions observées d'un pays à l'autre, mais la tendance globale est très nettement positive.

Cela étant, les chiffres de GfK permettent seulement d'évaluer le revenu disponible net (*disposable net income*) par personne. Le pouvoir d'achat est une notion plus complexe, car il mesure en réalité la quantité de biens et services que l'on peut acheter, pour un niveau de prix donné, avec le revenu disponible net.

Comme leur liste serait trop compliquée à fournir, on préfère généralement raisonner non pas sur le pouvoir d'achat à un instant t, mais sur son évolution. Celle-ci dépend à la fois de la croissance du revenu net disponible et de l'évolution des prix d'un panier de biens et de services représentatif de la consommation des ménages.

Mais même en s'en tenant à cette « approche évolutive » un peu réductrice, les chiffres officiels montrent que partout en Europe le pouvoir d'achat progresse régulièrement. Ainsi au Luxembourg, selon le Statec, le revenu disponible par ménage a augmenté de 5,3 pour cent en 2017 tandis que les prix ont crû de 1,73 pour cent, de sorte que le pouvoir d'achat s'est amélioré de 3,57 pour cent. En France, l'Insee a fait état d'une progression de 1,3 pour cent, par différence entre une hausse de 2,6 pour cent du revenu disponible en euros courants et d'une augmentation des prix limitée à 1,3 pour cent. Mais les « gilets jaunes » sont, si l'on ose dire, imperméables à ces constats statistiques, et ils sont loin d'être les seuls. Ainsi selon un sondage Ifop publié le 25 octobre, 72 pour cent des personnes interrogées en France disaient que leur pouvoir d'achat a plutôt diminué depuis l'élection présidentielle. Pourquoi ?

Les raisons sont bien connues, et depuis longtemps.

Les premières sont d'ordre purement statistique, et concernent la mesure des évolutions de revenus et de prix. Les chiffres présentés sont des moyennes, qui ne peuvent s'appliquer telles quelles qu'à un « individu moyen », dont l'existence est sujette à caution. En pratique, il existe une extrême variété de situations individuelles qui empêchent de se reconnaître dans une moyenne. Cela se vérifie au niveau de diverses catégories de la population : la situation de certaines d'entre elle s'est dégradée. En France par exemple, 7,5 millions de retraités (soixante pour cent du total) ont connu depuis le début 2018 une baisse de leur pouvoir d'achat en raison du gel du montant des pensions et d'une ponction supplémentaire sous forme de cotisation sociale, qui ont fait baisser leur revenu disponible. Les fonctionnaires sont dans le même cas, et d'autres exemples catégoriels pourraient aisément être trouvés.

Quant au mouvement des gilets jaunes, il trouve son origine dans l'augmentation des taxes sur le carburant pénalisant les « populations périphériques » qui ont besoin d'un véhicule pour leurs déplacements professionnels et personnels, tandis que les habitants des centres urbains sont moins impactés. Cette situation illustre les disparités locales et régionales, actuellement mal mesurées, dans l'évolution du pouvoir d'achat.

Autre problème : dans la plupart des pays d'Europe, les instituts statistiques sont des émanations directes du ministère de l'économie ou des finances (c'est le cas au Luxembourg, en Belgique et en France). À ce titre ils sont toujours un peu suspects, étant à la fois juge et partie dans de nombreux cas de figure, de se livrer à une manipulation de l'indice des prix. Dans un ouvrage paru en octobre 2018 en France et intitulé *Pouvoir d'achat : le grand mensonge*, l'auteur



Le mouvement des gilets jaunes trouve son origine dans l'augmentation des taxes sur le carburant pénalisant les « populations périphériques » qui ont besoin d'un véhicule pour leurs déplacements professionnels et personnels, tandis que les habitants des centres urbains sont moins impactés

Les résultats des comparaisons dans le temps sont impressionnants. Les prix réels ont baissé pour la quasi-totalité des biens et des services

Philippe Herlin accuse l'Insee de minorer sciemment la hausse des prix depuis plusieurs décennies, déclenchant une polémique publique avec son directeur général Jean-Luc Tavernier.

Le principal grief est de sous-pondérer certains postes de dépenses dont les prix augmentent davantage que les autres. Mais « l'effet qualité » est également en cause. Lorsqu'un produit quelconque valant par exemple 46 euros est remplacé par un nouveau, qui est vendu 50 euros, soit une hausse de 8,7 pour cent, cette augmentation ne sera pas prise en compte si le nouveau produit est de meilleure qualité que son prédécesseur. Une appréciation qui contient forcément une part de subjectivité. D'autre part, le client doit bien déboursier quatre euros de plus.

Autre raison, cette fois d'ordre psychologique. Les consommateurs ont tendance à surestimer les hausses des prélèvements et celles des hausses de prix. Ce phénomène fut particulièrement frappant lors du « passage concret » à l'euro en janvier 2002. Les acheteurs ont eu l'impression, parfois bien étayée il faut l'avouer, que les commerçants profitaient de l'aubaine pour arrondir les prix au-delà d'une simple conversion des francs en euros. En fait les travaux menés depuis ont montré que l'adoption de la nouvelle monnaie n'a pas eu d'incidence signifi-

cative sur les prix. Malgré tout, cette croyance reste bien ancrée, 17 ans plus tard.

Mais il existe une autre raison, insuffisamment évoquée, pour expliquer l'impression que le pouvoir d'achat stagne ou même régresse, alors que les chiffres attestent de son augmentation.

Pour la comprendre, il faut se reporter aux travaux de l'économiste français Jean Fourastié (1907-1990), un auteur prolifique surtout connu pour son ouvrage *Les Trente Glorieuses* publié en 1979. La période étudiée dans le livre (1946-1975) a été en France celle d'un accroissement jamais connu du pouvoir d'achat des ménages. Pourtant ces années exceptionnelles ont été jalonnées de récriminations permanentes sur le thème de la « vie chère » et de l'insuffisance des salaires.

Selon Fourastié, la meilleure manière de mesurer l'augmentation du pouvoir d'achat est de recourir à la méthode du « prix réel ». Elle consiste à exprimer le prix d'un bien ou d'un service en temps de travail nécessaire pour se le procurer. On peut raisonner sur une rémunération horaire, hebdomadaire ou mensuelle, et considérer le salaire minimum, moyen ou médian.

Ainsi au Luxembourg, où le salaire minimum pour un adulte qualifié est actuellement de 2 458,25 euros par mois, ou 14,21 euros par heure, une voiture valant 20 000 euros a un prix réel de 8,13 mois de salaire ou encore de 1 407,46 heures de travail.

Les résultats des comparaisons dans le temps sont impressionnants. Les prix réels ont baissé pour la quasi-totalité des biens et des services (le prix réel des logements, stable de 1970 à 2000, s'est en revanche envolé ensuite). Pour un revenu donné, on peut donc en acquérir davantage. C'est la définition même du pouvoir d'achat. Jean Fourastié montrait qu'il avait beaucoup augmenté dans les années cinquante à 70 et moins par la suite, mais de manière néanmoins incontestable. Ses disciples, et notamment sa fille Jacqueline, ont poursuivi ses travaux et publient régulièrement, sur un site dédié, une grande quantité de données : 1 400 séries de prix, dont certaines commencent en 1875.

Chronique Internet

Twitter, un océan d'invectives misogynes et racistes

Jean Lasar

Depuis des années, Amnesty International avait identifié un problème endémique sur Twitter : une prévalence très élevée des attaques contre les femmes. En l'absence d'enclos que représentent les cercles d'amis sur d'autres réseaux sociaux, le niveau d'agressivité auquel tout utilisateur est exposé de la part de parfaits inconnus et de *bots* sur la plateforme de *micro-blogging* est certes très élevé pour tous. Mais l'organisation de défense des droits de l'homme avait identifié, sur la base de nombreux indices, une véritable culture du harcèlement sexuel sur la plateforme qui avait pour effet de décourager de nombreuses femmes d'y publier leurs témoignages et leurs opinions. Las, Twitter n'a jamais jugé bon de donner suite aux demandes d'Amnesty International de lui fournir des données sur ce fléau. Et ce alors que, compte tenu du rôle que joue désormais Twitter dans le débat public un peu partout dans le monde, il en est devenu une véritable entrave à la liberté d'expression. Face à l'inertie de Twitter, Amnesty a alors décidé de prendre les choses en main et d'effectuer ses propres recherches.

Les femmes noires ont 84 pour cent de chances de plus que les autres d'être agressées sur Twitter

C'est une démarche qui est tout sauf simple. Il y a d'abord la définition de ce qui relève de l'agression sexiste, qui peut aller de l'insinuation perfide à l'insulte caractérisée. Les pires attaques sont souvent effacées : dans ce cas, la blessure reste, mais le corpus delicti est introuvable. Il y a ensuite la masse d'informations à traiter, susceptible de décourager les enquêteurs les plus motivés. À juste titre, Amnesty a considéré que pour aborder ce problème, il fallait se munir des mêmes outils que ceux dont disposent les plateformes pour gérer leurs gigantesques flux d'informations. Pour effectuer sa recherche, l'organisation a fait appel au *crowdsourcing* pour créer un corpus, et à une firme spécialisée dans l'intelligence artificielle, pour former ce qu'elle a nommé sa « troll patrol ». « Nous avons construit la plus grande base de données au monde en *crowdsourcing* sur les attaques en ligne contre les femmes. Nous avons les données qui prouvent ce que les femmes nous ont longtemps dit : que Twitter est un endroit où le racisme, la misogynie et l'homophobie ont pratiquement quartier libre », a déclaré Milena Marin, responsable de recherche chez Amnesty.

L'étude, menée par 6 500 volontaires issus de 150 pays, a porté sur 778 femmes journalistes et politiques aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Elle a constaté que 7,1 pour cent des *tweets* qui leur ont été adressés en 2017 étaient sinon franchement attentatoires du moins problématiques. Les femmes de couleur avaient 34 pour cent de chance de plus d'être agressées que les autres, avec un *tweet* sur dix reçus relevant de ces catégories contre un sur quinze « seulement » pour les *tweeteuses* blanches.

Après que les volontaires eurent identifié un corpus de 228 000 *tweets*, celui-ci a été transmis à l'entreprise d'intelligence artificielle Element AI pour les analyser et modéliser les pratiques problématiques sur Twitter. L'étude démontre ainsi que les femmes noires avaient 84 pour cent de chances de plus que les autres d'être agressées, les femmes d'origine asiatique étaient celles qui risquaient le plus de recevoir des insultes de type ethnique, racial ou religieux, tandis que les femmes latinos, moins exposées que les femmes blanches aux *tweets* attentatoires ou problématiques, avaient eu le plus droit à des *tweets* physiquement et spécifiquement menaçants. Enfin, l'étude a montré que les politiques identifiées à gauche étaient plus exposées – 23 pour cent de plus – à ces attaques *tweetées* que celles catégorisées à droite, tandis que l'inverse était vrai pour les journalistes, pour lesquelles le fait de travailler pour des publications de droite leur valait un risque 64 pour cent plus élevé d'être invectivées.

Loin de s'offusquer de cette initiative, Twitter a salué l'effort d'Amnesty International, s'engageant à un effort accru de transparence sur ces questions. Il n'en reste pas moins que les *tweets* agressifs sont clairement contraires à ses conditions d'utilisation et que c'est la plateforme elle-même qui aurait dû prendre le problème à bras-le-corps.

le prix réel d'un appareil de milieu de gamme est d'environ une semaine de travail.

Néanmoins, pour Fourastié, et c'est là le cœur du problème, cette évolution n'est pas perceptible sur une courte période. Il faut plusieurs années pour quelle soit ressentie concrètement. Son best-seller est d'ailleurs sous-titré « la révolution invisible ». Par conséquent la population ne peut pas se rendre compte sur seulement un ou deux ans de la progression de son pouvoir d'achat. Sur cette courte durée, elle n'enregistre que les évolutions, parfois très ponctuelles ou limitées, qui se font à son détriment : stagnation ou baisse du revenu, du fait de la hausse de certains prélèvements fiscaux et sociaux et/ou augmentation de certains prix importants au quotidien (énergie, transports...). Au passage se trouve démontrée l'inanité des promesses des hommes politiques qui, sur un horizon réduit, se veulent les « champions du pouvoir d'achat ». En France Nicolas Sarkozy, notamment, l'a appris à ses dépens.

En sac à dos en Ouzbékistan

Voyage au bout du bruit

Charlotte Bruneau, Nathalie Oberweis et
Carole Reckinger (texte et photos)

Nous atterrissons à Tachkent un lundi matin aux aurores, en plein mois de novembre. L'excitation dans l'appareil est palpable : une trentaine de dames vêtues de blanc et de dentelles se pressent pour descendre. Elles reviennent de la Mecque où elles ont effectué l'*oumra*, aussi appelée « le petit pèlerinage ». Elles s'engouffrent dans les longs couloirs déserts de l'aéroport plutôt stérile de Tachkent chargées de cartons d'eau « Zamzam », de l'eau bénite en provenance du sanctuaire de la Kaaba.

Des toilettes de l'aéroport sortent des bouffées de fumée de cigarette. Nous sommes tentées, mais décidons de continuer sagement vers le hall d'immigration. Des comptoirs construits tout en hauteur dans un hall d'arrivée surdimensionné accueillent les voyageurs. Un officier aux gestes las regarde vaguement nos pièces d'identités, les tamponne. « Welcome to Tashkent ». À notre grand étonnement, nous sommes dehors en deux minutes. Nous nous étions attendues à une procédure d'entrée sur le territoire bien plus pénible.

La surprise avait déjà commencé avec notre demande de visas depuis le Luxembourg, cinq mois plus tôt. Nous avions décidé de nous occuper des formalités bien à l'avance, afin d'éviter les problèmes de dernière minute. L'attente fut effectivement longue : nos documents d'identités disparus dans l'antre de l'ambassade ouzbèke à Bruxelles depuis au moins trois mois, nous avions fini par trouver le numéro de portable du consul : allions-nous, si non des visas, du moins recevoir nos passeports ? C'est de bonne humeur que celui-ci nous avait répondu « vous avez de la chance, je suis de passage au Luxembourg aujourd'hui et j'ai les passeports ». Ah bon. Quelques heures plus tard, il nous donnait rendez-vous avec les documents tamponnés en bonne et due forme sous la *Gëlle Fra*.

Aujourd'hui, la procédure a changé. Depuis juillet 2018, la démarche pour obtenir un visa a été simplifiée : la demande se fait en ligne. Cette réforme fait partie d'une série de mesures progressivement mises en place par le nouveau président ouzbek, Shavkat Mirziyoyev, depuis son arrivée au pouvoir en 2016. Mais bien que Mirziyoyev semble faire de timides efforts d'ouverture, c'est, nous dit-on, plus pour attirer les devises étrangères que les nouvelles idées. Élu à 88,6 pour cent des voix, Mirziyoyev n'a manifestement pas l'intention de rompre radicalement avec le style de gouvernance autocratique de son prédécesseur.

Effectivement, les touristes sont les bienvenus tant qu'ils ne quittent pas les sentiers battus. Chaque hôtel a le devoir de fournir une « carte d'enregistrement » à ses visiteurs, qui confirme le nombre de nuits passées dans l'établissement. Afin de pouvoir changer d'hôtel, il faut pouvoir présenter la carte des nuits précédentes. Ce qui veut dire que les particuliers ne peuvent guère héberger d'étrangers, à moins de se soumettre à des procédures administratives prohibitives. Le *couchsurfing* à Tachkent, ce n'est pas pour demain.

Comme toujours après un long voyage, la sortie de l'aéroport est un moment magique. Nous sommes immédiatement frappées par la couleur du ciel, caractéristique des ciels d'Asie centrale. D'un bleu plus clair et en même temps plus intense, c'est un

Ce qui nous frappe à Tachkent : cette absence de bruit, sonore mais aussi visuel. Pas d'affiches pour des événements culturels, pas de graffitis, pas de traces des revendications de la société civile



Dans les montagnes de Nourata. En Asie centrale, le ciel est d'un bleu plus clair et plus intense (photo en haut). Lors d'une cérémonie de circoncision (en bas)

ciel qui s'étire. L'air est froid et vif, il nous réveille instantanément. Sur le coup, cela fait du bien. Mais quelques jours plus tard, dans les montagnes de Nourata, nous allions plutôt regretter le choix de venir en Ouzbékistan en plein mois de novembre.

Dans le en taxi, nous regardons les grandes avenues défiler avec curiosité. À Tachkent, de nombreux bâtiments historiques ont été détruits d'abord lors de la révolution socialiste de 1917 et ensuite pendant le grand tremblement de terre de 1966. Remplacés par les blocs caractéristiques de l'Union soviétique, ces bâtiments en béton aujourd'hui mal entretenus se ressemblent tous. Ils créent une atmosphère un peu glauque, un peu triste, accentuée par l'absence de foule ou d'embouteillage alors que nous sommes en pleine heure de pointe.

Tachkent est-elle restée figée dans le temps, dans une époque entre deux mondes ? C'est vrai que depuis la dissolution de l'URSS, le pays n'a guère bougé politiquement. En 1992, l'ancien apparatchik soviétique Islam Karimov prenait la relève de Moscou et pendant 27 ans, il a dirigé le pays d'une main de fer. Alors que certaines des anciennes républiques soviétiques ont sombré dans le chaos politique au cours des années 1990, Karimov se sera toujours vanté d'avoir guidé l'Ouzbékistan vers une certaine stabilité.

Mais cela au prix d'un style de gouvernance autoritaire, d'une économie planifiée par le gouvernement central et de libertés individuelles réprimées. Sous Karimov, les prisons ouzbèkes se remplirent de prisonniers politiques, tout acte de dissidence étant réprimé. Selon la presse internationale, le président avait d'ailleurs un certain penchant pour les méthodes punitives moyenâgeuses, comme par exemple de faire bouillir vif ses détracteurs.

Islam Karimov était surtout un politicien rusé, qui a su faire accepter sa mainmise sur le pouvoir par la communauté internationale. Alors qu'il resta proche de la Fédération de Russie, Karimov évita de s'enliser dans de nouvelles relations de dépendance avec l'ancien suzerain en se rapprochant également de la Chine et des États-Unis. Avec l'invasion américaine de l'Afghanistan, l'Ouzbékistan est devenu un allié stratégique du gouvernement Bush. Pendant un certain temps, Tachkent autorisa Washington à se servir de sa base militaire de Karshi Khanabad, non loin de la frontière afghane.

Dès le lendemain, nous décidons de prendre le train pour Samarcande. La gare de Tachkent est fidèle à l'architecture soviétique, une bâtisse imposante flanquée de postes de garde militaires. L'accès aux quais est bien gardé : seuls les passagers en possession de papiers d'identité et d'un titre de transport valable peuvent y accéder. Les bagages sont scannés et minutieusement inspectés. Il serait donc plus difficile de prendre le train à Tachkent qu'un avion au Luxembourg !

En attendant l'arrivée – à la minute pile – du train, nous observons l'activité sur les quais. Alors que les gares font habituellement partie des endroits les plus bruyants d'une ville, nous avons l'impression qu'ici, les gens marchent sur du velours. À la queue leu-leu, ils se dirigent vers les trains, flanqués d'enfants silencieux et sous le regard impénétrable du personnel de sécurité discret mais omniprésent. Aucun rire, aucun cri n'accompagne le mouvement. Le message est clair : pour éviter les problèmes, mieux vaut ne pas se distinguer du lot.

Nous comprenons alors ce qui nous frappe inconsciemment depuis notre arrivée : c'est cette absence de bruit, sonore mais aussi visuel. L'œil glisse partout, n'arrive pas à s'accrocher tellement l'univers visuel qui nous entoure semble lisse. Outre l'absence bienvenue de publicité (hormis les incontournables affiches Coca-Cola) qui rappelle vaguement la Syrie d'avant 2011, c'est celle de toute autre forme de communication visuelle qui nous frappe : pas d'affiches pour des événements culturels, pas de graffitis, pas de traces des revendications de la société civile.

Alors que l'on sent le poids du passé peser sur les terres ouzbèkes, ballottées au gré des grands em-



Le Registan à Samarcande est une des plus belles places publiques au monde. Il n'attire pas que les touristes ; les Ouzbeks viennent y prendre leurs photos de mariage

pires qui passèrent par l'Asie centrale, le capharnaüm historique semble aujourd'hui avoir fait place à un silence radio de surface.

Nous arrivons à Samarcande par les quartiers populaires. Enfin un peu de monde, quelques coups de klaxon. C'est avec impatience que nous nous dirigeons vers la vieille ville, étape mythique sur la Route de la Soie et aujourd'hui inscrite au Patrimoine mondial de l'Unesco. Alors que nous longeons les longs murs couleur ocre qui mènent au centre, les premières coupoles bleues-turquoises si caractéristiques de la ville apparaissent. Nous imaginons déjà Omar Khayyam, le célèbre poète perse du XI^e siècle, sillonner les rues de la ville à la recherche d'ivresse et de savoir, comme le décrit si bien Amin Maalouf dans son roman historique *Samarcande*.

Première étape : la mosquée de Bibi Khanoum. Cet imposant complexe religieux avait été commandité par l'empereur Tamerlan en 1399, après un retour victorieux de sa campagne militaire en Inde. La mosquée avait pour vocation de devenir la plus grandiose de tout l'Est. La hauteur du porche, les murs décorés de délicates mosaïques bleues et blanches, les dômes majestueux qui coiffent chaque édifice nous laissent bouche-bée.

Tamerlan était non seulement mégalomane, mais aussi et d'une cruauté spectaculaire. Un jour, il fit construire une « tour de la mort », composée des 90 000 crânes des soldats massacrés la veille sur le champ de bataille. C'est en semant la terreur que Tamerlan réussit à bâtir un empire qui s'étirait des flancs occidentaux de l'Himalaya jusqu'à Istanbul, en passant par le Caucase. Les estimations quant au nombre de morts tout au long de ses campagnes militaires vont de un million à dix-sept millions de personnes – soit environ cinq pour cent de la population mondiale de l'époque.

À Samarcande, sa capitale, Tamerlan a donc voulu consacrer la gloire de son empire à travers une architecture extravagante. Mais la vitesse avec laquelle il ordonna la construction de la mosquée Bibi Khanum, achevée en cinq années seulement, lui aura d'abord valu un travail mal fait – rapidement, les tours s'inclinent et s'affaissent – et ensuite un mariage compromis.

Bibi Khanoum n'était pas la seule femme de Tamerlan – il en avait dix-huit – mais elle était sa préférée. Alors que Tamerlan était en guerre, il fit parvenir un message à Bibi Khanoum pour que celle-ci ordonne à l'architecte de finir la mosquée du même nom au plus vite. L'architecte en ques-

tion avait tout fait pour retarder l'achèvement des travaux, car il était tombé amoureux de la reine. Enjoué, il lui promit de se dépêcher si celle-ci acceptait de l'embrasser. Selon la légende, le baiser avait été si chaud qu'il laissa une trace brillante sur la joue de Bibi Khanoum.

Tamerlan s'en rendit évidemment compte et, furieux, il ordonna l'exécution du jeune architecte et le défenestrement de la reine. Avant de sauter, Bibi Khanoum, astucieuse, a un dernier souhait : pouvoir mourir en portant ses nombreuses robes de soie. Ce vœu lui est accordé et c'est devant une cour sidérée que celle-ci invente donc le parachute en soie.

Si cette histoire se finit plutôt bien pour Bibi Khanoum, elle illustre également la condition de la femme ouzbèke, qui reste généralement soumise au *desiderata* du père, puis du mari. Dans les magasins de souvenirs qui occupent tous les recoins des monuments historiques, les magnifiques *susani*, des tissus délicatement brodés avec du fil de soie, recèlent d'autres indices quant à la place des femmes dans la société ouzbèke. Pour bien choisir sa future épouse, l'ouzbek d'antan jaugeait les qualités d'une femme par rapport à la finesse de son point de crochet. Des motifs de *susani* espacés et peu détaillés étaient considérés comme une marque de paresse, et donc d'une certaine inaptitude au mariage.

En guise de décor, certains échoppes exhibent également le *paranja*, le traditionnel tchador ouzbek. Aujourd'hui obsolète, ce rideau de toile enveloppait tout le corps de la femme, cachant même son regard. Méconnaissables dans la rue, ces femmes-fantômes étaient néanmoins tenues de s'identifier un minimum : un long pan de tissu brodé et accroché dans le dos indiquait, selon les motifs, si la femme était mariée ou non et le nombre de ses enfants. Peu importe le reste...

Aujourd'hui, bien que 90 pour cent de la population ouzbèke soit musulmane, on voit très peu de femmes voilées dans la rue et la religion semble plutôt relever de la sphère privée. Les muezzins n'ont d'ailleurs pas le droit d'utiliser de microphone lors de l'appel à la prière, celle-ci ne s'entend qu'au si loin que porte leur voix.

Ceci fait partie de l'héritage soviétique. De nombreuses femmes rencontrées tout au long du voyage nous parlent de ces journées mémorables de 1917, lors desquelles les femmes brûlèrent leur voile sur les places publiques. Mais si l'habit ne fait pas le moine, l'absence de voile n'est évidemment pas un signe de la liberté des femmes.



La majeure partie des monuments de Samarcande a été complètement reconstruite juste après la dissolution de l'Union soviétique afin de redorer le blason de la toute jeune République d'Ouzbékistan

Le Registan, sans doute le monument le plus emblématique du pays est, semble-t-il, un lieu de prédilection pour les jeunes mariées qui viennent s'y faire photographier. Dissimulées derrière une épaisse couche de fond de teint, elles se font immortaliser dans leur somptueuses robes blanches avant d'entamer une nouvelle vie. C'est aussi autour de cette place publique que se trouve les vestiges d'une époque lors de laquelle Samarcande était surtout connue pour ses avancées scientifiques. Ulugh Beg, le petit fils de Tamerlan, y avait construit des madrasas où était enseignée la philosophie et surtout, l'astronomie.

Aujourd'hui, tous ces bâtiments ont été rénovés. En effet, nous découvrons peu à peu qu'il ne reste guère de monuments d'époque : la majeure partie a été complètement reconstruite juste après la dissolution de l'Union soviétique afin de redorer le blason de la toute jeune République d'Ouzbékistan. Cela en dit long sur le talent des artisans ouzbeks, qui ont fait un travail remarquable. Mais en même temps, nous nous rendons compte que cette vieille ville a été recouverte comme d'une épaisse couche de vernis, qui l'empêche de respirer.

Nous sommes finalement en route vers les montagnes de Nourata, curieuses de découvrir l'Ouzbékistan rural. Tout au long du chemin, nous voyons défiler des centaines d'hectares de champs de coton. Les récoltes sont quasiment achevées, plus que quelques petits nuages blancs parsèment les plantations. L'Ouzbékistan en est un des plus gros exportateurs de coton au monde et c'est en partie à cause de la culture intensive de cet or blanc que la mer d'Aral, autrefois la quatrième

plus grande mer intérieure au monde, ne contient plus que dix pourcent de son volume initial.

Les conditions de production du coton auront contribué à donner à l'Ouzbékistan moderne sa triste réputation en terme des droits humains. Chaque année, le gouvernement mobilise plus d'un million de personnes lors de la récolte : les étudiants sont acheminés vers les champs de coton entre deux semestres, les marchés ferment le dimanche, la circulation routière est déviée vers les plantations. Mais la situation s'améliore depuis quelques années : suite à une pression internationale soutenue, Tachkent a annoncé en 2012 vouloir renoncer au labeur des enfants.

Après quelques heures de route, la steppe commence : des collines couler caillou ondulent à perte de vue. Des troupeaux de moutons à n'en plus finir sont à la recherche des derniers bouts de verdure avant la tombée des premiers flocons. Aux portes de la réserve naturelle des montagnes de Nourata, le réseau téléphonique disparaît. En arrivant dans un village plus en hauteur, nous apprenons que la majorité des habitants de la région sont des Tadjiks. Si les Ouzbeks sont à l'aise dans l'étendue des steppes, les Tadjiks sont un peuple de montagne.

Invitées à une fête de circoncision, nous passons quelques heures à regarder les hommes boire et les femmes servir à manger. Hommes et femmes ne sont pas assis ensemble, on nous installe sur le tapis des femmes, plus en retrait. Mais comme nous sommes étrangères, nous avons tout de même droit à une bouteille de vodka à notre table. Pas considérées comme des hommes, mais traitées différemment que les femmes ouzbèkes, nous ne comprenons pas vraiment quelle est notre place.

C'est avec ces questions en tête que nous entamons l'ascension de la colline la plus proche. L'air semble métallique, les bruits rebondissent le long des flancs monochromes des montagnes. Après une bonne demie-heure d'escalade, le sommet semble encore loin, la pente de plus en plus raide et le soleil commence à se coucher.

Nous décidons de rebrousser chemin. En tournant le dos au sommet, nous entamons également le chemin du retour. D'abord un peu déçues de ne plus pouvoir découvrir les paysages que nous imaginons grandioses de l'autre côté de la montagne, nous décidons finalement de flâner dans le village, de changer de rythme. C'est vrai qu'on peut toujours aller plus loin, mais l'art du voyage, c'est aussi de savoir s'arrêter.

Droit de réponse

Dépossédée de ma parole

Récemment, j'ai été contactée par Bernard Thomas pour donner une interview qui devait être insérée dans le supplément « Recherche » du *Lëtzebuenger Land*, qui sort tous les ans au mois de novembre. J'étais ravie de faire partie de la poignée de chercheurs retenus et de pouvoir évoquer mon travail. En outre, de manière plus personnelle, j'y voyais une occasion de partir dignement de l'université. En effet, le 30 novembre 2018 était aussi le dernier jour de mon contrat de travail.

Le journaliste m'avait écrit qu'il voulait « évoquer tant [mes] recherches académiques que [mon] positionnement en tant qu'intellectuelle ». Lors de notre rencontre, il me fit part de son idée de faire un portrait biographique entrelaçant mon vécu et ma recherche. J'ai accepté, ne soupçonnant pas une seconde que le passage d'une interview classique au discours direct à un récit à la troisième personne impliquerait un changement radical de thématique et de perspective. De surcroît, à l'heure du succès de l'égo-histoire et des travaux qui font le lien entre la recherche d'un individu et son histoire personnelle, j'étais enchantée de pouvoir me livrer à l'exercice. J'avais en outre envoyé à sa demande plusieurs articles ainsi que mon livre à l'intéressé afin qu'il se familiarise avec mon travail et mon approche.

C'est donc sur cette base que j'ai donné une interview de deux heures et demie dans laquelle je me suis employée à faire le lien entre mon histoire et mon travail, insistant notamment sur ce désir venu très tôt, au lycée, de percer le mystère par lequel les institutions parvenaient

Concernant l'article de Bernard Thomas : « Citizen Adde », paru dans le *Lëtzebuenger Land* du 30 novembre 2018

à s'imposer avec efficacité comme naturelles et incontestables aux yeux de tous, malgré le caractère artificiel et accidentel du pacte originel présidant à leur fondation.

J'avais été prévenue qu'il n'y aurait pas de relecture avant publication. Pourtant, quel ne fut pas mon trouble, le 30 novembre, quand j'ai découvert cet article qui m'était consacré et qui mettait l'accent sur ma précarité professionnelle. Je suis passée par plusieurs phases, éprouvant un violent rejet dans un premier temps. Par sa noirceur, le portrait amplifiait mon mal-être, dû à la fin de mon contrat et à l'incertitude engendrée par cette situation. Par ailleurs, j'étais incommodée par le fait que c'était la première chose que les lecteurs du *Land* liraient sur moi, assistant en direct à ce que je vivais, dans une simultanéité et une immédiateté cinglantes qui n'étaient pas sans me faire songer à la vulgarité des *reality shows*. Enfin, j'étais surprise de voir ma recherche quasiment absente du texte final – et ce malgré ce qui avait été convenu, les heures d'entretien, ma disponibilité pour des compléments d'information, et aussi en contradiction avec le reste du supplément qui accorde bien cet espace d'expression aux autres participants.

Par la suite, je me suis un peu réconciliée avec le propos. En effet, l'article ne disait rien de nouveau concernant ma situation et mon positionnement. Il pointait par ailleurs un aspect généralisé du monde de la recherche : la précarisation, situation qui affecte au passage certains des autres interviewés du supplément que je connais bien, même si leur portrait ne le révèle pas.

Mais je persistais à trouver peu déontologique le procédé du journaliste.

D'une part, je trouvais exagérée et gratuite son insistance sur mes prises de positions de 2017 concernant l'université, qui deviennent le thème principal de l'article, après ma précarité professionnelle. Naturellement, je m'étais préparée à me justifier sur ces épisodes, et étais disposée à expliciter ma démarche. Loin de renier mes motivations et mes convictions, je maintiens au contraire que, si je devais en pâtir, cela montrerait que cette institution n'est pas viable en condamnant la critique qu'elle est censée soutenir. Mais j'entends rester maîtresse de mon discours et de mes combats.

De l'autre, j'étais mal à l'aise devant les nombreuses imprécisions et erreurs factuelles par rapport à mon récit.

Au sujet de l'ENS, par exemple. Tandis que je comptais parmi les bons élèves de l'un des meilleurs lycées parisiens préparant au concours d'entrée, j'ai fini par ne plus adhérer à l'esprit de la khâgne et par rejeter tout le substrat idéologique qui portait cette institution. Il faut savoir que l'ENS est plus un club qu'un lieu de formation, et je refusais d'être le transfuge qui sert d'alibi et cautionne le système en démontrant par sa réussite les vertus de la méritocratie. Au passage, je ne me suis pas « rabattue » sur l'université, puisque les normaliens doivent de toutes manières s'inscrire, parallèlement à leur affiliation à l'école, dans une université, seule institution habilitée à pourvoir des titres universitaires en Sciences Humaines et Sociales.

Par ailleurs, alors que j'ai précisé lors de l'interview que l'article publié avec Benoît Majerus dans le *Luxemburger Wort* le 7 octobre 2017 n'était pas une « attaque personnelle » à l'encontre du recteur, mais avant tout une critique de la manière dont il avait été désigné à ces fonctions, manière qui était apparue contraire aux discours sur la transparence qui nous avaient été servis durant tout l'été, c'est pourtant d'« attaque » que le journaliste parle.

Je me limiterai à ces deux cas qui sont loin d'être exhaustifs.

En tout état de cause, je ne pense pas que j'aurais accepté de participer à l'enquête si j'avais été informée au préalable des intentions véritables de l'auteur. Je n'aurais sûrement pas laissé ma parole aux mains d'un autre si j'avais su que l'évocation hâtive de mes recherches ne serait qu'un prétexte. À la différence des autres chercheurs interviewés qui apparaissent comme les sujets de leur discours en présentant de manière souveraine leurs recherches conformément aux desseins du supplément, j'ai pour ma part été dépossédée de ma parole et objectivée dans le discours et le projet d'un autre, désireux de produire une critique sociale en détournant mon récit et en instrumentalisant mon histoire, sous couvert de défendre ma cause.

Aussi, par cette réponse argumentée à l'article de Bernard Thomas, j'entends plus généralement sensibiliser le journalisme aux difficultés inhérentes au fait de parler pour autrui, dans la mesure où la démarche s'accompagne toujours aussi d'un désir de parler pour soi, quand bien même elle serait motivée par les meilleures intentions. Éloïse Adde

Ministère du Développement durable et des Infrastructures
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : ouverte
Type de marché : Travaux

Ouverture le 01.02.2019 à 10.00 heures

Lieu d'ouverture :
Administration des bâtiments publics
10, rue du Saint-Esprit
L-1475 Luxembourg

Intitulé :
Travaux de menuiserie métallique intérieure à exécuter dans l'intérêt du Centre national d'incendie et d'intervention (CNIS) à Luxembourg-Gaspereich, Zone 2.

Description :
– Fourniture et pose de portes métalliques simples : +/- 77 unités ;
– Fourniture et pose de portes métalliques coupe-feu : +/- 2 unités.

Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.
La durée prévisible du marché est de 23 jours ouvrables à débiter au courant du 2^e trimestre 2019.

Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Conditions d'obtention du dossier de soumission :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le portail des marchés publics conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date de publication de l'avis 1801856 sur www.marches-publics.lu :
17.12.2018

Vacance de poste

La Direction de la Santé

se propose de recruter

Un médecin (M/F)

pour le Service épidémiologique et statistique, à plein-temps et à durée déterminée du 01.02.2019 au 30.09.2020 sous le statut de l'employé d'État.

Les demandes avec lettre de motivation, curriculum vitae et copies des diplômes sont à adresser pour le 15 janvier 2019 au plus tard à
Dr Jean-Claude Schmit
Directeur de la santé
Villa Louvigny, Allée Marconi
L-2120 Luxembourg.

Les renseignements relatifs au profil de poste et aux exigences particulières peuvent être consultés sur le site www.sante.public.lu.

Tout renseignement supplémentaire peut être demandé par téléphone au Dr Diane Pivot, tél. : +352 247-75551 ou Diane.Pivot@ms.etat.lu.

d'Lëtzebuenger Land

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983

Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d'Letzeburger Land s.à r.l., R.C. B 19029, N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l'accord écrit de l'éditeur. **Gérant, rédacteur en chef** Romain Hilgert (48 57 57-22; rhilgert@land.lu), **Rédaction** Peter Feist (48 57 57-24; pfeist@land.lu), Josée Hansen (48 57 57-26; jhansen@land.lu), Ines Kurschat (48 57 57-28; ikurschat@land.lu), Michèle Sinner (48 57 57-20; msinner@land.lu), Bernard Thomas (48 57 57-30; bthomas@land.lu) **Photos** Sven Becker (sbecker@land.lu) **Administration** Zoubida Belgacem (48 57 57-32; zbelgacem@land.lu) **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg **Courrier** boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Publicité** Maison Moderne Media Sales 10, rue des Gaulois Luxembourg; boîte postale 728, L-2017 Luxembourg (27 17 27 27-32; francis.gasparotto@maisonmoderne.lu) ; **Impression offset** Imprimerie Saint-Paul **Prix par numéro** 4,00 € **Abonnement annuel** 140,00 € **Abonnement étudiant/e** 75,00 € **Comptes en banque** CCPLLULL : IBAN LU59 1111 0000 5656 0000, BILLULL : IBAN LU29 0027 1003 6990 0000, BGLULL : IBAN LU32 0030 0431 7039 0000, BCEEULL : IBAN LU30 0019 1000 2939 1000, CELLULL : IBAN LU71 0141 7162 5000 0000, BLUXULL : IBAN LU59 0080 0484 9600 1003



Die kleine Zeitzeugin

Die Liebe zu Weihnachten

Michèle Thoma

Auf dem Wiener Christkindlmarkt gibt es neuerdings Bankomaten und Fotoboxen. Die Krippe mit dem trauten, hochheiligen Paar in Überlebensgröße ist diskret entsorgt worden, an ihrer Stelle leuchtet hektisch ein Riesenschmetterling, in der schneidenden Abendkälte stehen junge Leute Schlange, um sich zwischen seinem Silberflügelglimmer ablichten zu lassen.

Klar, die Zeiten der peinlichen Weihnachten sind endgültig vorbei. Die Zeiten, da man anrücken musste, wenn man als Entschuldigung nicht zumindest Totsein vorzuweisen hatte. Gestriegelt und gebügelt, mit einem Geschenk, wie unpersönlich auch immer, eine um Perfektion bemühte Kulisse erwartete eine. Bemüht, das trifft den Abend aller Abende am besten. Das Bemühen der Mutter-Dompteuse, die Löwenmeute, die sie und sich untereinander jeden Moment zerfleischen konnte, mit an die Feierlichkeit des Abends angepassten Leckerbissen zu verwöhnen, so dass alle schnurrten nachher. Bemühen aller Beteiligten, Widerstand war sowieso zwecklos.

In Literatur und Film gibt es unzählige Bewältigungsversuche dieser zwangsneurotischen, traumatisierenden Veranstaltung, die längst ihres religiösen Kerns entleert war. Gemeinsam geschmetterte Stille Nacht, zumindest der schief belächelte Versuch, das sich genierende brave

Die Zeiten der
peinlichen
Weihnachten sind
vorbei. Die Zeiten, da
man anrücken musste,
wenn man als
Entschuldigung nicht
zumindest Totsein
vorzuweisen hatte

Mädchen mit der Flöte des Schreckens, die unter Pseudo-Hochspannung aufgerissenen Pakete mit den obligatorischen euphorisch-überraschten Ausbrüchen. Weihnachtsutopie, das Bemühen: Wir lieben uns alle, wegen Gott heute extra, aber wirklich, kein Pardon. Während er in der Krippe liegt, dann kommt er wieder in den Keller.

Die Schauspieler_innen spulten tapfer das Repertoire ab, das ihnen zunehmend unpassend vor-

kam, in ihren Rollen wurden sie hölzern wie die Puppen in den Kirchen.

Dieser Spuk ist vorbei, es ist relaxter geworden, die Tyrannei des kleinen Jesus existiert Gott sei Dank nicht mehr. Niemand muss mehr Weihnachten feiern oder sich umbringen, weil er das einsamste Christkind der Welt ist, der einsamste Mensch, ohne das verfluchte Weihnachten wäre er nie auf so einen Gedanken gekommen. Alle sind irgendwo und machen irgendwas, alle sind frei. Sie sind in Südafrika oder in der Disko. Sie hängen mutterseelenallein vor der Glotze, ja na und? In Städten gehen sie durch Viertel, in denen die Menschen dieses Problem gar nicht haben, sie benehmen sich, als sei nichts.

Viele verbringen sogar einen gemütlichen Abend unter Menschen die einander zugetan sind, ohne in Zwangsanzugsjacken zu stecken. Niemand muss vor niemand Rechenschaft ablegen, auch nicht vor Gott. Wenn es ihn gibt, ist er vermutlich cool.

Ein paar Fundi-Christ_innen singen mit erleuchteten Augen und den dünnen Stimmchen der Katholik_innen Lieder, in denen ein holder Knabe mit lockigem Haar vorkommt. Einmal im Jahr sind die Gottes-Museen voll, es wird nicht nur fotografiert oder auf die Protagonist_innen unverständlicher Sadomasorituale gestarrt, satte Menschen stehen da und begehen etwas, ja was? Die meisten wissen das nicht mehr, aber sie tun es freiwillig, keine Großmutter und keine Dorfiktatur zwingt sie mehr. Irgendetwas treibt sie hin, eine Sehnsucht nach was? Sie ergreift sie nicht oft, manchmal an diesem Tag, in dieser Nacht, und dann ist es vollbracht und es geht wieder. Bis nächstes Jahr. Aber vielleicht sind sie dann auf Kreuzfahrt oder Budhist_innen oder sie haben einfach zu viel gegessen, dieses Jahr nicht, oder es vergessen.

Sie streifen durch Städte mit Weihnachtsmärkten vor einer Kulisse aus Gold, top im Weihnachtsmarkt-Ranking, mit Buden aus echtem Zeug hergestellt von echten Bienen oder von echten Menschen. Die handgeschnitzten Krippenfiguren sind verschwunden, sie wundern sich darüber, dass sie das Fehlen bemerken. So richtig fehlen sie ihnen nicht, obschon dann vielleicht doch etwas fehlt.

Wahrscheinlich treibt der dritte Kaiser-Friedrich-Punsch sie dazu, ein im harten Wind schaukelndes Mobile, vermutlich aus China, zu erstehen – es macht die Nacht so pink. Vielleicht, Menschenliebe überschwemmt sie, ist das ja ein wunderbares Geschenk.



Die Tyrannei des kleinen Jesus existiert nicht mehr, und Engel sind auf Weihnachtsmärkten nur Deko

Zu Gast

Im Zeichen der Gerechtigkeit

Eugène Berger

Diese Regierung ist gewillt, alle Menschen mit ins Boot zu nehmen und keinen am Rande der Gesellschaft stehen zu lassen. Dieses klassische Statement erweist sich auf den zweiten Blick als Kernaussage in Bezug auf das Programm, das sich die Regierung für die kommenden fünf Jahre auf ihre Fahne geschrieben hat.

Die finanziellen Voraussetzungen für das ambitionöse Regierungsprojekt, das mehr Gerechtigkeit und mehr Nachhaltigkeit beinhaltet, wurden während der vergangenen Legislaturperiode geschaffen.

Die Regierung und ihre parlamentarische Mehrheit werden die kommenden fünf Jahre für hohe Investitionen in die Infrastrukturen sorgen, etwa um Bedarf im Wohnungsbau oder in der Mobilität aufzuholen. Infrastrukturen sind der Sockel wirtschaftlichen Wachstums. Wachstum sorgt für Einnahmen, die eine verantwortungsvolle und weit-sichtige Sozialpolitik erlauben. Wachstum macht

der DP also keine Angst. Im Gegenteil, es wird uns dabei helfen, mehr Gerechtigkeit zu schaffen. Deshalb unterstützen wir sowohl die Beschäftigten als auch die Betriebe.

Es geht um eine Politik, welche die drei Grundprinzipien der DP beinhaltet: 1. Das Streben nach permanenter Innovation, um das Land wettbewerbsfähig zu halten und die Lebensqualität der Bürger zu verbessern. 2. Eine langfristige Politik, die das Wohl der kommenden Generationen im Auge behält. 3. Eine Politik der pragmatischen Wege, um auf die Sorgen und Anforderungen einer modernen Gesellschaft einzugehen, statt sie in ideologische Sackgassen zu führen.

Insbesondere die von der DP initiierten Projekte in der Bildungs- und Familienpolitik zeugen davon, wie unsere Politik es jungen Eltern erlaubt hat, ihr Privatleben und ihren Beruf besser miteinander zu vereinbaren. Wir möchten in diesem Sinne weitermachen, da wir davon überzeugt sind, dass Menschen in der „Rush Hour“ ihres Lebens die nötige Unterstützung brauchen, um sich erfolgreich zu entwickeln. Einerseits sollen Eltern mehr Zeit für ihren Nachwuchs haben, andererseits sollen die Kinder während der Arbeitsstunden optimal versorgt werden. Dies gilt für alle Kinder und für alle Eltern, unabhängig vom finanziellen Umfeld. Auch das ist Gerechtigkeit.

Gerechtigkeit spiegelt sich auch in einer selektiven und gerechten Steuerpolitik wider. Ebenso im Umweltschutz, im Pensions- und Gesundheitswesen oder in der Wohnungspolitik, um nur diese Beispiele zu nennen.

Gerechtigkeit heißt aber auch, die Chancen der Zukunft zu ergreifen. Stichwort Digitalisierung. Premierminister Xavier Bettel wird das neue geschaffene Ministerium der Digitalisierung leiten, um den ICT-Standort Luxemburg zu stärken und auszubauen. Die digitalen Technologien sind die „Minette“ der Zukunft. Eine Chance im Hinblick auf unsere Kinder.

Im Regierungsprogramm findet sich eine Vielzahl an Wahlforderungen der DP wieder. Dies gilt ebenso für unsere Koalitionspartner von LSAP und Déi Gréng. Die Verhandlungen wurden nicht gegen-, sondern miteinander geführt. Die Arbeit war von Erfolg gekrönt. Wir haben ein Projekt auf die Beine gestellt, in dem sich die drei Partner wiederfinden.

Am Ende steht ein Projekt, das Luxemburg verantwortungsbewusst und aufgeregt in die Zukunft führt. Ein Projekt, das sich um mehr Chancengleichheit und Gerechtigkeit bemüht, ohne die Zukunft unserer Kinder dabei aufs Spiel zu setzen.

La révolution blockchain

Blockchain, la nouvelle mode

Mirel Bran

Il y a quelque chose de magique dans ce mot importé de l'anglais – *blockchain* bien qu'il veuille tout simplement dire « une chaîne de blocks ». Plus précisément, il s'agit de blocks d'information sous forme de bits dans votre ordinateur qui contiennent les éléments d'une transaction financière : montant, date et adresse codifiée. Bref, le *bitcoin*. En dix ans, cette monnaie virtuelle est devenue une légende. Adulé par les uns, détesté par les autres, le *bitcoin* a déchaîné les passions au point d'obscurcir la technologie qui lui a donné naissance, à savoir la *blockchain*.

Comprendre le *bitcoin* est déjà un défi. Comment faire accepter au citoyen lambda qu'il y a des gens qui échangent leurs euros ou leurs dollars contre une forme d'argent virtuel ? Comment renoncer à l'argent qui existe pour l'argent qui n'existe pas ? « Mieux vaut oiselet en bocage que grand oiseau dans une cage », nous rappelle la sagesse populaire.

« Le *bitcoin*, qui n'appartient à aucune société, aucune banque ou aucun gouvernement, c'est d'abord un système de monnaie électronique qui vous permet d'envoyer et de recevoir de la valeur de la même façon que vous pouvez envoyer et recevoir un email partout dans le monde, instantanément et sans intermédiaire », affirme Andreas Antonopoulos, un vulgarisateur du bitcoin, dans son bestseller intitulé *L'internet de l'argent*.

Le *bitcoin* a été créé en 2008 par un anonyme auto-intitulé Satoshi Nakamoto, et implanté sur Internet sous forme de code en 2009. Cet argent virtuel qui échappe à tout contrôle étatique a été peu à peu adopté par un à deux pour cent de la population mondiale, et sa valeur a zigzagué de quelques centimes à 20 000 dollars fin 2017, pour retomber à environ 3 800 dollars début décembre. La volatilité est le mot d'ordre dans l'univers de la crypto.

Le *bitcoin* a été la *blockchain* 1.0, à savoir un registre d'opérations financières cryptées dans des blocks qui s'enchaînent. Imaginez un registre où vous notez les entrées et les sorties d'argent, mais à la place des feuilles de papier il y a des blocks d'informations reliés les uns aux autres. Le système est basé sur un code informatique que personne ne peut modifier, ce qui assure l'irréversibilité des opérations. C'est ce caractère irréversible de la *blockchain* qui donne confiance aux utilisateurs. La confiance n'est plus garantie par une banque ou par un État, mais par un code informatique.

Toutefois la technologie de la *blockchain* 1.0 a ses limites : elle ne permet que des échanges financiers dans le monde virtuel. En 2013, un jeune Canadien d'origine russe âgé de 17 ans, Vitalik Buterin, publiait un livre blanc pour proposer le projet *Ethereum*, une *blockchain* 2.0. Son but : briser les limites de la *blockchain* 1.0 pour ouvrir cette technologie à toutes les applications informatiques. Début 2014, il mettait en vente la cryptomonnaie associée à son projet, l'*Ether* (ETH), et avait réussi à rassembler 18 millions de dollars. C'est ainsi qu'est né l'*Ethereum*, la *blockchain* 2.0, qui accueille actuellement des milliers d'applications décentralisées.

Le *blockchain* 1.0 ne permet que des échanges financiers dans le virtuel. L'*Ethereum*, la *blockchain* 2.0, voulait ouvrir la technologie à toutes les applications informatiques. La version 3.0 veut concurrencer les cartes bancaires

Le *bitcoin* et l'*ether* ont attiré un grand nombre d'adeptes, mais la hausse explosive de leur prix s'est retournée contre ces monnaies digitales qui font l'objet d'opérations de manipulation et de spéculation. Leur anonymat, les manipulations et les spéculations sont les principales raisons qui alimentent les critiques qui leur sont faites. À l'autre extrême, leurs adeptes sont enthousiastes et promettent une nouvelle révolution qui va changer le monde. Au moins le monde financier contrôlé par les banques.

Pourtant, le *bitcoin* et l'*ether* souffrent d'un problème structurel : la scalabilité, encore un mot emprunté de l'anglais, c'est-à-dire la capacité d'augmenter et de permettre des opérations de plus en plus complexes. Prenons l'exemple des opérations financières. La *blockchain* 1.0 du *bitcoin* permet d'effectuer environ sept opérations par seconde. La *blockchain* 2.0 de l'*ether* en permet une vingtaine par seconde. Selon les responsables du système Visa implémenté dans nos cartes bancaires, VisaNet peut effectuer plus de 50 000 opérations par seconde. C'est ce qui explique pourquoi envoyer du *bitcoin* d'une adresse à l'autre peut parfois prendre des heures. L'envoi de l'*ether* peut prendre quelques minutes, mais nous avons vu ses limites en décembre 2017 lorsqu'un jeu de chats sur la plateforme *Ethereum*, *CryptoKitties*, a mis tout le système à genoux.

Concurrencer Visa et les cartes bancaires classiques n'est pas une mince affaire. Et c'est là que la *blockchain* 3.0 entre en jeu. Plusieurs systèmes qui promettent un million d'opérations financières par seconde pour un tarif insignifiant ou même gratuitement arrivent sur le marché. En 2018 la plateforme EOS, qui promet de remplacer l'*Ethereum*, est devenue opérationnelle. Plusieurs banques sont en train de tester le système Ripple (XRP), qui devrait remplacer le Swift. D'autres systèmes *blockchain* 3.0 sont à l'étude : le réseau Cardano avec sa monnaie Ada, Kyber Network (KNC), Tron (TRX) fondé par le jeune Chinois Justin Sun, ou encore les très prometteuses plateformes chinoises Neo et Nem. Et quand les Chinois s'y mettent...



Art contemporain

Man & machine

En 2017, leur *Theatre of disorder* nous avait fascinés au Casino Luxembourg (photo du Lénine décapité : TPC). Un peu plus d'un an plus tard, Martine Feipel et Jean Bechameil proposent une continuation et une variation de leurs recherches sur les interconnexions entre l'homme et la machine ou sur la manière dont des logiciels et des algorithmes dominent désormais notre vie quotidienne. Jeudi 10 janvier 2019 aura lieu le vernissage de *Automatic revolution*, la deuxième grande exposition personnelle du duo à la Patinoire royale de Valérie Bach à Bruxelles (après *Un monde parfait* en 2014). Le duo d'artistes franco-luxembourgeois, bruxellois d'adoption, y proposera la suite de ses recherches sur la domotique et les mécaniques programmées pour régler la vie des gens au XXI^e siècle. Comme toujours avec eux, cela promet d'être gai et beau (jusqu'au 28 mars, prvbgallery.com). jh



Films made in Luxembourg



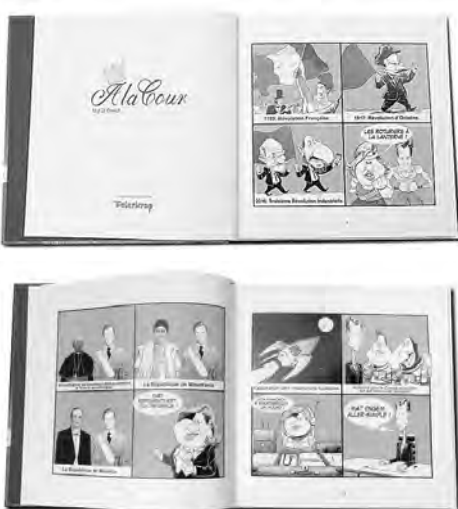
Those guys next door

Boosté par le succès de la série documentaire *Routwäissgro*, RTL *Télé Lëtzebuerg* a mis le paquet pour les élections législatives du 14 octobre, mettant plusieurs réalisateurs et une foultitude de cameramen sur le sujet. Il en est sorti trois documentaires, diffusés ces quinze derniers jours sur RTL et toujours disponibles en ligne : *Off Air* est une épisode de *Routwäissgro* de Loïc Tanson sur le travail du groupe RTL pour les élections, *Am Plang* un documentaire d'une heure de Pascal Becker sur la campagne du candidat tête de liste du CSV Claude Wiseler (photo extraite du film : en faisant ses courses au Portugal avec son épouse Isabelle Wiseler-Lima) et *#Xavier* un deuxième documentaire, cette fois de Loïc Tanson et Tim Hensgen sur la campagne du Premier ministre sortant Xavier Bettel (DP). Premier constat : le résultat de ces élections était si ouvert que RTL a misé en parallèle sur les deux concurrents (les films commencent bien en amont des élections) pour être certain de documenter à la fois le gagnant et le perdant. Deuxième constat : n'est pas Pasha Rafiy qui veut. En effet, là où le réalisateur du film *Foreign Affairs* sur Jean Asselborn (LSAP) avait le luxe de prendre son temps et de laisser tourner la caméra quand le cirque politique partait, pour en faire un film touchant sur la solitude au pouvoir, les trois documentaires de RTL n'arrivent jamais à briser la mise en scène voulue par les candidats. Aussi bien Claude Wiseler que Xavier Bettel ont constamment conscience qu'ils sont filmés et se montrent sous leur meilleur jour. Ne prononçant jamais un mot plus fort que l'autre, ils ferment la porte quand la situation devient plus délicate (le soir des élections, lorsque Bettel négocie avec Etienne Schneider chez RTL, ou dans l'après-midi, lorsque Wiseler analyse les résultats avec Marc Spautz). Même chose au sein de RTL : alors que tout journaliste qui a plus d'une semaine d'expérience dans le métier sait les pics de stress et les engueulades des jours d'élections, lorsque l'adrénaline est au plus haut, il n'en est rien dans *Off Air* : les cheuex de Caroline Mart, toujours tout sourires, sont impeccables (la caméra la suit lors de ses déambulations dans les couloirs, pour faire dynamique) et les réunions de rédaction préparatives d'une attention et d'un respect mutuel qu'on soupçonnerait à la Cour. Néanmoins, les films constituent une avancée dans le traitement médiatique des élections, ouvrant au moins un peu sur la vraie vie des politiques : Claude Wiseler en villégiature au Portugal, où sa femme décide et lui porte les cabas, ou Xavier Bettel invitant les jeunes candidats DP chez lui. À la fin, il chantonne George Harrison. jh

Luxemburgensia

« C'est délicieux, chérie ! »

...pouffe le grand-duc « Enri » devant le plat de gloubi-boulga que lui sert son épouse, furieuse, plat dans lequel il manque de s'étouffer. Durant une séance de questions-réponses avec des enfants, le grand-duc avait concédé que sa femme n'aimait pas cuisiner et ne savait pas trop s'y prendre. Voilà une des petites histoires drôles parmi une centaine racontées par Skif & Dresch dans *À la Cour – Les très riches heures de la Petite Madame de Colmar-Montagne*, qui vient de paraître aux Éditions Feierkrop, comme un adieu du journal satirique à ses lecteurs (voir pages 2-3). L'album est en fait une anthologie du *comic-strip* publié dans l'hebdomadaire et dessiné par Moe Skifati sur un scripte de Jacques Drescher. Les histoires du couple grand-ducal succèdent aux trois albums *Hôtel St Max – Das tolle Leben des Jean Quasselborn*. *À la Cour* montre une monarchie complètement détachée de la vie des vraies gens, où l'incontrôlable grande-duchesse commande son petit monde et n'a que mépris pour les hommes et femmes politiques (en librairie, 100 pages, 25 euros : feierkrop.lu). jh



Enfants



Les sept desserts de Noël

En Provence, l'on fête Noël avec pas moins de treize desserts. Au Luxembourg, les Rotondes et les Théâtres de la Ville ont habitué les familles à une large palette de douceurs sous forme de spectacles pour enfants durant les vacances de Noël. La programmatrice en cheffe Laura Graser est d'une telle exigence dans ses choix qu'on peut y aller les yeux fermés (de ce samedi 22 au dimanche 30 décembre). Voici néanmoins quelques recommandations parmi les sept spectacles offerts : à côté de *Rumpelstilzchen* (voir ci-dessus), les Théâtres de la Ville proposent l'adaptation luxembourgeoise du classique *Pierre et le loup* de Sergueï Prokofiev par Dan Tanson, joué ici par Frédérique Colling, qui est accompagnée par l'ensemble Estro Armonico. Coup de cœur, aux Rotondes, pour *Ver* de l'artiste belge Liz Pede (photo du haut : Mario Leko) et les expériences du clown Arnold (le Luxembourgeois Tom Gaubig, photo du bas : Sebastian Schlotzhauer). Programme complet sur rotondes.lu jh

Politique

Ministre de la culture bis

En 2012 déjà, alors qu'Octavie Modert (CSV) était ministre de la Culture, Jo Kox, alors encore directeur administratif du Casino Luxembourg, s'était fait interviewer par le *Tageblatt* comme ministre de la culture hypothétique et y proférait ses bons conseils. Depuis, il y a eu trois changements de mandataire et c'est sous la ministre Sam Tanson (Déi Gréng) que les ambitions de l'intéressé se concrétisent quelque peu. Sans s'engager politiquement, il devient le responsable administratif de la politique culturelle du gouvernement Bettel/Schneider/Braz II, Tanson l'ayant nommé ce mercredi à l'influent poste de Premier conseiller de gouvernement au ministère. Ce poste, auquel l'ont précédé Guy Dockendorf et Bob Krieps, était resté vacant depuis le départ à la retraite de ce dernier. Kox, qui est également président du Fonds culturel national et fut instigateur du groupement d'État Muséeën, peut se prévaloir d'une certaine expertise dans le domaine de l'administration culturelle, comme il a réalisé le *Kulturentwécklungsplang* (Kep) en tant qu'indépendant. Issu d'un processus de consultation long de deux ans, ce *Kep* constitue le cœur du programme culturel du gouvernement (photo prise lors de la présentation, fin juin : TPC). jh



Arts plastiques

De plain-pied

Lucien Kayser

Dans l'autobus des affiches dénonçaient toujours les violences faites aux femmes, rappelaient une marche qui avait eu lieu. Des photos dans les journaux, à la télévision, montraient des lycéens qui avaient été interpellés à Mantes-la-Jolie, placés contre un mur, les mains derrière la tête. C'était l'autre jour, sur le chemin de l'exposition de Berthe Lutgen et de Jos Weydert. Une entrée en matière comme il fallait, des images disant un état du monde contre lequel les deux n'ont jamais arrêté de protester, Philémon et Baucis réunis en cette fin d'année dans une exposition à Wallis-Paragon. La galerie a quitté le quartier du Glacis, Marc Modert s'est installé dans celui de la gare, 6-12, rue du Fort Wallis ; il faut descendre au sous-sol, ce n'est pas très grand, peut-être des cimaises d'une douzaine de mètres, ce qui n'enlève rien à la force des images, à l'impact que devraient avoir les prises de position.

Bien sûr, Berthe Lutgen, c'est le combat de la condition féminine, et au fond de la salle, une huile renvoie à la marche des femmes, pièce tirée d'un ensemble les montrant, décidées, revendiquant des droits trop longtemps bafoués. Affaire de dignité, dit la pancarte que l'une des femmes tient dans ses mains ; elles sont Américaines cette fois-ci, mais la lutte s'avère universelle. Et ailleurs, il se greffe autre chose dessus, la pauvreté, la misère, dans le pathétique triptyque *Africa on my mind*. D'autres sujets, de sexualité, de consommation, de luxe, pointent à d'autres endroits, dans cette manière propre à Berthe Lutgen, un réalisme qu'on qualifiera des

Berthe Lutgen et Jos Weydert font entrer de la sorte dans le vif d'un monde qui va mal

fois de poétique, ce qui n'enlève rien, strictement rien, à la virulence, au contraire, avec un contraste d'autant plus vif.

Il est un volet dans l'exposition, avec des œuvres plus récentes, qui datent de 2018, ce qui ne veut pas dire que l'artiste vienne seulement de découvrir cette part des choses. L'accent est mis autrement, toujours en relation avec un solide bagage culturel, et si des fois référence était faite à l'art moderne, là on recule dans le temps, à la bonne vieille peinture néerlandaise, aux natures mortes, et pas besoin d'insister sur un jeu de mots, c'est carrément de désastre écologique qu'il est question.

En Pologne, au moment de ces lignes, on a bien fini par adopter les règles d'application de l'accord de Paris, service minimum. Des poissons morts, gueules ouvertes, cela se passe comme s'ils chu-

taient dans telle huile ; en plus il y a du plastique, et l'on sait le mal qu'il fait dans les mers. Il existe bien des projets, de technologies dont on espère qu'elles vont permettre d'extraire cette pollution des océans. Pour le moment, un énorme extracteur réussit bel et bien à attraper le plastique, mais n'arrive pas à le retenir. Trop optimistes, les chercheurs avaient estimé à près de deux milliards de pièces la quantité que l'appareil permettrait de collecter.

Des images qui d'une façon ou d'une autre véhiculent des menaces de mort, voire d'apocalypse, présentes très directement aussi dans les quelques sérigraphies, plus anciennes, de Jos Weydert, avec par exemple telle danse macabre par-dessus les tours d'une centrale nucléaire. Ailleurs, comme pour un accoutrement des pièces d'une sorte de reliquaire fasciste se trouvent agencées, ou alors une statue mariale trône au milieu de listes de sociétés anonymes. On voit quels liens il faut découvrir.

Un travail d'éclairage à faire, d'« enlightenment », au sens du XVIII^e siècle, promotion de connaissance pour dépasser l'obscurantisme, voilà ce que promettent les portfolios, dossiers personnels que Jos Weydert invite à feuilleter, où il a réuni au moins les couvertures de livres achetés au long d'une dizaine d'années, de 1967 à 1977. L'éventail est large, bien que réduit à la langue allemande. Mais comme on est dans les arts plastiques, on s'attarde aux graphismes, et l'on se met à les imaginer, toutes ces couvertures, assemblées sur l'un



Berthe Lutgen : *Nature morte I*, 2018

des murs, devenues elles-mêmes objet d'art. Tout en étant comme un complément, soubassement ou continuation, de la perception et de la réflexion initiées par les autres images.

L'exposition de Berthe Lutgen et de Jos Weydert dure jusqu'au 11 janvier à la galerie Wallis-Paragon, 6-12, rue du Fort Wallis, L-2714 Luxembourg, ouverte du mardi au samedi de 16 à 18 heures ou sur rendez-vous.

Luxemburgensia

Unbekannt verzogen

Elise Schmit

Über Tote spricht man nicht schlecht, vor allem dann nicht, wenn man sie vormalig für umgängliche Zeitgenossen hielt und sich gern an sie erinnert. Über den im Sommer viel zu früh verstorbenen Georges Hausemer konnte man in den vergangenen Wochen und Monaten viel Gutes hören. Die Gedenkfeier zu seinen Ehren im Merscher Literaturarchiv, zahlreiche Trauerbekundungen im Netz, in der Presse oder bei literarischen Veranstaltungen zeugen vom Umfang des Verlusts – nicht zuletzt für den Luxemburger Literaturbetrieb. Hausemer war nicht nur ein beliebter Schriftsteller; sein Einsatz für die Belange der Autoren, für den Stellenwert der Luxemburger Literatur und für ihre Verbreitung im In- und Ausland wird in Zukunft fehlen.

Was also tun, wenn der Tote, gewissermaßen als Abschiedsgruß, zu Pöbeleien von jenseits des Jordans ansetzt? Sich heimlich ärgern? „Trotzdem lachen“? Betreten schweigen? Oder seiner Ratlosigkeit Luft machen, indem man in die Nebel am anderen Flussufer hineinruft: Georges, was zum Teufel?

Unbehagen bei diesem Buch bereiten weder das Unterfangen als solches, noch die erzählerischen Schwächen, die sich vor allem in der Suche des Erzählers nach einem Verfasser anonymen Briefe manifestieren. Wäre dem Autor die Zeit dazu vergönnt gewesen, hätte er den Plot sicher dichter gestrickt. Doch um den Plot geht es in dem Buch eigentlich nicht. Hausemers posthum erschienene *Kleine luxemburgische Literaturgeschichte* präsentiert sich vorrangig als satirischen Roman über den einheimischen Literaturbetrieb. Ein literarisch völlig unbedarfter Mann sucht nach einer gescheiterten Beziehung sein Glück im luxemburgischen Verlagswesen. Anhand dieser Figur und ihrer Einblicke in die kleine Welt der *Luxemburgensia* zeigt Hausemer eine Reihe von systemischen Schwächen des realen Betriebs auf, die eine anhaltende Herausforderung für alle darstellen, die in Luxemburg Bücher veröffentlichen wollen.

Diese Reihe von Schwächen beginnt bei der Hauptfigur. Das Personal, das der fiktive Luksbuks-Verlag anbietet, kann sich, wie Hausemer nur zu gut wusste, kein Luxemburger Verlag leisten. Der Erzähler ist ein Mann, den es in Luxemburg (bisher) gar nicht geben kann, von einem Luxemburger Verlag eigens dazu eingestellt, den Vertrieb der

Bücher zu gewährleisten. Als Spiegelung der Unmöglichkeit der Figur werden dem Vertreter im Verlagsgebäude weder ein Büro, noch ein eigener Schreibtisch zugeteilt.

Eine weitere Schwäche des Systems, die Hausemer diagnostiziert, ließe sich sicher grenzüberschreitend feststellen: den bisweilen gar nicht so latenten Machismus im Literaturbetrieb, den Hausemer thematisiert, indem er Frauen vor allem als Empfangsdamen, Groupies und Gattinnen bedeutenderer Männer auftreten und den Erzähler abfällig über das Aussehen von Literatinnen urteilen lässt. Ähnliches ließe sich für seine Darstellung eines allgemeinen Desinteresses an Literatur behaupten, bei Lesern wie bei Teilen der Presse, aber auch bei den Vertretern der Branche selbst. Der Erzähler hat von den Büchern, die er verkaufen soll, keinen blassen Schimmer. Die Namen einheimischer Autoren kommen ihm meistens nicht einmal entfernt bekannt vor. Er denkt, die literarischen Erzeugnisse aus Luxemburg passen alle auf die Ablagefläche seines Campingtischs. Aber auch die Rahmenbedingungen erschweren die Ausübung seines Berufs. Die Räume, in denen Bücher eine Rolle spielen können, werden knapp. Der Erzähler bemerkt beispielsweise den Schwund von Verkaufsflächen. Im Roman findet außerdem als Anspielung auf eine Werbeaktion eines Autoherstellers von vor ein paar Jahren eine lieblos organisierte Lesung in einem Autohaus statt, eine andere – als Anspielung auf den Veranstaltungsort der Walfer Bicherdeeg – in einer Turnhalle.

Dass die Literatur ein Nischendasein im Kulturbetrieb fristen muss, offenbart sich in Hausemers Darstellung als Symptom von Dilettantismus und Provinzialität. Symbolisch für die Beschränktheit des Milieus steht das Unvermögen des Protagonisten, seinen Pass zu finden. Die fantastischen neuen Schuhe, die er sich zu Beginn kauft, bleiben damit eine sinnlose Investition: Er kann keine Grenzen überschreiten. Als Gegenpart zu einem Erzähler, für den schon ein Ausflug an den Stausee ein Abenteuer bedeutet, lässt Hausemer sein Alter Ego namens Selmer auftreten, ein Schriftsteller, der Notate aller Art aus entlegenen Weltgegenden an den Verlag schickt und sich wegen fehlender Anerkennung grämt.

Dafür, dass es mit der Anerkennung von guten Texten hapert, macht Hausemer augenscheinlich auch neuere Phänomene und Tendenzen im Literaturbetrieb verantwortlich,

Georges Hausemers posthum erschienene *Kleine luxemburgische Literaturgeschichte* präsentiert sich vorrangig als satirischen Roman über den einheimischen Literaturbetrieb

insbesondere, wo sie mit aggressiveren Formen der Selbstdarstellung durch soziale Medien einhergehen. Der Kritik des Autors an Buchbloggern, die Bücher dazu instrumentalisieren, sich selbst in den Vordergrund zu spielen, mag man dabei im Kern einiges abgewinnen. Die Art und Weise jedoch, wie Hausemer die Erzählung zum Schlüsselroman macht und sich so zum Kritiker von „lebenden, dahinsiechenden oder bereits verstorbenen Personen“ aufwirft (siehe Vorwort), verwandelt eine im Ansatz sinnvolle Analyse des Milieus in eine müßige Stichelei, die umso bedauerlicher wirkt, wenn man bedenkt, dass die Adresse für Reklamationen hinfällig geworden ist. Dabei geht es nicht um die mögliche Konsensfähigkeit von Hausemers Porträts ihm unliebsamer Mitwirkenden im Betrieb oder darum, ob sich die derart Porträtierten von Hausemers Anwürfen angegriffen fühlen, sondern darum, dass eigentlich interessantere Themen von einer kleinlich scheinenden Fixiertheit auf einzelne Personen verdeckt werden.

Der Roman verfestigt das Klischee eines heillos verkabbelten, bornierten Milieus, in dem Autoren und Verlagsmenschen ihre Energie lieber in Streitigkeiten investieren als in gute Bücher. Ein Schelm, wer behaupten wollte, Hausemer habe am Beispiel seines Protagonisten zeigen wollen, dass gerade solche Reibereien einer Professionalisierung der Buchbranche im Weg stehen.

Georges Hausemer: *Kleine luxemburgische Literaturgeschichte*; Cappybarabooks, Luxembourg, 2018; 198 Seiten; 17,95 Euro; ISBN 978-99959-43-18-9.



Piccolo Teatro

Deux ans de rencontres théâtrales au Luxembourg

Un livre de Josée Hansen, avec des images d'Eric Chenal

Éditions d'Lëtzebuurger Land / 320 pages, 29 euros / ISBN : 978-99959-949-5-2
En vente en librairie, sur www.land.lu
ou en le commandant via courriel land@land.lu ou téléphone : 48 57 57-1

Durant deux ans, Josée Hansen et Eric Chenal ont écouté et observé les gens de théâtre autochtones, acteurs et metteurs en scène, auteurs et dramaturges, scénographes et costumiers, directeurs de théâtres et techniciens, politiques et critiques : les personnalités qui peuplent ce microcosme sont aussi passionnantes que leurs métiers sont divers. Ce livre est une tentative de capter cet instant précis de l'évolution du théâtre au Luxembourg, où les pionniers ont laissé la place à une nouvelle génération, qui trouve normal de faire du théâtre non seulement son métier, mais sa vie.

Luxemburgensia

Tänze durch nebelige und umnebelte Nächte

Jeff Thoss

Ob es sich beim Autor dieses Gedichtbands um einen Verwandten des ungleich bekannteren Ketil Bjørnstad handelt, verrät der Verlag nicht. Tomas Bjørnstad soll jedenfalls ein in Luxemburg ansässiger, Deutsch schreibender Norweger sein. Ausgerechnet *Fjorde* lautet der Titel seines Erstlings, als ob dies die naturgemäße Bezeichnung für das Buch eines in Trondheim geborenen Lyrikers sei. Die Illustration des Einbands zeigt denn auch gleich eine verhangene Fjordlandschaft, angereichert um einige surrealistische Motive wie einen Vollmond mit Pferd obenauf. Kitsch trifft Lynch. Der Klappentext – von einer Klappentextparodie kaum zu unterscheiden – kündigt allerdings keine Naturdichtung an, sondern eine Stimme der „Generation Y“, die hier „schonungslos“ und „kompromisslos“ Selbst und Gesellschaft unter die poetische Lupe nehme. Angesichts solch ebenso irreführender wie in ihrer Irreführung transparenter Signale drängt sich die Frage auf: Was bitte soll diese Inszenierung fiktiver Autorschaft? Die erneute Neuauflage eines alten Rewenig-Tricks, mit dem eine Leserschaft überlistet werden soll, die sich mehr für den Autor als für das Werk interessiert, mit dem aber auch zugleich und unvermeidlich vom Werk selbst abgelenkt wird?

Schlägt man *Fjorde* auf, gelangt man schnell zur Einsicht, dass Bjørnstads Texte sich nicht unbedingt zu verstecken brauchen, auch wenn hier keinesfalls die nächste norwegische Literatursensation ihrer Entdeckung harrt. Thematisch löst das Buch ein, was sein Einband verspricht. Die Gedichte bewegen sich zwischen den Polen skandinavisch angehauchter Naturerlebnisse einerseits und den Lebenserfahrungen eines trotz allem irgendwie durchschnittlichen *Millenials* andererseits. Mal schaut das lyrische Ich die Waldhänge hinauf zum Mond, lässt sich vom Nebel umhüllen oder blickt hinaus auf das in der Dunkelheit glitzernde Meer. Dann wieder trinkt, tanzt und liebt es sich durch einen nicht enden wol-

Schlägt man *Fjorde* von Tomas Bjørnstad auf, gelangt man schnell zur Einsicht, dass sich Bjørnstads Texte nicht unbedingt zu verstecken brauchen

lenden Spätkapitalismus oder hält sich die Welt am Bildschirm vom Leibe. Zwischendurch wird fleißig norwegisches Lokalkolorit gestreut, damit man auch ja nicht vergisst, dass hier kein gebürtiger Luxemburger am Werk war. Da wird der Klubgänger einfach mal mit einem nordischen Volkstänzer verglichen, warum auch nicht.

Formal bietet der Band gemäßigten Modernismus: ein freies, aber nicht zu unregelmäßiges Versmaß; einen an der Umgangssprache orientierten Rhythmus, der des Öfteren zerhackt wird, ohne dass sich die syntaktischen Bezüge zur Gänze auflösen; eine gewagte Metapher oder abrupte Wendung hier und da, die die Schwelle zum Hermetischen jedoch nie überschreiten. In seinen Ortsbeschreibungen setzt der Autor auf leidlich verbrauchte Sprachbilder – eine beständige Beschwörung von Mond, Nacht und Nebel. Man sehnt sich nach einem Gastauftritt Ingeborg Bachmanns in Bjørnstads lyrischem Kosmos, die mal eben ganz laut „An die Sonne“ deklamiert, um der spätromantischen Nachtschwärmerei den

Gnadenstoß zu geben. Stattdessen liest man eine Huldigung Jim Morrisons, dessen Namen falsch buchstabiert wird. Subtiles Augenzwinkern oder Tippfehler? Die sprachliche Irritation, auch die unfreiwillige, beherrscht der Autor jedenfalls und erkundet in „Bleisatz“ die Grenze zwischen Wort- und Flachwitz: „Je nachdem, wie Sie das Blei deuten, / wird Ihnen Weiteres erspart bleiben. / Zögern Sie beileibe nicht, / der erste Satz ist immer die beste Bleibe.“

Wo Tomas Bjørnstad auf skandinavischen Tand, Trakl’schen Weltschmerz und fragwürdige Scherze verzichtet und sich stattdessen als dichtender *Digital Native* präsentiert, gelingen ihm hingegen durchaus beachtliche Texte. Freilich, Zeilen wie „Wir haben kein Ziel / und doch das Gefühl, / uns verirrt zu haben“ sollte man besser Hamburger Indie-Rockbands überlassen. Aber wenn in „Hühnerbrühe mit Gaga“ der Sprecher ebene Popikone in einem Fettauge entdeckt, schaut man doch genauer hin, auch schon vor der unverhofften Begegnung: „Ganz von selbst windet es / Geselligkeit, ein flexibles Vertragsmodell, / einfaches Handling im über- / grünen Klee hausmacher Art, / wo Sehnsucht frisst und ein Schirmbild / voller Lametta uns die Ehre gibt, dabei zu sein, / wenn alle am Auslöffeln sind.“ Da sind sie dann plötzlich: eine Affinität für Sprache und Bilder einer medial durchdrungenen Alltagswelt und ein Wille, Wahrnehmungen auseinanderzunehmen und in kühner Form neu zusammenzusetzen. Solche Verse sind keine Ausnahme in *Fjorde*, und doch verschwinden sie zu oft hinter selbstgewählten Nebelschleiern. Es ist zu hoffen, dass der Dichter seinen eigenen Stil bald an Land zieht und sein Pseudonym im Nordmeer versenkt.

Tomas Bjørnstad: *Fjorde*; Lyrik; Éditions Guy Binsfeld, Luxemburg 2018, 96 Seiten, 20 Euro; ISBN 978-99959-42-42-7

Zeitgenössischer Tanz

Innere Kriegszone



Anne-Mareike Hess

Anina Valle Thiele

Allerorten ziehen sie in den Krieg. Kaum etwas macht in diesen Tagen, wo hinter der Grenze Luxemburgs wütende Massen in gelben Westen in Frankreich auf die Straßen strömen und ihrem Zorn auf das elitäre Gebaren der regierenden Klasse Ausdruck verleihen, wohl mehr Sinn, als sich tänzerisch mit Krieg und dem Phänomen von KriegerInnen auseinanderzusetzen.

Doch Anne-Mareike Hess gleicht mit ihrer Solo-Performance *Warrior* mehr einer Athene, als den *Gilets jaunes*. Die Wut scheint sie zwar anzutreiben, doch lässt sich ihre knapp einstündige Choreografie viel mehr als eine differenzierte tänzerische Reflexion über – meist männliche – Kriegstreiber(ei) lesen. Die Idee entstand, als mit dem *Women’s March* in den USA Frauen auf die Straßen gingen, um gegen die misogynie Rhetorik eines Donald Trump zu protestieren.

Tänzerische Experimente kennzeichnen die Tanzsprache der Luxemburgerin Anne-Mareike Hess. So auch in *Warrior*

Tänzerische Experimente kennzeichnen die Tanzsprache der Luxemburgerin Anne-Mareike Hess, die 2015 den *Danzpräis* erhielt. Ob in ihrer letzten Produktion *Give me a reason to feel* (2017) im Grand Théâtre oder in *Tanzwut* (2014), stets zeigt Hess tänzerische Ausbrüche, lotet Grenzen aus, indem sie ihre Tänzer wie sich selbst an ihre physischen Grenzen bringt und an den Grenzen der Welt abprallen lässt. – Tanzende Körper im Widerstreit mit den eigenen Gefühlen und ständige Transformationsprozesse: Wo Bewegung ist, ist Potenzial zur Veränderung und Verwandlung!

Nicht in stählerner Ritterrüstung, sondern in einem luftigen Filzgewand (Mélanie Planchard) kommt Anne-Mareike Hess als „Warrior“ auf die Bühne gestapft; zunächst schwerfällig und bereitbeinig wie ein Sumo-Kämpfer, der in den Ring zieht, dann trippelnd, schwer atmend und schnaufend im Warmlauf, um in ihren Bewegungen schneller und schneller zu werden. Ihr Zorn ist im Zusammenspiel mit Marc Lohrs elektrischen Klängen elektrisierend, und man meint in ihrer Mimik versteckte Referenzen auf Kriegstreiber dieser Tage auszumachen. Ihre zuckenden Bewegungen rütteln auf und schrecken zugleich ab.

Sich windend, wird sie die Wut gegen die Welt tänzerisch kanalisieren und herausschreien. (Vocal Coach: Joséphine Evrard). *Warrior* ist eine eigenwillige tänzerische Reflexion einer Choreografin, die auszog, um sich mit Kriegssymbolik auseinanderzusetzen. Auf der Suche nach dem inneren Feind (die Überwindung der eigenen Ängste und Barrieren) wird die Bühne zum Kampfschauplatz einer Kriegerin, die sich während einer einstündigen Performance womöglich erst warmläuft, um irgendwann in den Krieg zu ziehen. – Auf der Suche nach Frieden.

Warrior von Anne-Mareike Hess (Choreographie und Tanz); Sound: Marc Lohr; Kostüme: Mélanie Planchard; Belichtung: Brice Durand; Dramaturgie: Thomas Schaupp; Künstlerische Beratung: Rosalind Goldberg; Vocal Coach: Joséphine Evrard. Produktion: Utopic productions.

Ce qu'on retient ici des quatre comparses, c'est l'équilibre de l'ensemble, cet art que les timbres ont de se fondre les uns dans les autres tout en gardant leur individualité propre. Beethoven est un classique, et le Jerusalem le joue ainsi, sans s'appesantir sur les lignes, sans appuyer trop fort sur l'archet (l'aimable *Menuetto* aux suaves inflexions mélodiques très mozartiennes !), et avec une sorte d'entrain allègre dans les mouvements vifs. Un modèle de beauté condensée.

À la fois grave et juvénile, allant du murmure au cri, le *Quatuor* de Ravel forme le volet central du triptyque proposé par le Jerusalem. Non content de suivre avec exactitude le « contrepoint à quatre voix », comme l'auteur lui-même qualifiait son quatuor, il parvient, grâce à un sens inné du chant et, surtout, une manière unique de faire respirer la musique, à retrouver la magie sensualité de l'art ravélien. Un art qui allie avec bonheur classicisme lumineux et mélopées langoureuses, séductions raffinées et soudaines poussées de fièvre, comme l'attestent les emportements, peut-être un rien exagérés, dans le triomphal finale, prétexte à un déploiement enfiévré de fantaisie débridée.

Page élégiaque dans la grande tradition russe, très tourmentée dans ses tempos comme dans ses éclairages, le *Deuxième Quatuor* de Chostakowitch est un psychodrame, un hallucinant opéra sans paroles, où successivement chacun des protagonistes se voit confier le rôle de *primus inter pares*, et où une fascinante maîtrise à la fois individuelle et collective garantit un jeu d'ensemble d'une cohérence d'airain, constamment tendu et concentré, à peine obéré par tel ou tel problème de justesse (surtout dans le chef du *primarius*).

Musique classique

Plaisirs chambristes

José Voss

Pour illuminer la Salle de musique de chambre de la Philharmonie, un écran splendide, si apprécié par les musiciens comme par les mélomanes, plusieurs formations chambristes seront du voyage, cette saison, telles le Gringolts Quartet, les Boston Symphony Chamber Players, le Tetzlaff Quartett, l'Armida Quartett, le Quatuor Ébène ou encore le Jerusalem Quartet.

Les quatre concerts de la série « Quatuor à cordes » présentent un panorama de l'incontestable discipline reine de la musique de chambre, allant de Mozart à Bartok, en passant par l'incontournable et incontestable maître du genre qu'est Beethoven. Le 10 décembre, en se penchant sur trois monuments du répertoire, le Jerusalem Quartet nous invitait à un périple qui a tout d'un défi : en effet, confronter Beethoven à Ravel et Chostakowitch n'est pas une mince affaire, tant leurs univers paraissent étrangers. Défi – disons-le d'entrée de jeu – crânement relevé. Baptisée sur les fons de l'Académie Rubin de Jérusalem en 1996, cela fait maintenant 22 ans que la formation composée d'Alexander Pavlovsky, Sergei Bresler, Ori Kam et Kyril Zlotnikov, est applaudie tous azimuts, tant l'ensemble, par sa verdeur et son ardeur communicative, enthousiasme tous les publics.

« Forme musicale la plus adulte » (André Boucourechliov), le quatuor à cordes met en lumière le squelette de la musique. Il en est le genre le plus abstrait, propose le moins d'artifices sonores. Aussi presque tous les grands compositeurs se sont-ils colletés avec lui, quand ils avaient quelque chose d'essentiel à dire. Avec seulement quatre instruments, c'est un genre sérieux, noble, profond, et une grande école de rigueur.

Le Jerusalem Quartet ou une nouvelle manière de faire dialoguer passé et présent

En lever de rideau, une page dans la sobriété de la plus pure tradition classique : le *Quatuor op. 18 n° 5* du « Grand Moghul » pour l'appeler par le surnom que Haydn avait donné à Beethoven. Dès ces premiers pas dans ce genre musical très spécial, le Titan de Bonn, fort de cette éloquence toujours soucieuse de réalisations stylistiques extraordinaires qui lui est propre, lui, le conquistador pétri de rêves prométhéens et qui n'aspire qu'à être le fils de la Révolution française, en rébellion contre les convenances, l'étiquette périmée des musiques de cour, parle davantage au cœur des auditeurs qu'il ne répond aux préoccupations des interprètes. « Croyez-vous que je me soucie de vos misérables instruments, quand l'esprit créateur souffle sur moi ? », se fâchait tout rouge l'irascible Ludwig, en butte à l'incompréhension du Quatuor Schuppanzigh, premier déchiffreur de ses partitions. C'est que la musique est l'« art des horizons et de l'expansion, non des enclos », pour le dire avec les mots du poète Henri Michaux.



Le Jerusalem Quartet à la Philharmonie

Luxemburgensia

Heilige, Huren, Erfolgsfrauen

De six à 106 ans

Anina Valle Thiele

Wie tief Stereotypen sitzen, zeigten die ersten Reaktionen auf die Ernennung Taina Bofferdings (LSAP) zur Innenministerin. Ihre Kompetenz wurde angezweifelt, in einem Tonfall, der auch auf ihr Geschlecht abhob. Die diskriminierenden Mechanismen waren recht schnell zu durchschauen.

Gänzlich überzeugt scheinen auch die Herausgeberinnen des Sammelbands *Mit den Haien streiten, Frauen und Gender in Luxemburg seit 1940* noch nicht von den Erfolgen zu sein, wenn sie im Vorwort zögernd mutmaßen, dass „wir heute möglicherweise in einem postpatriarchalischen Zeitalter leben“. Im Rückblick erscheinen ihnen die patriarchalischen Strukturen der unmittelbaren Nachkriegszeit deutlich ausgeprägter, von den Bürgerrechts-, Frauen-, Drittwelt- und Friedensbewegungen der 60er und 80er Jahre wurden sie zutiefst in Frage gestellt. Andererseits lassen die Herausgeberinnen keinen Zweifel aufkommen, dass Sexismus in der Luxemburger Gesellschaft nach wie vor allgegenwärtig ist. Mit theoretischen Analysen und 27 Beiträgen aus verschiedenen Blickrichtungen zu den Themenfeldern Geschichte, Schule, Politik, Medien, Kunst, Identitäten und Feminismus will der Sammelband aufklären, entgegenwirken und sensibilisieren. Er sei gedacht als „Fortführung und Weiterentwicklung des [...] ‚Kampfes‘ um Sichtbarkeit und des Bemühens um ein ‚mehrperspektivisches und dezentriertes Betrachten der Luxemburger Wirklichkeit‘, so die Herausgeberinnen Germaine Goetzinger, Sonja Kmec, Danielle Roster und Renée Wagener.

Wie zögerlich sich die mediale Repräsentation von Frauen verändert, zeigt die Betrachtung der Werbung und die Häufigkeit, mit der Frauen als Expertinnen zur Politik befragt wurden. Laura Kozlik analysiert 70 Jahre sexistische Werbeanzeigen im Magazin *Revue*. Viviane Thill hat 36 Sendungen von *Hei Elei Kuck Elei* aus den 80er Jahren hinsichtlich der Partizipation von Frauen untersucht und verzeichnet – insbesondere im Themenfeld Politik – eine erstaunliche Unterrepräsentanz.

Einen interessanten Blick auf die unmittelbare Nachkriegszeit wirft Martine Marchal mit „An eis bleibt nëmmen de Batz“, die die Repräsentation von Frauen in der Nachkriegspresse des Luxemburger Widerstands und der Zwangsrekrutierten unter die Lupe genommen hat. Während man vielleicht geneigt wäre, in diesem eher nichtkonformen Milieu Abweichungen vom damals – in Reaktion auf die Verwerfungen des Krieges – beschworenen Frauenbild anzunehmen, ist das Gegenteil der Fall. Marchal konstatiert auch hier einen *backlash* gegen Frauen in der Nachkriegszeit: Zum einen die Forderung, Frauen sollten zurück in ihre (vermeintlich) traditionelle Rolle als Ehe-, Hausfrau und Mutter, zum anderen eine abstrahierende und von Verachtung geprägte Haltung gegenüber jenen Frauen, denen man vorwarf, mit den amerikanischen Befreiern „liiert“ zu sein. Die Sorge um die Sexualität der Luxemburger Frauen war allgegenwärtig, stets mäandierend zwischen Hure und Heiliger – die keusche, junge Frau als moralische Marienfigur. „Von Anfang an wird auf die Familie – mit der Mutter am Herd und dem Vater als Familienoberhaupt – als Fundament für die Erneuerung des Landes gepocht.“ Frauen, so Marchal, wurden als „Bätz“, „Ferkel“ und „Spullompfen“ bezeichnet. Die Autorin macht bereits in der unmittelbaren Nachkriegszeit einen grundlegenden Unterschied zwischen der Terminologie in französischen und den luxemburgischen Zeitungen aus: Nirgendwo in der französischen Presse finde man solch misogynne Beschimpfungen und Angriffe wie in Luxemburg.

Nüchtern und instruktiv sind im Kapitel „Schule“ die Beiträge von Germaine Goetzinger und Colette Kuttan. Goetzinger geht in „Der lange Wandel des Lehrerinnenbildes – Von der Diskriminierung über die Gleichstellung zur professionellen Überrepräsentanz“ insbesondere auf die langjährige Praxis der Unterzeichnung von Verzichtserklärungen auf den Beruf im Falle einer Ehe, wie auch auf die Lohnschere zwischen Frauen und Männern ein. Den Paternalismus der 50er Jahre illustriert sie anhand eines *Revue*-Kommentars von Paul Aschman über zukünftige Lehrerinnen: „Gar nicht so schlecht finden wir, dass neben den drei Weltsprachen und dem luxemburgischen selbstverständlich praktischen Fächern wie Kochen, Nähen, Kontabilität, Hygiene ein gebührender Platz eingeräumt wird.“ Kuttan illustriert anhand

von Auszügen aus Zeitungsartikeln in ihrem Text „Lernen für Heim und Herd, Haushaltungsschulen und Haushaltungsunterricht in Luxemburg“ anschaulich die offensichtliche Diskriminierung von Frauen und macht so klar, dass sich die sexistische Perzeption wie ein roter Faden durch die pädagogischen Begründungen – selbst der Schulbehörden zieht. „Den jungen Mädchen sollten alle jene Kenntnisse und Fertigkeiten vermittelt werden, die aus ihnen gewissenhafte, sparsame und arbeitsame Hausfrauen machen“, liest man etwa noch im Beratungsregister des Gemeinderats von Bettemburg vom 16. August 1957.

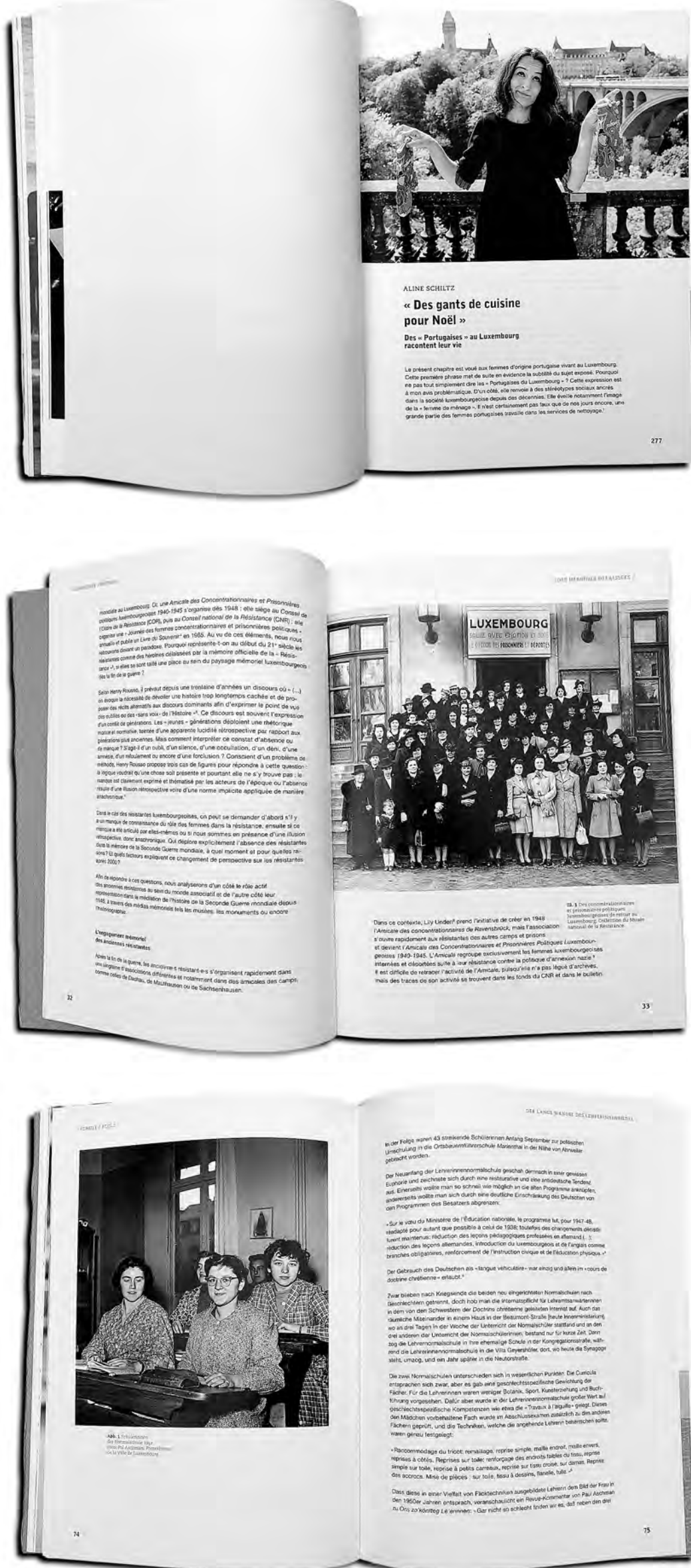
Im Kapitel „Politik“ wird neben der durch eine Pressehatz zu Fall gebrachten Madeleine Frieden-Kinnen auch auf die Erfolgskarrieren von drei Politikerinnen und ihre unterschiedlichen Werdegänge und Haltungen eingegangen: Astrid Lulling, Colette Flesch und Mady Delvaux-Stehres. Von Colette Flesch stammt das Zitat „Ich musste mit den Haien streiten“, das zugleich den Titel des Sammelbandes lieferte. Auffällig ist, dass hier drei prominente Frauen der Luxemburger Politik vorgestellt werden, die auch fotografisch ähnlich in Pose gesetzt werden wie „bedeutende“ männliche Politiker.

Renée Wagener konstatiert in ihrem stark auf Interviews basierenden Beitrag „Eine doppelte Emanzipation? Jüdische Frauen in Luxemburg nach dem Zweiten Weltkrieg“, dass nur wenige Jüdinnen die frauenpolitische Aufbruchsstimmung der 1960er Jahre und 1970er Jahre konkret miterlebt hätten. Inwieweit hier tatsächlich gegenüber den Luxemburger Frauen insgesamt eine unterdurchschnittliche Beteiligung zum Ausdruck kommt, ist allerdings schwer einzuschätzen. Recht apodiktisch gefasst im Sinne der Entgegensetzung von Religion und Fortschritt erscheint in ihrem Beitrag die Aussage: „Trotz oder wegen der fortschreitenden Säkularisierung halten die hier vorgestellten Frauen an religiösen Traditionen fest, sogar, wenn damit egalitäre Prinzipien in Frage gestellt werden.“ Bedeutet das Festhalten an Traditionen zwangsläufig Rückschritt?

Erfrischend ist der Beitrag von Sonja Kmec „Neuer Wein in alte Schläuche?“ Die Historikerin begibt sich darin auf Spurensuche einer Krise der Männlichkeit, und zwar nicht nur, indem sie das Männermagazin *Paperjam* nach Beispielen durchforstet, sondern etwa auch die Webseite der Katholischen Männeraktion (KMA) und die „Lëtzeburger Männervereengung“ AHL. Die Finanzkrise habe die Rhetorik der „libido domnandi“ (Bourdieu) abgeschwächt, Konkurrenzdenken bleibe aber das A und O der Unternehmenskultur. Die Angst vor weiblichem Erfolg ist vorhanden und löst in Teilen eine „Krise“ aus, allerdings nicht in dem „einen“ hegemonialen Männerbild, das es nicht gibt. Interessant wäre es hier, noch genauer zu ermitteln, in welchen soziologischen Kontexten sich welches Männerbild hegemonial etablieren kann.

Bady Mincks filmischer Welt – „Wo Gugelhupfe auf Hecken wachsen und pelzige Zungen das Sprechen verhindern“ gilt Danièle Weckers Beitrag im Kapitel „Kunst“. Sie präsentiert einen Gegenentwurf zum traditionellen Erzählkino, wo der Kamerablick die passive Rolle der Frau unterstützt und sie als sexualisiertes Objekt in Szene setzt. Wecker zufolge breche Minck mit den traditionellen filmischen Codes und biete den Zuschauerinnen, unabhängig vom Geschlecht, einen alternativen Sinnraum, in den sie sich einschreiben könn(t)en. Mincks Filmsprache wirke in dem Sinne emanzipatorisch, als dass die Zuschauerinnen sich alternativ eine andere gelebte „Wirklichkeit“ mitkonstruieren könnten.

Mit den Haien streiten ist ein echter Sammelband zu den Themen „Frauen und Gender“. Dabei liest sich das Verzeichnis der AutorInnen fast wie das „who is who“ der feministischen Szene. Es ist eine Art wissenschaftliche Bestandsaufnahme der Frauengeschichte Luxemburgs, ein Meilenstein nicht nur wegen der historischen Exkurse und der zahlreichen Beispiele aus Medien, sondern nicht zuletzt, weil einige Beiträge vergegenwärtigen, dass die von Frauen erkämpften Rechte im Alltag jederzeit wieder verwässert oder ausgehebelt werden können. Obwohl es den Herausgeberinnen erklärtermaßen darum geht, „Stimmen – selbstbewusste, vorlaute und unterdrückte – einzusammeln, sowie die Strukturen deutlich zu machen, die diese zulassen oder mundtot machen“, vermisst man für einen



Das AutorInnenverzeichnis des Sammelbandes *Mit den Haien streiten* liest sich wie das „who is who“ der feministischen Szene

umfassenden Blick jedoch die Einbeziehung von Perspektiven migrantischer Frauen, von Arbeiterinnen oder prekär Beschäftigten. Dies hätte den in manchen Beiträgen etwas euphorisch anmutenden, modernen Fortschrittsgedanken mit einer gewissen Stilisierung bestimmter sozialer Trägerinnen vielleicht auch relativiert. In dieses Bild passt die wiederholt anzutreffende Fokussierung auf „bedeutende Persönlichkeiten“ und Frauen, die „Bedeutendes“ geleistet haben. Die Aufteilung nach sieben übergeordneten Themen macht Sinn und gibt dem Band Struktur. Dennoch hätte eine übergeordnete, verbindende, auch theoretische Einordnung insgesamt oder nach Themenfeldern gutgetan. Doch der Schwachpunkt des Sammelbandes ist vielleicht gerade seine Stärke. Zeigt er doch Wege von Frauen auf, die sich in einer von Männern dominierten Gesellschaft durchgesetzt haben.

Mit den Haien streiten. Frauen und Gender in Luxemburg seit 1940; Herausgeberin: CID / Fraen an Gender; erschienen bei capybarabooks; 392 Seiten; 29 Euro; ISBN: 978-99959-43-16-5

Musique classique

Avec des concerts aux quatre coins du pays et de l'Europe, des programmes abolissant les frontières entre les genres musicaux, un fort engagement pour la musique contemporaine et des créations luxembourgeoises, sans oublier des projets didactiques vraiment innovants, l'Orchestre Philharmonique du Luxembourg se porte bien. Merci !

Exemple de démarche pédagogique destinée à introduire de manière vivante un public de jeunes mélomanes au répertoire symphonique classique : le concert dédié à Moussorgski que l'orchestre maison, sous la baguette de Domingo Hindoyan, a proposé, samedi dernier en matinée, dans le cadre de la série *Familles* (6-106 ans). Pas facile de s'affirmer pour un jeune chef, quand il prend les rênes d'une formation dirigée pendant des décennies par des personnalités aussi fortes que Henri Pensis, Louis de Froment, Leopold Hager, David Shallon, Bramwell Tovey, Emmanuel Krivine ou Gustavo Gimeno.

Quand le National fait découvrir l'univers du grand orchestre à toute la famille

Ce pari, le jeune et très prometteur maestro helvético-vénézuélien l'a pourtant réussi, comme en témoignent les réactions enthousiastes à la fois des jeunes pousses novices du concert et des habitués que sont leurs accompagnateurs adultes. Matinée captivante. D'autant plus captivante qu'il s'est agi de mettre des images sur de la musique sur des images, en ce sens que la visite sonore des somptueux et spectaculaires *Tableaux d'une exposition* de Moussorgski, dans la version orchestrée de Ravel, était illustrée par des numéros d'intemporelle pantomime et l'utilisation de médias contemporains permettant la projection d'images capturées dans un musée imaginaire, où prend vie la fantasmagorie des représentations de la méditative *Promenade*, du démoniaque et effrayant *Gnomus*, de l'ionirique *Vecchio Castello*, hanté par des fantômes et qui n'est pas sans évoquer les tableaux d'un Caspar David Friedrich, de la faconde jazzifiante du *Jardin des Tuileries*, du pesant *Bydlo*, du chef-d'œuvre d'humour qu'est le *Ballet des pousins dans leurs coques*, de l'altercation violente *entre Goldenberg et Schmyule*, de l'effervescence sur-vitaminée qui règne sur le *Marché de Limoges*, des lugubres *Catacombes* ou de la féérique *Cabane sur des pattes de poule de la sorcière Baba Yaga*, tableau dont la sonorité tourmentée et la violence de la pulsion rythmique digne d'un Stravinski dégageant une ivresse dionysiaque, sans oublier, bien sûr, en majestueuse conclusion du cycle, la vision grandiose de *La Grande Porte de Kiev*, affirmation en apothéose de la splendeur de la Russie éternelle.

Cette juxtaposition d'une dizaine de miniatures expressionnistes composites allant du magique à l'épique, du mystique au comique, qui a suffi à assoier la gloire universelle de son compositeur, cette « fantaisie » fantastique, cette musique coup de poing (Moussorgski n'a jamais fait dans la dentelle !), Hindoyan l'empoigne à bras-le-corps, la triture, la dynamite jusque dans ses plus ténues circonvolutions pour la remodeler avec un souffle quasi symphonique. Fort d'un sens aigu de la construction narrative doublé d'un sens génèreux des couleurs, excellent à mettre en pleine lumière la riche substance et la rutilance géniale de l'orchestration ravélienne, variant les climats, éclairant avec une véhémence salutaire – tout russe, j'allais dire – leurs contrastes bruts de décoffrage, leurs oppositions de tempo et d'intensité, réussissant, *last not least*, à donner à cette collection une réelle unité dans la diversité (des sonorités, des timbres, des éclairages, des atmosphères), il signe là, au final et l'un dans l'autre, et ce, sans même apporter d'idée vraiment neuve, une réalisation néanmoins vivante voire grisante, une fascinante version « en technicolor » qui redonne à cette partition rebattue une verdure inespérée. Que les musiciens de l'OPL se prêtent au jeu de leur chef invité avec autant d'envie pour un public composé prioritairement d'enfants et dans une pièce pourtant si connue, relève à la fois du professionnalisme le plus admirable et d'un indéniablen sens de la musicalité. Quant à la « mise en scène » audiovisuelle, elle est bien davantage qu'un gadget ou un simple faire-valoir de la musique. José Voss

STIL



Je n'aime pas le Nouvel An. Je vous le dis, c'est comme ça



L'endroit

Dans la famille Rameau, je vise le fils. Ou le neveu, Daniel Rameau (la Rameau-dièrre, Ellange-Gare) étant le tonton et son frère Claude (de Pefferkär, Huncherange) le paternel. Mais c'est aux côtés de sa maman Rachel que Valentin Rameau officie en cuisine dans l'ancienne maison près de Bettembourg, le père étant plus à l'aise en salle, où il conseille surtout le client au niveau des vins. Destinée à prendre un jour la relève au **Pefferkär**, on a laissé le jeune homme de 22 ans figurer son CV dans les auberges prestigieuses de Joël Robuchon à Monaco, Jean-Luc Rabel en Arles ou à Talloires à l'Auberge du Père Bise, toutes trois des doubles étoilées. Au Grand-Duché, Valentin a parfait sa formation au Clairefontaine et à Ma langue sourit. Il apporte désormais sa touche au décor classique du Pefferkär (photo : GD), où on vous sert dès l'arrivée, comme chez les étoilés, des amuse-bouche en plusieurs déclinaisons. Il est certain que si Valentin renouvellerait certains aspects de la carte, il ne toucherait pas au plat qui est depuis treize ans l'entrée de référence de la maison. À savoir le carpaccio au foie gras, roulé de façon hyper-fine comme une bûche, et nappé d'une salade taillée en herbe et subtilement assaisonnée. Tout sera très soigné aussi côté plats de résistance, du menu du marché à 41,50 euros au menu plaisir à 55,50 euros. Les guides de prestige *Michelin* et *Gault & Millau* (13/20) font tous deux l'éloge de cette adresse et Claude promet de parfaire en 2019 le choix des labels luxembourgeois sur sa carte des vins déjà bien fournie. GD

Le personnage

La nouvelle a fait l'effet d'une petite bombe au sein du milieu médiatique : la « culturieuse » (comme elle se désigne elle-même) **France Clarinval**, pilier des secteurs culture, gastronomie et *lifestyle* chez Maison Moderne, quittera son poste à la mi-janvier pour rejoindre l'équipe du *5minutes.lu* sur RTL. Il est vrai que celle qui est venue de Bruxelles en 1995 pour assister Claude Frisoni à la toute première année culturelle, n'a jamais cessé de se montrer curieuse de tout ce qui anime la scène luxembourgeoise, et cela de la cantine lambda en passant par le resto étoilé jusqu'aux bureaux ministériels. Ainsi, d'abord chez Editpress, puis chez Maison Moderne, elle a aussi bien donné un avis documenté sur l'évolution de la gastronomie nationale que sur le *nation branding* ou l'affaire Lunghi. Bref, de *City à Explorator* en passant par *Flydoscope* et *Paperjam*, cette bucheuse de la presse imprimée et en ligne risque de laisser un vide difficile à combler par un(e) seul(e) remplaçant(e). Et certains restaurateurs, dont elle a fini par devenir la meilleure ambassadrice sinon même, pour l'un ou l'autre, une précieuse conseillère, devraient se montrer attristés de son départ. Ou peut-être pas. Car à bien y réfléchir, on se dit que si RTL a récupéré une telle pointure pour son journal en ligne, c'est bien pour en exploiter les forces et les richesses. Nous ne serions donc pas surpris si *5minutes.lu* devenait aussi un guide *lifestyle* et gastronomie pour le francophone avisé, en supplément de son rôle d'informateur politique et social. GD

Le personnage

Un jeune prof enseigne généreusement les lettres dans un lycée du nord-est de la France. Mais quelque chose d'autre lui démange les narines. Son sens olfactif est très affiné depuis son enfance et le mène très jeune à observer consciencieusement le travail des grands nez et parfumeurs français. Et puis, un jour, **Laurent Bertazzo** rentre à l'institut Françoise du City Concorde, où il engage la discussion avec la patronne. Deux passionnés des eaux parfumées se découvrent des atomes crochus, notamment au niveau des parfumeurs de niche qui ont encore le sens de la composition naturelle et ne se font pas racheter par de grands groupes manipulateurs. Le lien est vite scellé. Laurent quittera son lycée pour devenir le responsable du rayon parfumerie au sein du nouvel institut Françoise, situé dans la toute aussi nouvelle annexe du complexe City Concorde. Sur 500 mètres carrés confortables, avec une série de cabines de soins spacieuses, dont une entièrement dédiée aux soins pour hommes, un barbier inondé de lumière naturelle et une balançoire pour la pure relaxation, Laurent propose désormais les jus les plus nobles, signés Pierre Guillaume (dont le dernier parfum, *Mécanique du désir*, est d'une sensualité suave) ou Parfum d'Empire de Marc-Antoine Corticchiato, dont *Corsica Furiosa* a remporté le Fifa Award des parfums de niche en 2015 à New York. Et ce ne sont là que deux des grands noms parmi d'autres proposés à l'institut par Laurent Bertazzo (photo : GD), qui se fait un plaisir d'expliquer et de détailler les meilleurs arômes pour accompagner vos journées comme vos soirées. GD

L'angoisse du Nouvel An

Salomé Jeko

« Tu fais quoi le 31 ? » Je ne compte plus le nombre de fois que l'on m'a posé cette question depuis la fin de l'été. Car à peine la rentrée digérée, la soirée du Nouvel an semble être la préoccupation principale de la fin d'année. Même le crucial dilemme entre la bûche au beurre ou la bûche glacée pour le soir de Noël semble dérisoire à côté de cette sacro-sainte St-Sylvestre.

Je fais quoi le 31 ? Même cas de conscience chaque année. Je n'aime pas le Nouvel An. Je vous le dis, c'est comme ça. Peut-être parce que je prends chaque fois un an de plus la veille. Peut-être parce que la fin de quelque chose me plonge toujours dans une grande nostalgie. Peut-être aussi parce que quand j'y réfléchis, et encore plus après quelques coupes, je réalise que je ne vivrai plus jamais une année qui se termine par 18 et ça me rend soudainement très triste. Voilà, si jamais vous ne l'aviez vous-même pas encore réalisé... c'est chose faite et de rien pour la bonne ambiance.

Bref, vous l'aurez compris, si je suis prête à fêter tout et n'importe quoi 364 jours par an, je suis une blasée du Nouvel An et de ses traditions. La pire de toutes ? Ces fichues bonnes résolutions ou autres façons de se rajouter de la pression en plus de s'organiser THE réveillon qui va tout déchirer. Car il faut s'amuser le 31, ou du moins prétendre que la soirée a été joyeuse, comme un présage pour l'année à venir.

Il y a donc les plus organisés, ceux qui prévoient ça d'année en année, à coups de location de cha-

let avec jacuzzi et vue sur les montagnes enneigées pour fêter ça en famille ou entre amis. Ceux qui « tournent » : raclette en 2016 chez Michel, pierrade en 2017 chez Ben, alors 2018 c'est tartiflette chez Hélène ! Ceux qui optent pour les menus-forfaits de la St Sylvestre dans les restaurants du pays ou ceux qui préfèrent – et je les comprends – fuir le froid du Luxembourg et troquer l'indigestion de fromage contre un bon gros *jet lag*. Ce sont les mêmes qui, dès l'aube, abreuveront les réseaux sociaux de photos de feux d'artifice vue sur mer, pieds dans le sable et noix de coco à la main, tandis que d'autres choisiront d'écumer les bars de la capitale jusqu'au petit matin en ayant bien pris soin d'avoir posé congé le 2 janvier, histoire de s'en remettre.

Quand bien même on s'en fiche et qu'on resterait bien à regarder la rétrospective des meilleurs moments TV de l'année en mangeant du traiteur sur son canapé, enfants couchés et téléphones coupés, les comme moi finiront par se laisser happer par l'enthousiasme d'un de ces fanatiques du réveillon. Peut-être même que l'année prochaine, on « tournera » à notre tour et qu'on s'exclamera, « cette année, c'est fondue chez moi ! ».

Reste que si j'écoute ma coiffeuse, la tendance serait plutôt de mon côté. « Le Nouvel An, c'est plus ce que c'était », m'a-t-elle confié. Il paraîtrait même que les anti-cotillons comme moi seraient de plus en plus légion. À en croire la nette réduction du taux de brushing et de chignons en ce dernier jour de l'année, ne rien avoir envie de faire le 31 serait presque du dernier chic.

Le cas des Luxembourgeois en France

Les internés civils de la Première Guerre mondiale

Le nouveau livre de Jim Carelli, élu meilleur mémoire de Master 2 par la Fondation Robert Krieps, révèle un aspect inconnu de la Première Guerre mondiale. Durant cette guerre, des milliers de civils étrangers, dont plus de 431 Luxembourgeois, furent retenus dans des camps de concentration français et privés

de liberté du simple fait d'être étrangers dans un pays en guerre. Jim Carelli, né en 1993, a étudié l'histoire à l'Université du Luxembourg et à la Friedrich-Wilhelms Universität à Bonn de 2012 à 2017, études qu'il a terminées avec un master en histoire européenne contemporaine.

Le livre de 376 pages richement illustrées est disponible en librairie au prix de 29 euros ou peut être commandé en ligne sur www.land.lu, par téléphone 485757-32, courriel land@land.lu ou fax 496309.

